PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national extraordinaire des 29 et 30 octobre 1966
Suresnes

Séance du samedi 29 octobre 1966

Sommaire

Le président (Robert Pontillon) 1
René Schmitt 5
Pierre Bloch 12
Maurice Gautier 16
Roger Quillot (Puy-de-Dôme) 17
Penent 24
Roger Fajardie 26
Jean-Jacques Piette 30
Le président (Jacques Piette) 34
Georges Lamousse 34
Gandhilon (Seine-et-Marne) 37
Gérard Jacquet 39
Jules Moch 45
Christian Pineau 49
Georges Auzanneau 55
Jacques Mellick 58
Jacques Fleury 63
Jeannette Brutelle 67
Albert Gazier 72
Arthur Nottebart 75
Pierre Thibault (Loiret) 81
Thalleux 84
Blanquart 88
Pierre Giraud 91

La séance est ouverte sous la présidence de Robert Pontillon, assisté de : Tintignac (Corrèze), Julmard (Puy-de-Dôme), Auzanneau (Deux-Sèvres)

Le président (Robert Pontillon)

Camarades, c'est une ville depuis cinquante ans fidèle au Socialisme qui vous accueille aujourd'hui, avec plaisir, avec amitié et avec fierté.

Mais, Suresnes, ce n'est pas seulement le témoignage d'une certaine permanence, c'est aussi une section Socialiste active, la seconde, par son importance, de ce département des Hauts de Seine, une section dont les effectifs se sont non seulement rajeunis mais ont encore doublé depuis deux ans.

Aussi, est-ce parce que cette municipalité nous paraît consacrer en elle-même une sorte de synthèse entre la fidélité au Socialisme et le mouvement vers une

Coll. Fondation Jean-Jaurès

société moderne que je me permets de l'offrir en exergue aux travaux de notre Congrès national extraordinaire.
Plus que jamais sans doute, les responsabilités qui sont les nôtres aujourd'hui, comme unique dépositaire de la tradition Socialiste et la situation qui nous gouverne réclament-elles du Parti un effort exceptionnel de lucidité, d'audace et de rigueur.
C'est à cet effort que je vous convie maintenant, camarades, en déclarant ouverts les travaux de notre Congrès national extraordinaire.
(Applaudissements)
Avant d'engager le débat, j'ai le douloureux privilège de saluer ceux qui nous ont quittés depuis notre dernier Congrès.
Depuis nos dernières assises nationales, nous avons eu à déplorer la disparition d'un certain nombre de nos dévoués camarades.
Marcel Serreau, inspecteur central des PTT, ancien membre de la section Socialiste de Bône (Constantinois), militant de la section de Draguignan où il est décédé à l'âge de 65 ans.
Albert Logier, brutalement disparu à l'âge de 47 ans. Très ancien militant de la section Socialiste de Tain-l'Hermitage (Drôme) dont il était conseiller municipal depuis 1948.
Emile Sylvestre, ancien maire de Razes (Haute-Vienne) décédé à l'âge de 80 ans. Il était en effet né le 2 Mai 1886 à Paris. Venu très jeune au Parti Socialiste, il vint à Razes et fut élu conseiller municipal et adjoint au maire en mai 1925. Il fut élu maire de Razes en 1945 et demeura à ce poste jusqu'en 1965.
Lucien Lion, Secrétaire de la section Socialiste de Saint-Amand-en-Puisaye (Nièvre), disparu à l'âge de 66 ans à la suite d'une longue et douloureuse maladie.
Georges Picard de la fédération des Deux-Sèvres. Ancien professeur à l'école normale de Parthenay, décédé à la suite d'une grave maladie.
Hyppolyte Masson de la fédération du Finistère, décédé à l'âge de. 90 ans. Notre ami était né à Brest le 15 octobre 1875 dont il devint conseiller municipal à l'âge de 29 ans. Il fut, l'année suivante, un artisan actif de la création de l'Unité Socialiste (réalisée salle du Globe à Paris en 1905). Conseiller général en 1910, il fut maire de Brest de 1912 à 1920. Elu député en 1919 et 1924, en 1928 et 1932, Hyppolyte Masson représenta pendant 14 ans le Finistère au Parlement.
Après avoir été interné pendant l'occupation, il reprit son activité à la Libération et présida la délégation spéciale de Morlaix. Il fut ensuite élu maire de Morlaix. Conseiller général et sénateur du Finistère de 1946 à 1955.
Georges Lamette : Militant syndicaliste et Socialiste. Membre, de la 18ème section de Paris, décédé à l'âge de 73 ans.
Emmanuel Very : député de la Martinique, subitement décédé d'une crise cardiaque à son domicile parisien. Elu député de la Martinique pour la première fois, le 10 novembre 1946, constamment réélu depuis, le Docteur Emmanuel Very était maire et conseiller général de Sainte-Marie. Croix de guerre, officier de la Légion d'Honneur, Emmanuel Very fut membre du bureau de l'Assemblée Nationale.

La fédération de la Haute-Vienne a été particulièrement éprouvée :
Edmond Rommeru, animateur des Jeunesses Socialistes, Secrétaire du groupe Léo-Lagrange, membre du bureau fédéral, un excellent et actif camarade qui sera intensément regretté.
Pierre Aubert, maire de la Roche-Labeille, fidèle jusqu'au dernier jour à notre Parti et à notre idéal.
Jean Dauriat, ancien maire de Pierrebuffière, administrateur juste et intègre.
François Boyer, militant sincère et dévoué, doyen du Conseil municipal et de la section de Vayres.
Inès Geyssely, active, militante de la section d'Agen, décédée à l'âge de 73 ans.
Gravère, maire de Mouthoumet (Aude). Victime d'un attentat perpétré par un dément de son village. Est mort à la suite des blessures reçues. Gravère est mort entouré de l'estime de ses concitoyens et de l'affection de sa femme, de sa famille, de ses amis, qui perdent en lui un maire éclairé et intelligent.
Emile Bounhiol, maire de Parisot (Tarn). Décédé à l'âge de 80 ans. Ardent militant Socialiste, actif militant des milieux agricoles. Fondateur de la CGA départementale.
Honoré Lartigue de la fédération du Gers. Ancien conseiller général décédé à Auch à l'âge de 79 ans, qui fut, il y a plusieurs années, un vaillant pionnier du Socialisme en Gascogne.
Henri Robin de la section de Laval (Mayenne), a succombé à un mal implacable qu'il avait supporté avec courage.
Charles-Guillaume Barois de la fédération d'Indre-et-Loire, décédé à l'âge de 75 ans. Militant ouvrier, propagandiste acharné.
Georges Warquoin, militante de la section de Lille, décédée à l'âge de 49 ans après une maladie implacable.
Fernand Broux, Adjoint au maire de Lille, décédé à l'âge de 68 ans; il était entré au Parti en 1923 où il eut, jusqu'à ses derniers jours une activité débordante.
Enfin, la fédération nationale des coopératives de consommation nous apprend le décès de son président, Marcel Brot qui fut membre du Parti.
Ernest Schaffner, député du Pas-de-Calais, maire de Lens. Ernest Schaffner était né le 30 avril 1901 à Strasbourg. Ses études de médecine lui avaient permis de devenir médecin chef du dispensaire d'hygiène sociale de la région de Lens où il se rendit rapidement très populaire.
Conseiller général et maire de Lens en 1947, élu député en novembre 1958, réélu en 1962, notre camarade Schaffner laisse le souvenir d'un militant politique très actif qui n'oublia jamais de se dévouer à la cause à laquelle il avait attaché toute sa vie, celle des mineurs.
Camarades, nous observerons une minute de silence à la mémoire de tous les disparus.
(L'assistance, debout, observe une minute de silence)
Merci.
Camarades, ayant rendu hommage aux morts, je voudrais vous demander maintenant de saluer une grande victoire des vivants.

Fondation Jean Jaurès

Demain, se tiendra à Rome, le Congrès d'unité des deux grandes familles du Socialisme italien, séparées depuis 1948.
La tenue de ce Congrès extraordinaire nous empêche d'être présents à Rome par une importante délégation ; seul, notre ami Herbaut y représentera le Parti.
L'unité Socialiste reconstituée en Italie est une victoire de l'Internationale, mais c'est aussi peut-être davantage encore une victoire de la SFIO dans son rôle de médiatrice, si longtemps recherchée par notre regretté Pierre Commin, et qui trouve aujourd'hui son heureux aboutissement.
En conséquence, nous nous proposons d'adresser, au nom du Congrès, au Congrès d'Unité Socialiste italien, le message suivant :
"Le Congrès national de la SFIO, réuni à Suresnes, salue avec émotion les deux grandes familles du mouvement Socialiste italien à nouveau rassemblées à Rome pour le Congrès d'Unité Socialiste.
"En ce moment décisif pour l'histoire du Socialisme italien et international, qui marque aussi un tournant capital pour l'avenir politique de l'Italie, le Congrès du Parti Socialiste SFIO exprime son espoir que le mouvement général de réunification des forces Socialistes ira en s'accentuant partout où le Socialisme est encore divisé.
"Nous voulons voir également dans votre Congrès de Rome l'aboutissement heureux des efforts accomplis depuis des années pour favoriser cette réunification à laquelle la SFIO tient à son honneur d'avoir été, dès les premiers instants, associée à cette entreprise en la personne de notre regretté Pierre Commin. L'Unité Socialiste en Italie, c'est d'abord la victoire du Socialisme, c'est aussi la promesse de progrès nouveaux dans la voie d'émancipation économique et sociale et celle des libertés politiques.
Vive l'Unité Socialiste italienne,
Vive l'Internationale.
Camarades, je mets le texte de ce message aux voix ?
Pas d'opposition ?
Adopté.
La parole est maintenant à Ernest Cazelles pour des communications.

Ernest Cazelles - Camarades, je vous demande de désigner, et nous vous proposons, la Commission de vérification des mandats suivante : André Bidet, Allier, Moulin, Gauthier, Paris.
Pas d'opposition ?

Le président - Adopté.

Ernest Cazelles - Les camarades qui viennent d'être désignés sont priés de se réunir immédiatement au pied de la tribune, avec Lucien Caillieret, pour procéder à la vérification des mandats de ce Congrès.
Les camarades qui veulent se faire inscrire dans le débat peuvent se faire inscrire immédiatement à la présidence du Congrès.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Camarades, la parole est maintenant à René Schmitt pour présentation du rapport général.

René Schmitt

Camarades, le 16 avril dernier, au Conseil national de Clichy, faisant allusion à la convocation éventuelle d'un Congrès national, je déclarais, dans le compte rendu d'activité présenté à l'ouverture des travaux de nos assises :

"Il va sans dite qu'avant les élections législatives, qu'elles soient précipitées ou non, un Congrès national sera, selon la tradition du Parti, convoqué en temps utile pour approbation du programme et de la tactique électorale, conformément à l'article 38 de nos statuts, il appartient au Comité directeur de provoquer ce Congrès."

L'ordre du jour du Congrès national extraordinaire de ce jour le situe parfaitement dans le cadre de nos préoccupations d'avril dernier :

- Vie de la fédération de la Gauche démocrate et socialiste,
- Préparation des élections législatives, tels sont, en effet, les points essentiels de nos délibérations, avec, en surimpression d'ensemble, la situation politique générale.

C'est à partir de ce point que je m'acquitterai de ma tâche : dresser un compte rendu d'activité depuis notre dernier Conseil national de Clichy du 16 avril dernier.

Je soulignais, dans le rapport que je présentais alors, parmi les événements qui ont jalonné la profonde mutation de la politique extérieure française, la décision unilatérale du gouvernement français du 30 mars 1966. Depuis cette date, à deux reprises, les 7 et 14 septembre, la France, appliquant systématiquement la décision du 30 mars, avertissait l'OTAN qu'elle ne participerait plus aux dépenses d'infrastructure ni à la plupart des budgets de l'organisation, de même qu'elle ne ferait plus partie, à dater du 1er octobre, du Comité militaire de l'OTAN. Auparavant, les 14 pays membres de l'organisation s'étaient mis d'accord sur le transfert de France en Belgique des quartiers généraux atlantiques. Enfin, entre la France et l'Allemagne s'ouvrait un contentieux délicat sur le stationnement des troupes françaises au-delà du Rhin.

Sur une autre partie du globe, le Viêt-Nam est toujours le point le plus chaud du monde avec ses risques d'évolution vers un conflit généralisé, tandis que se poursuivent les divergences sino-soviétiques tant sur le plan idéologique que dans la perspective de la guerre du Viêt-Nam, sans compter les remous spectaculaires internes en Chine.

Le Parti n'est pas resté sans réaction dans cet inquiétant contexte international. Le 12 juin, Guy Mollet, préconisait devant la Convention des institutions républicaines dont il était l'invité, l'organisation d'une conférence mondiale réunissant les représentants des pays qui accepteraient de rechercher en commun les moyens de voir digner un pacte de non-agression entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, émettant en outre l'idée d'un pacte économique européen Est-Ouest. Quelques jours plus tard, le Comité exécutif de la FGDS approuvait à

l'unanimité le programme de politique extérieure que Guy Mollet avait défini le 12 juin.
Sur le plan européen, d'une part, au Congrès de Stockholm de l'Internationale Socialiste, une déclaration de Georges Brown marquait une évolution intéressante de la Grande-Bretagne sans laquelle, disait notre camarade travailliste, il n'est pas d'unité européenne possible. D'autre part, la reprise des discussions, puis l'accord sur le financement de l'Europe verte mettaient un point final à de longs mois d'incertitude et de confusion. Tels sont les points les plus marquants d'un domaine dans lequel il n'est pas possible de discerner un élément ou un symptôme d'évolution par rapport à avril 1966, en direction des thèses que le parti a constamment soutenues.
Enfin ne quittons pas la scène internationale sans saluer la réunification de la famille Socialiste italienne par la fusion du PSI et du PSDI qui tiennent leurs Congrès en même temps que le nôtre et qui devraient dès demain proclamer la naissance du nouveau Parti Socialiste italien. Vous avez souligné cet important événement en adoptant, il y a quelques instants, la motion présentée par Robert Pontillon.
Avant d'aborder la vie politique intérieure, je voudrais répondre à un reproche qui ne manquera pas de nous être adressé : le retard apporté à l'envoi dans les fédérations et les sections du texte soumis aux délibérations du Congrès.
Ma réponse sera de deux ordres :
1° - Il n'y a jamais eu de règle, dans le Parti, que pour un Congrès portant sur la préparation des élections législatives. Une motion fut présentée et envoyée aux sections. La présentation de cette motion n'a jamais eu de caractère obligatoire.
2°- Le texte qui vous est proposé est issu des délibérations du Comité exécutif de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste. Celui-ci aurait pu, dès le 6 octobre, aboutir à la rédaction d'un texte. Mais finalement, à la demande d'un de nos partenaires, cette rédaction a été confiée à une Commission avec mission de rapporter au Comité exécutif suivant, c'est-à-dire celui du 20 octobre.
Le texte adopté, un délai de quelques heures fut mis immédiatement à profit par votre Secrétariat, le lendemain, pour tirer les quelques milliers d'exemplaires nécessaires à votre information, qui, le vendredi 21 octobre, étaient expédiés au courtier du soir. Nous nous excusons de ce retard dont nous ne saurions porter en aucun cas la responsabilité.
Traiter de la vie politique intérieure, c'est essentiellement rappeler l'activité du Parti, les rapports avec les autres partis, notamment le Parti Communiste, le Parti Socialiste unifié, le centre des démocrates, et faire enfin le bilan de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
En ce qui concerne l'activité propre du Parti, notons le rappel des principales décisions, soit du Bureau, soit du Comité directeur du Parti, d'avril à fin octobre 1966 : communiqués, réponses à la déclaration du Président de la République sur le fonctionnement du Sénat, propositions d'organiser, au nom du Parti, et sous la présidence de François Mitterrand, une réunion publique commémorant le 30ème anniversaire du Front Populaire et des conquêtes sociales de 1967 - Jules Moch, orateur unique de cette manifestation a rappelé, en tant que

Fondation Jean Jaurès

Secrétaire général du gouvernement Léon Blum, les réalisations du premier gouvernement à direction Socialiste.
Communiqué exprimant la sympathie du Parti aux grévistes du 17 mai, texte repris et adopté quelques jours plus tard par le Comité exécutif de la FGDS, adoption du projet Socialiste de réforme de l'enseignement, attitude du Parti vis à vis de association des maires des grandes villes règle portant autorisation ou interdiction aux élus du Parti de participer aux manifestations auxquelles assistent les membres du gouvernement, organisation du Parti dans la région parisienne, envoi de délégation du Parti au Congrès de l'alliance Socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie, en juin, et en Tchécoslovaquie en réponse à une invitation du parti Communiste tchécoslovaque en octobre nombreuses décisions concernant la FGDS, communiqué de la fédération nationale des élus Socialistes sur la situation faite par le pouvoir aux collectivités locales, départements et communes.
Des circulaires du Secrétariat ont précisé par le détail ces différentes décisions, auxquelles il convient d'ajouter celles concernant les cercles Jean Jaurès, la vie des mouvements de jeunesse, jeunesses Socialistes, CEDEP, foyers Léo Lagrange, la réorganisation du travail du Comité national des femmes, enfin la désignation des candidats Socialistes aux prochaines élections législatives.
Dans le domaine des rapports avec les autres partis, en dehors de la FGDS, s'entend, je serai très bref.
N'est-ce pas tout le problème posé par les conclusions du texte, bilan, stratégie, orientation, objet de nos délibérations présentes ?
Mais, comme il s'agit d'un compte rendu d'activité ou d'une simple relation d'éléments politiques extérieurs à notre Parti, il n'est pas possible de ne pas souligner, en ce qui concerne nos rapports avec le Parti Communiste notamment, deux ordres d'observations.
D'une part, la politique de harcèlement pratiquée par le Parti Communiste depuis plusieurs mois à l'égard de la FGDS, du Parti Socialiste, dès la publication des listes des candidats Communistes, et portant inlassablement sur les points suivants :
Confrontation des partis de gauche, établissement d'un programme commun, réciprocité des désistements, refus de cautionner - et je mets le mot entre guillemets - "les alliances" avec la Droite.
D'autre part, en exécution des décisions du 54ème Congrès, et à la suite du communiqué du bureau du Parti, paru sur mandat du Comité directeur dans Le Populaire du 28-29 janvier 1966, la publication simultanée des 5 premiers articles Socialistes et Communistes du dialogue ouvert entre les deux Partis, élaborés et discutés en Commission sous forme d'avant-projet, ces articles ont été ensuite rédigés par des camarades responsables, chacun d'un aspect bien déterminé des problèmes à traiter, revus et retouchés par la Commission, enfin publiés sous la signature collective du Parti Socialiste, pour bien marquer qu'ils engagent le Parti tout entier.

Alors que ce rapport était rédigé, le Secrétariat général du Parti a reçu une lettre du Parti Communiste français, datée du 27 octobre, et un manifeste du Parti Socialiste unifié, par courrier du 28 octobre.
Voici le texte de la lettre du Parti Communiste.
"Parti Communiste français au camarade Guy Mollet, Secrétaire général du Parti Socialiste SFIO.
"Camarade, le 56ème Congrès de votre Parti est appelé à prendre des décisions importantes au sujet des prochaines élections législatives. A cette occasion nous nous permettons de rappeler que le Parti Communiste adressait à nouveau des propositions en date du 29 juin dernier à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, à laquelle appartient votre Parti. Dans notre lettre du 29 juin, nous proposions :
1°) L'ouverture d'une discussion en vue de l'élaboration d'un programme commun à tous les partis de gauche.
2°) La définition et l'adoption d'une tactique électorale commune, comportant pour le second tour de scrutin un accord national de désistement réciproque en faveur des candidats de gauche les mieux placés par le suffrage universel, afin de battre les candidats de l'UNR et autres réactionnaires.
Nous n'avons pas reçu de réponse à notre lettre du 29 juin et les déclarations faites par les dirigeants de la fédération dans la dernière période ne vont pas dans le sens de nos propositions. Cependant, nous continuons à penser que l'entente de toutes les forces ouvrières et démocratiques - et d'abord l'union entre nos deux Partis - est nécessaire pour en finir avec le régime de pouvoir personnel au profit d'un gouvernement d'union démocratique résolu à appliquer une politique de progrès social et de paix.
Nous souhaitons que les travaux de votre Congrès permettent l'ouverture d'une discussion tendant à la réalisation d'une telle entente. Pour notre part, nous sommes prêts.
Nous vous adressons, camarade, nos salutations Communistes.
Pour le parti Communiste français, le Secrétaire général.
Signé : Waldeck Rochet."
Et voici maintenant le texte du manifeste du Parti Socialiste unifié que nous avons reçu hier.
"Message au Congrès SFIO, il nous a paru que nous devions saisir l'occasion de votre Congrès national pour adresser à votre Parti et aux organisations qui se sont fédérées avec lui un appel pressant.
Nous avons été séparés dans le passé par de graves oppositions et, bien que la lutte contre le gaullisme nous ait à plusieurs reprises rapprochés, de profondes divergences existent entre nous : nous n'avons intérêt ni les uns ni les autres à les dissimuler. Mais nous ne pouvons ignorer le sentiment d'inquiétude que, dans le moment présent, éprouvent les hommes et les femmes qui, à travers le pays, soutiennent la Gauche. Ceux qui s'étaient unis lors de la bataille présidentielle et qui avaient formé l'espoir de voir un bloc des forces populaires succéder dès 1967 à l'actuelle majorité gaulliste, constatent que cette perspective s'éloigne. L'UNR peut ainsi soutenir que la nouvelle bataille politique qui va

s’ouvrir n’a d’autre issue que la reconduction d’une coalition dominée par elle. Le fait que cette coalition puisse éventuellement s’élargir à des personnalités de la Droite classique et du centre ne change rien à son objectif social, qui est la consolidation et la modernisation du système de domination capitaliste.
Il est d’ailleurs parfaitement illusoire de prétendre utiliser les contradictions qui peuvent exister chez nos adversaires si nous ne commençons pas par affirmer notre force et notre cohésion. Or, cette force et cette cohésion tiennent essentiellement à notre capacité de nous entendre et de faire apparaître, face à la solution néo-capitaliste et gaulliste, une véritable solution Socialiste et démocratique. Au pouvoir qui se prépare à mettre en jeu des moyens matériels écrasants, il faut opposer le dynamisme et l’élan d’une Gauche unie et rénovée et non une mosaïque de combinaisons tactiques et contradictoires.
C’est pourquoi nous n’avons cessé d’insister sur la nécessité d’engager une confrontation générale de toutes les forces de gauche. Nous avons considéré comme un fait positif la publication au mois de juillet dernier, d’un programme par la FGDS. Nous pensons qu’il allait être désormais possible d’ouvrir une discussion constructive. C’est dans cet esprit que nous avons transmis au Comité exécutif de la fédération un certain nombre d’observations critiques, suivies de questions précises. Nos observations ont été enregistrées, mais aucune réponse n’a été apportée à nos questions.
Cette attitude n’affecte pas seulement les relations entre la FGDS et le PSU. Chacun comprend qu’elle met en cause les principes mêmes que nous opposons au gaullisme. Comment pourrions-nous en effet espérer un réveil des aspirations démocratiques dans ce pays, si nous ne tentions pas tout d’abord de dépasser nos oppositions par la voie d’une confrontation nette, d’une libre discussion ? Et comment pourrions-nous exclure de cette confrontation et de cette discussion une fraction quelconque de la Gauche ? Certains prétendent que ce débat nous conduirait présentement à une impasse. L’exemple du récent colloque sur le Viêt-Nam montre pourtant que l’on parvient à surmonter bien des difficultés lorsqu’on s’attaque au fond des problèmes, même en politique étrangère, où les divergences de la Gauche sont les plus apparentes."
Mes chers camarades, j’ouvre ici une parenthèse. Il est bien exact que ce 10ème colloque ait abouti à un texte de synthèse auquel chacun des participants avait apporté sa part de concessions. En ce qui nous concerne, nous avions fait les plus expresses réserves sur la recherche et la personnalisation des responsabilités, même si elles n’avaient plus qu’un caractère juridique. Quant au Parti Communiste, il avait finalement accepté l’abandon de la notion de guerre d’agression, la reconnaissance de la présence d’unités nord-vietnamiennes au delà du 17ème parallèle, et la constitution d’une Commission internationale de contrôle assurant, pendant une certaine période, la transition entre l’état de guerre et le retour à la paix. Mais ces concessions furent éphémères, car trois jours plus tard, le mercredi 12 octobre, Waldeck Rochet, au meeting de la mutualité, désavouait les délégués Communistes du colloque, et, revenant sur les trois concessions précitées, reprenait les thèmes bien connus de son Parti !
Je reprends et termine la lecture du message du PSU.

"Sans prétendre parvenir à bref délai à réduire l'ensemble de nos désaccords, il est raisonnable de penser que nous pourrions, d'ici les élections, en dépassant certaines de nos divergences, aboutir à un programme commun.
C'est cette confrontation que nous vous demandons une fois de plus, mais cette fois avec une particulière insistance, d'accepter. Le temps presse, nous n'avons plus que quelques semaines devant nous pour prendre la responsabilité d'une nouvelle défaite ou pour réunir les chances d'une victoire.
Pour le PSU, Edouard Depreux, Secrétaire national".
Au moment d'aborder la dernière partie du compte rendu d'activité, à savoir le rôle du Parti dans la vie de la FGDS, il est impossible de ne pas mentionner - bien que ce rapport succinct n'ait pas à se substituer au compte rendu d'activité du groupe parlementaire - l'action de nos élus au Parlement qui, soit dans les débats importants - politique extérieure, politique sociale et économique, affaire Ben Barka, etc... - soit dans la discussion du budget, ont traduit la pensée du Parti au nom du groupe parlementaire Socialiste ou même - et c'est l'aspect nouveau de la vie parlementaire consécutif à l'apparition de la FGDS - au nom de l'intergroupe parlementaire de la fédération.
Le texte sur lequel vous aurez à vous prononcer présente dans sa première partie le bilan de douze mois de vie fédérale commune. Reprendre les étapes successives dé cette expérience, en commenter tel ou tel aspect, serait faire double emploi et outrepasser les limites de ce compte rendu. Aussi m'attacherai-je à ne prendre qu'un exemple de ce que peut et doit être le rôle de notre Parti dans une formation de cette nature : le programme de la fédération publié le 14 juillet dernier, et, plus précisément encore, à montrer de quel apport original le Parti a enrichi ce document.
1°) Dans la forme : Si le texte du 14 juillet porte les traces d'une rédaction hâtive imposée par la volonté de respecter un délai manifestement trop restreint, sur la demande de nos camarades, trois autres documents suivront, appelés soit à vulgariser les idées essentielles en les sortant d'un texte, complet sans doute, mais d'une lecture parfois difficile, et en les transposant en une forme plus simple, donc plus accessible, soit, au contraire, à approfondir l'étude, le financement, la projection dans la réalité gouvernementale des différents problèmes déjà traités.
2°) Sur le fond : citons au fil des chapitres les notions qui portent plus spécialement l'empreinte de nos thèses traditionnellement défendues :
Chapitre 2 - donner un contenu concret au droit à l'information,
Chapitre 3 - la construction de la paix dans le cadre :
- du règlement pacifique des conflits par l'arbitrage international.
- de l'action pour le désarmement,
- de la sécurité collective et de la coexistence pacifique.
- la renonciation à la force de frappe nationale,
- la nationalisation des industries d'armement et celles de l'espace.
Chapitre 4 - l'organisation de la défense de la nation, notamment en rendant à l'armée de réserve la place que lui assignait déjà Jean Jaurès.

Fondation Jean Jaurès

Ce n’est pas trahir un secret - d’ailleurs connu de tous ! - si nous rappelons que les chapitres 3 et 4 (la paix dans le monde organisé et l’armée dans la nation) ont été rédigés par notre camarade Guy Mollet.
Chapitre 5 - la planification démocratique.
- la création avec statut d’établissement public, d’un office central des entreprises de fabrication des produits pharmaceutiques.
- pour les secteurs qui appellent une responsabilité particulière de la puissance publique, la mise à l’étude des conditions appropriées d’encadrement.
- un office de la viande.
- la détaxation, des consommations essentielles.
- la nationalisation des banques d’affaires.
- la création d’une banque nationale d’investissements.
Chapitre 6 - le droit au logement, qui s’ajoute à d’autres droits obtenus de haute lutte par la Gauche.
- droit à l’enseignement en 1924.
- droit aux loisirs en 1936.
- droit à la santé en 1946.
- droit à la vieillesse heureuse en 1956.
- la maitrise des sols à bâtir.
- la promotion de la femme.
- l’exercice de la solidarité nationale en faveur de toutes les catégories défavorisées.
Chapitre 7 - la priorité des priorités à l’éducation nationale,
- l’éducation permanente.
- le retour progressif à la règle républicaine : "à école publique, fonds publics, à école privée, fonds privés", et l’abrogation des mesures d’aide.
- l’affirmation, face aux abandons du régime gaulliste, d’un effort immense nécessaire en faveur de la recherche scientifique, appliquant ainsi une formule d’Harold Wilson, dans son discours de Scarbrough le 1er octobre 1965 : "Nous devons accrocher le Socialisme à la science et la science au Socialisme".
- enfin la volonté de servir la jeunesse et non de se servir d’elle.
S’agit-il, par ailleurs, de l’équipe formatrice du contre-gouvernement, réunie pour la première fois le 12 mai 1966, il n’est pas un communiqué touchant à la politique étrangère, à la politique financière et économique, à la politique sociale, aux problèmes de la jeunesse, et de l’éducation ou de la culture, qui ne soit revêtu du sceau de notre pensée.
Dans l’action spécifique Socialiste, dans l’action conjuguée au sein de la FGDS, le Parti Socialiste a été présent partout. Il est et reste l’élément moteur essentiel de la rénovation de la Gauche française dans un pays qui, demain, aura besoin de plus de Socialisme tant dans les limites de ses frontières que dans le domaine européen.
(Applaudissements)

Le président - Le débat est maintenant ouvert, premier orateur inscrit Pierre Bloch, de l’Aisne, qui sera suivi de Quillot du Puy-de-Dôme.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Bloch

Chers camarades,

Parlant le premier dans la discussion, je crois me faire l'interprète d'un certain nombre, pour ne pas dire de tous les camarades, pour remercier la municipalité de Suresnes de son accueil et de l'organisation de ce Congrès.

Il n'y avait pas de doute, on ne pouvait pas se tromper sur la route, on arrivait directement au Congrès du Parti Socialiste ! Il faut en remercier nos amis de Suresnes.

(Applaudissements)

Je crois également qu'il est important que parmi les Partis qui appartiennent à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste notre Parti ait le premier son Congrès, car nos alliés, nos amis, Parti radical et radical Socialiste, nos amis de la convention, sauront quel est l'état d'esprit d'un parti, d'un vieux parti comme le nôtre et nous devons le dire avec une certaine fierté, quoi qu'on en dise, qui voit un renouveau dans ses sections, et un certain nombre de jeunes venir adhérer à notre parti. C'est un fait incontestable.

Je crois que notre Parti va avoir pendant ses 48 heures une grande responsabilité dans la vie politique de notre pays pour les mois à venir.

Il est important de dire et de constater que, par rapport à l'année dernière, à la même époque, nous avons fait un certain nombre de progrès. Que trois partis politiques se déterminent à partir d'un même texte représente un immense progrès par rapport à la situation existant l'année dernière !

Certes, dans cette analyse, nous pourrions examiner ce qui parait bien, ce qui parait moins bien. Pour ma part, ce qui parait bien, et c'est incontestable, c'est que la fédération, de la Gauche démocrate et Socialiste s'est dotée en moins de six mois de structures et qu'elle s'est donnée, le 14 juillet, un programme qui est sérieux, qui n'est pas un programme démagogique, qui ne promet pas tout aux électeurs, qui promet ce qu'il pourra tenir, et cela est un fait important.

Ce qui est important aussi, c'est que dans un autre sens, nous ayons pu voir dans le Populaire et dans la presse communiste une large discussion entre les deux grands partis de la classe ouvrière.

Pour ma part, je me suis réjoui de voir la déclaration courageuse de Guy Mollet, déclarant, dans une interview accordée à un journal : "Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la génération qui suive efface 1920".

Ce qui, par contre, est moins bon, c'est que, voyez-vous, si très souvent les orateurs de la Gauche démocratique et Socialiste ont déclaré à travers le pays qu'il fallait renforcer le grand courant populaire, on pourrait dire un peu comme l'air connu "Que reste t-il de tant d'amour ?", que reste t-il de l'esprit du mois de décembre ? Cela est incontestable, l'élan, l'enthousiasme, la dynamique du mois de décembre ont disparu au cours des derniers mois ; l'élan est en partie brisé, c'est incontestable.

Pourquoi ?

Parce que nous avons eu l'air de ne pas savoir quelle serait notre orientation politique, parce que, très souvent, à tort et à travers, on donnait,-et je ne dis pas

cela pour les représentants du Parti Socialiste à la Gauche démocratique et Socialiste qui ont bien défendu l'idée générale, l'attitude politique de notre Paris, c'est certain, - dans des interviewes l'impression qu'on avait des alliés privilégiés, puis le lendemain on ne savait pas qui seraient ces alliés privilégiés et cela, il faut bien le dire, un certain nombre de gens dans le pays ne l'ont pas compris, ne l'ont pas aimé.

Certes, ce qui reste à faire, je reconnais que ce n'est pas le plus facile, mais je crois que maintenant si nous voulons donner un élan nouveau aux masses qui veulent nous suivre, il faut dire nettement, clairement ce que nous voulons et la première chose à faire est de préciser rapidement les conditions de fusion des trois familles pour qu'un jour il n'y ait plus que le grand Parti républicain de la Gauche démocratique et Socialiste,

Je crois que dans cet effort nous devons tout tenter ; il faut que sur le plan national il y ait un contact avec le PSU et que celui-ci comprenne enfin que sa place est parmi nous dans la grande famille républicaine.

Je crois aussi qu'il faut préciser cette perspective de fusion et la pousser jusqu'à son terme logique, c'est-à-dire que ce travail doit avoir maintenant comme fin la création d'une force socialiste nouvelle, d'une structure neuve, différente des anciens Partis.

Je crois, chers camarades, que l'occasion se présente, je dirai, je vous en supplie, ne la laissons pas échapper cette fois.

Voyez-vous, en politique, seul le vrai est vraisemblable, et, malheureusement, pour un certain nombre de Français, le vrai pour eux, c'est qu'ils ont l'impression qu'ils ont la stabilité assurée, qu'ils ont la sécurité de l'emploi, que la soi disant politique gaulliste est la politique de la paix.

A nous, ensemble, de les démystifier et de leur montrer par des faits précis que cela est faux.

Nous savons depuis hier que la campagne électorale est officiellement ouverte et nous devons dénoncer avec force ce scandale de voir, quatre mois avant l'ouverture du scrutin, le Président de la République s'affirmer avec indécence comme chef de parti.

(Applaudissements)

Eh bien, la politique de contact, sans laquelle rien n'est possible, me parait nécessaire avec les Partis de gauche.

Voyez-vous, Marx a dit : chaque pas d'un mouvement véritable vaut mieux qu'une dizaine de plateformes.

Eh bien, je crois, pour ma part, que ce mouvement véritable, que chaque pas de ce mouvement véritable, c'est de ne rien faire qui puisse nuire au renforcement du courant populaire né des élections de décembre dernier.

Nous savons qu'un certain nombre de nos amis, aussi bien, d'ailleurs, à l'intérieur du Parti qu'au Parti radical et radical Socialiste qu'à la convention, sont hésitants, et se demandent quel est le meilleur moyen pour battre le gaullisme.

Et, bien entendu, se pose le problème des amis de M. Lecanuet.

Fondation Jean-Jaurès

Certes personne ici, je pense, ne niera que M. Lecanuet est un homme aimable et sympathique et que, sans doute, il n'est pas prédestiné, de toute éternité, à l'enfer et qu'un certain nombre de "gaillards" veulent tout faire pour son salut, mais il n'en est pas moins que la participation du centre démocrate à l'entente des Gauches est une vue de l'esprit, puisqu'il ne se reconnaitra jamais dans les options essentielles de notre programme et qu'il rejette l'idée d'une majorité de gauche sans exclusive.

En réalité. Lecanuet et ses amis acceptent le régime et rejettent la politique extérieure, voilà la vérité.

Voyez-vous, au cours de ces dernières élections qui ont fait tant de bruit, est-ce que dans tous les cas, on n'a pas vu les amis de M. Lecanuet être de l'autre côté ?

Est-ce que dans la plupart des cas de ces dernières élections, et je ne vous parle pas de celle de Brive, mais de celles de la région parisienne, les amis de M. Lecanuet n'ont pas fait pencher la balance de l'autre côté ?

Alors, ne nous faisons pas d'illusions.

Est-ce que toute l'histoire de ces dernières années depuis la libération ne montre pas que chaque fois que nous avons été trahis, c'est par ces hommes qui se disent du centre ?

Est-ce que déjà bien avant la guerre, nous ne dénoncions pas une certaine partie d'un parti politique qui s'appelait les démocrates populaires, dont un chef Socialiste avait dit qu'ils n'étaient ni démocrates, ni populaires ?

Est-ce que les hommes de M. Lecanuet ne sont pas les descendants de ces hommes qui, dans toute l'histoire de la IIIème République, n'ont fait qu'une politique de droite et n'ont apporté leurs voix qu'à la réaction sociale ?

(Applaudissements)

Alors, voyez-vous, on n'ouvre pas la porte à une démocratie véritable en s'unissant avec les politiciens de droite qui, au demeurant, sont des hommes de service pro-gaullistes, il n'y avait qu'à voir et entendre Lecanuet à la télévision pour savoir de quel côté pendait son cœur !

Oui, chers amis, des milliers d'électeurs sont disponibles pour une véritable politique de gauche et parmi ces milliers d'électeurs aucun n'appartient à des formations politiques. Alors, si nous voulons les attirer à nous, si nous voulons attirer cette jeunesse qui veut s'intéresser à la vie publique du pays, il faudra l'intéresser aux problèmes qui la touchent, aux problèmes économiques, il faudra lui montrer, comme on disait dans le rapport du Parti avec justesse, que nous ne valons pas nous servir d'elle, mais la servir, ce que ne fait pas la politique actuelle.

Alors, lorsque nous examinons les expériences du passé, nous avons vu quelquefois la Gauche réduite à l'impuissance, acculée à choisir entre l'opposition ou la collaboration avec le centre, parce qu'on se servait de nous pour faire une politique de réaction.

Vous savez très bien quelle est ma position, je l'ai défendue depuis plusieurs années. Je crois que malgré les divergences de tactique, la résurrection de la formule "classe contre classe" est aujourd'hui périmée et que même si le Parti

Communiste avait l'intention de l'appliquer, elle ne serait pas suivie par la masse des électeurs. Mais je crois que la grande erreur qu'a commise la fédération, c'est de ne pas ouvrir la discussion avec le Parti Communiste, car tout de même, sur notre plan, qui intéresse la vie de notre Parti, n'oublions pas que 51 députés Socialistes ont été élus au second tour avec les voix communistes !

Je crois que lorsque les Communistes nous ont proposé une discussion, on aurait dû l'accepter, discuter loyalement avec eux et leur montrer que ce qui avait été possible pour eux dans certains cas aux élections de 1962, c'est-à-dire faire élire un certain nombre d'indépendants qui, loyalement, votaient contre le gouvernement, pouvait l'être encore en 1966, car si c'était possible en 1962, on ne voit pas pourquoi ce serait un crime en 1967 !

Mais, ce que ne veulent pas les Communistes, ce que ne veut pas une partie de l'opinion publique française, c'est qu'on voit, dans certaines circonscriptions, des hommes de Gauche élus contre le Communisme, avec les voix de droite, et, dans la circonscription voisine, des hommes de gauche élus uniquement par les voix communistes. Alors, cela, ça s'appelle de la cuisine électorale.

(Applaudissements)

Et on a l'impression qu'une partie de la jeunesse française ne veut plus revoir cela.

Et puis, enfin, nous avons fait de grands pas avec le Parti Communiste.

Si nous avons vu, dans la campagne présidentielle, ces manifestations, ces réunions publiques dans des salles pleines à craquer, s'il y a eu cette mystique, ce dynamisme, cet élan merveilleux, c'est parce que, il faut bien le dire, une partie de la classe ouvrière française avait pensé retrouver l'atmosphère du Front populaire.

Je sais qu'un certain nombre de nos amis, sur notre Droite, ont peur de prononcer ce mot. Quelle erreur ! Bien sûr, les circonstances ne sont plus les mêmes, bien sûr, le Front populaire de 1963 ne peut plus se réaliser en 1966. Mais il est incontestable que dans les masses, non seulement chez les gens de notre génération - et, c'est là l'erreur profonde commise par un certain nombre de gens - mais même chez les jeunes, le Front populaire a laissé des traces considérables, et, que vous le vouliez ou non, quand on voit des salles pleines et que vous rappelez ce qu'été le Front populaire, vous soulevez l'enthousiasme des jeunes et vous les attirez vers vous.

La politique, ce ne sont pas seulement les principes, ce ne sont pas non plus les méthodes, c'est aussi le style, c'est-à-dire quelque chose qui ne se définit pas, pour séduire et convaincre. Eh bien, pour séduire et convaincre, il faut dire que nous avons la mystique de l'unité, que nous voulons travailler avec tous les partis de la classe ouvrière, et qu'au contraire nous n'avons pas peur, au grand jour, de montrer les points de désaccord que nous pouvons avoir avec le Parti Communiste. Mais la grande erreur c'est, depuis le mois de juin, de n'avoir pas répondu aux questions précises du Parti Communiste, de n'avoir pas fait avec lui une table ronde pour montrer les points de divergence ; et si le Parti Communiste avait des arrière-pensées, si le Parti Communiste a, comme certains

l'accusent - et pour ma part je ne le crois pas - pense à laisser le gaullisme au pouvoir, il fallait montrer nos points de divergence, le montrer nettement, et montrer à l'opinion publique lesquels étaient ceux qui voulaient vraiment battre le régime gaulliste.
Voyez-vous, mes chers camarades, je suis de ceux qui pensent que tout ce qui a séparé doit être rejeté. L'union de la Gauche, que vous le vouliez ou non, a soulevé l'enthousiasme des foules en 1965. Nous devons tout faire pour retrouver cela. Vous ne pouvez pas nier qu'il y a à nouveau un malaise dans le pays, que si, dans la conjoncture actuelle, nous avions une élection présidentielle, il n'est pas sûr que le candidat de la Gauche retrouverait les mêmes voix qu'il avait eues l'année dernière en décembre.
Alors, je vous demande de réfléchir. Je crois qu'il faut avoir le courage de considérer que le retour à la République, à la libération sociale, à l'abolition des servitudes économiques, incombe aux Socialistes, et que nous Socialistes nous ne devons pas avoir peur de montrer à nos partenaires que nous sommes prêts à prendre des décisions courageuses, énergiques, que nous n'avons pas peur de petites questions de personnes, que nous n'avons pas peur de secouer leur poussière, car nous savons que si nous voulons rétablir la République c'est tous ensemble que nous pouvons le faire, avec une Gauche unie, une Gauche sans exclusive.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant de passer la parole à Quillot, je donne la parole à Maurice Gautier, de Paris, rapporteur de la Commission des mandats.

Maurice Gautier

Camarades, avant de porter à votre connaissance le rapport de la Commission de vérification des mandats, je voudrais vous donner quelques explications concernant l'augmentation des mandats, puisque le nombre passe de 2 998 à 3 100.
Cela est du à la création de 7 nouvelles fédérations couvrant les territoires de l'ancienne Seine et de la Seine-et-Oise, et qui sont :
- La fédération de Paris, représentée par 5 délégués, et qui a 54 mandats ;
- Les Hauts-de-Seine : 8 délégués, 104 mandats ;
- Seine-Saint-Denis:4 délégués, 39 mandats ;
- Val-de-Marne : 3 délégués, 14 mandats ;
- Val-d'Oise : 2 délégués, 13 mandats ;
- Les Yvelines : 2 délégués, 14 mandats ;
- Enfin, l'Essonne : 2 délégués, 11 mandats ;

Vous savez que le calcul des mandats est en fonction du nombre de cotisants, et que les délégués sont dénombrés par fractions de mandats. Ce qui a abouti à une augmentation de 3 mandats sur l'ensemble des mandats nationaux, et que nous avons en plus 6 délégués, étant donné que chaque fédération a droit à un délégué de droit.

Fondation Jean Jaurès

Et voilà maintenant mes chers camarades, lecture du rapport de la Commission de vérification des mandats:
"La Commission de vérification des mandats, désignée par le Congrès national extraordinaire, à Suresnes :
- après s'être assuré que le calcul du nombre des mandats et de délégués pour nos assises nationales a été fait conformément :
- aux articles 22, 23 et 25 de nos statuts,
- à la décision du 54ème Congrès national de retenir la base de 25 cotisants à 12 timbres,
- aux dispositions arrêtées par le Comité directeur du 30 janvier 1963,
- aux décisions du Comité directeur du 7 septembre 1966 relatives au découpage de la région parisienne en 7 départements issus de l'ex-Seine et ex-Seine-et-Oise.
Ayant constaté que toutes les fédérations ont été avisées en temps utile de leur représentation et qu'elles ont eu la possibilité de faire entendre leurs réclamations ;
Ayant entendu les explications du trésorier national et du Secrétaire chargé de l'administration,
Vous demande de valider, pour le Congrès national extraordinaire, des 29 et 30 octobre 1966, les chiffres ci-après :
Mandats: 3 001
Délégués : 320".

Le président - Je précise, pour qu'il n'y ait pas confusion, qu'il n'y aura qu'un seul débat, et j'invite à nouveau les orateurs qui sont désireux de parler à la séance de cet après-midi de se faire inscrire.
Je mets aux voix le rapport de la Commission des mandats qu'a présenté Maurice Gautier.
Que ceux qui sont partisans de l'approuver le manifestent en levant la main (mandat rouge) ?
Pas d'opposition ?
Il est adopté.
La parole est maintenant à Quillot, de la fédération du Puy-de-Dôme.

Roger Quillot (Puy-de-Dôme)

Nous voici, camarades, appelés à une importante décision, et devant une procédure inusitée. Nos choix en matière de tactique électorale ne prendront, en effet, toute leur valeur qu'après que l'exécutif de la fédération de la Gauche ait fait la synthèse des divers Congrès. C'est, n'en déplaise à certains commentateurs, la logique même de toute organisation fédérale.
Mais, d'ores-et-déjà, la fédération de la Gauche a esquissé les grandes lignes de cette tactique, dans le rapport qui vous est aujourd'hui soumis. C'est qu'il a fallu aux camarades de l'exécutif trouver un moyen terme entre le souci de la cohérence générale et le désir de respecter la souveraineté du mouvement. Mesure bâtarde, assurément, et mal comprise, comme en témoigne un texte de

Narbonne, de certains camarades, qui ont un peu le sentiment, naturel au reste, d'être dessaisis de leurs prorogatives. Rétrospectivement, et sans vaine polémique, leurs réactions peuvent nous aider à comprendre pourquoi certains, dont j'étais, en juillet, à un Congrès, permirent au Parti d'anticiper sur les événements.

Pour l'avenir, si, comme nous l'espérons, la fédération de la Gauche se fortifie, il semble indispensable que nous procédions à des modifications de statuts qui renforcent l'autorité de l'exécutif fédéral, tout en préservant ce que j'appellerai "les droits législatifs de nos militants".

Il ne sera pas, en effet, possible de garder une procédure qui, pour demeurer démocratique, devient immanquablement très lourde. Ce devrait être notre première tâche au lendemain des élections, A moins que nous soyons à ce moment-là en état de hâter notre marche vers la fusion.

En attendant, et c'est une proposition que je fais, il serait bon qu'un Congrès de la fédération soit prévu pour le début janvier, Congrès que j'appellerai "de ratification solennelle du programme de la tactique électorale", Congrès aussi de présentation des candidats. Et cela permettrait à certains commentateurs un peu pressés de constater que les candidats ont été aussi largement renouvelés dans le cadre de la fédération de la Gauche qu'ils l'ont été dans notre formation. Ainsi serait démontrée spectaculairement l'unité de la fédération, dans les combats du mois de mars ; nul doute que l'opinion ne se montre sensible à pareille démonstration publique.

Pour l'heure, notre préoccupation touche à la stratégie, comme à la tactique électorale. Il ne manquera sans doute pas de bons esprits pour parler avec mépris de "cuisin", comme si le scrutin majoritaire à deux tours n'avait pas toujours, et dans tous les pays du monde, soulevé des problèmes de cet ordre.

Je lisais hier un article, fort pertinent sur bien des points, mais où l'on soulignait une contradiction entre le fait d'affirmer une orientation Socialiste et le souci de soutenir d'autres démocrates contre des gens que nous considérons comme des fraudeurs.

Il est évident que ce n'est pas un problème d'aujourd'hui. Un peu d'histoire suffirait pour constater que, du temps de Jaurès et de Jules Guesde - que personne ne qualifiera de porter au compromis - c'était déjà une attitude de choisir au premier tour et d'éliminer au second.

Pour nous l'objectif est simple : battre le gaullisme, le battre pour imposer un changement de politique sur l'essentiel des problèmes en débat. Mais, faut-il rappeler cette vérité d'évidence : il n'y aura pas de renversement de politique sans défaite préalable des inconditionnels du pouvoir personnel. C'est à ce niveau que les difficultés commencent. L'opinion, en effet, ne se satisfait pas d'une simple défaite du gaullisme, elle aimerait encore savoir où seraient les vainqueurs, qui succéderait à cette équipe dont nous serions débarrassés. Personne ici n'a jamais cherché, n'a jamais songé à chercher des appuis chez les anciens collaborateurs ou chez certains forcenés de l'Algérie française. Autant nous sommes prêts à oublier les menaces et les coups venus de quelques hommes égarés par la douleur, autant nous savons qu'en se reclassant nombre de

Fondation Jean Jaurès

rapatriés ont retrouvé leur conscience politique traditionnelle, et qu'il serait donc injuste de les rejeter, autant nous demeurons insensibles à l'appel de nationalistes impénitents qui flirtèrent naguère avec le fascisme, et pour qui le drame algérien fût l'occasion de reprendre, si j'ose dire, du poil de la bête.
Aucune équivoque, donc, sur ce point. Mais, pour le reste, une regrettable confusion entretenue comme à plaisir.
Tournons-nous d'abord du côté de ce qu'on appelle "le centre".
Les faits parlent d'eux-mêmes, malheureusement : candidature commune avec l'UNR ou soutien parallèle, voilà ce que nous apportent les récentes élections partielles.
La théorie est à l'image des faits. Mo Lecanuet jette systématiquement l'interdit sur le Parti Communiste, comme si une majorité de relève pouvait se dégager sans l'accord de ce dernier. Il ne parle plus de changer de navire, ni même de changer de capitaine, mais simplement de changer de barre. Il envisage, contre quelques concessions en matière européenne, l'entrée dans un nouveau gouvernement ; à quoi M. Pompidou réplique dédaigneusement en ouvrant à qui voudrait les prendre, quelques portefeuilles contre un tout petit peu - c'est son expression - de considération politique.
M. Lecanuet serait-il devenu aveugle au point de croire que la politique gaulliste serait infléchie par son apport ? Je ne le crois évidemment pas si naïf. Mais, mettons-nous un instant à sa place. 70% de son électorat, croit-on, reste acquis au général de Gaulle. Comment, pour Lecanuet, garder son influence électorale sans faire quelques concessions au gaullisme ?
L'anticommunisme que le gouvernement a, ces derniers temps, vraiment favorisé d'ailleurs, a servi d'alibi à ce que j'appellerai "cette démarche de crabe" entrant à reculons dans la majorité. Dès lors, Monsieur Lecanuet entend jouer les arbitres, dans la meilleure ou dans la plus mauvaise tradition des centres opportunistes de toujours; un pied dans la majorité, un pied dans l'opposition. Le jeu est habile, d'ailleurs. J'ignore s'il sera payant pourtant et si l'opinion portera volontiers ses suffrages sur un mouvement qui se fait une gloire de son ambiguïté.
Il est, dans ce pays, des hommes de centre qui ont le goût de la mesure, de la nuance, de l'ordre, mais c'est une chose d'être inspiré de ce centrisme politique respectable, c'en est une autre de s'organiser en groupe de pression, prêt à tous les jeux de bascule, comme à tous les renversements d'alliances.
La modération politique n'exclut pas le choix ; il vient un moment où la clarté est encore la suprême habileté.
Tournons-nous maintenant vers le Parti Communiste. Que ferions-nous à la place de ses dirigeants, je dis de ses dirigeants ? Le Parti est secoué d'un mouvement contradictoire que vous n'ignorez pas, Chinois contre révisionnistes (il y a des Chinois dans mon département), anciens contre modernes, inconditionnels de l'URSS contre tenants d'une politique plus souple, plus indépendante. En brisant avec le temps, de Gaulle a incontestablement aggravé ces contradictions et ces discussions. Un Billoux, un Fageot, pour ne pas les nommer, en relançant en plein mois d'août, une polémique anti-fédération, à une

époque où il savait pertinemment que la fédération ne pouvait leur répondre, paraissent avoir voulu prendre Waldeck Rochet a contre-pied. Le même Billoux vient, semble-t-il, de récidiver, mais nous n'avons pas confirmation. Sans doute, la fameuse tactique classe contre classe garde-t-elle des supporters, mais il faut bien comprendre les dirigeants Communistes. Les préoccupations, internationales ne peuvent être absentes de leurs calculs. Or, qui, aujourd'hui, mieux que de Gaulle, lorsqu'il quitte l'OTAN sans contrepartie, au sein du pacte de Varsovie, sert les intérêts de la diplomatie Communiste avec ses bons et ses mauvais côtés ?

Les dirigeants soviétiques n'ont pas caché à plusieurs délégations parlementaires où figuraient certains de nos camarades, où allaient leurs vœux. La presse de l'Est le répète hebdomadairement et il ne peut pas avoir échappé à Monsieur Kossigyne que sa visite, deux mois avant les élections, suivie d'une promesse de visite de Monsieur Brejnev et de Monsieur Podgorny, en avril, "sert objectivement, pour parler comme l'humanité, les intérêts électoraux du gaullisme".

(Applaudissements)

Comment, dès lors, concilier l'antigaullisme foncier de ses électeurs et de ses militants, avec le philo-gaullisme du Communisme international ? Comment, sinon en proposant une tactique étroite qui prône l'unité de la Gauche et favorise tout à la fois, au moins pour le moment, le maintien de l'UNR, maintien provisoire sans doute : nous ne soutenons pas les dirigeants Communistes d'être ralliés au gaullisme ; maintien provisoire pour 5 ans, pensent les mêmes hommes qui voient loin. Qu'importe 5 ans, dans la construction du Socialisme.

Le raisonnement, qui ne manque pas de cohérence, de leur point de vue, compte tenu de leur formation, a fait pourtant ses preuves en d'autres lieux, et le Parti Communiste, comme d'autres Partis démocratiques, a payé très cher ce genre d'habileté. Cette fois, l'attitude est plus subtile, moins rigide. Elle tend à la constitution d'un bloc d'opposition dans lequel le Parti Communiste garderait la prépondérance, puisqu'il aurait, à la fois, éviter des déperditions- de voix chez lui, tout en les favorisant sur l'aile Droite de la fédération : magnifique coup double réussi au nom de la clarté et de la cohérence dans les choses.

Allons-nous donc nous laisser renfermer dans cette double série d'anathèmes quand nous savons qu'une alliance avec le centre serait impuissante sans le Parti Communiste, quand nous savons qu'une alliance avec- le seul Parti Communiste serait également impuissante, également dommageable pour la fédération ?

Nous ne pouvons, nous accepter ni la politique de marchand de tapis de Monsieur Lecanuet, ni le brusque accès de cet opportunisme qui semble saisir le PC. Il peut encore se ressaisir.

C'est dans ce contexte que se sont dessinées les grandes lignes de la tactique fédérale : maintien de notre candidat, s'il est le mieux placé pour l'emporter, désistement prioritaire au profit d'un candidat de la Gauche (c'est moi qui ajoute ce mot), retrait au profit d'un candidat authentique qui aura prouvé, par ses actes passés et son comportement dans la campagne, qu'il refuse de composer avec la majorité.

Pourquoi l'adjonction de ces deux termes que propose ma fédération : priorité au candidat de la Gauche, désistement pour un candidat républicain autorisé ? Parce que, que nous le voulions ou non, il y a eu les élections présidentielles, et qu'il serait mauvais, au regard de l'opinion, de ne pas reconnaître quelques droits à ceux qui menèrent un combat commun dès le premier tour. Parée que toute éventuelle majorité animée par la fédération, serait orientée, j'ose dire, à Gauche et parce que le Parti Communiste, quelles que soient les subtilités tactiques de certains de ses dirigeants, est condamné, du fait de son électorat, à ne pas trahir, alors que l'ambiguïté de certains candidats centristes laisse à craindre de surprenants ralliements. D'où de nécessaires précautions quant à l'authenticité passée et présente de leur républicanisme.

Le même souci de cohérence qui, voici 18 mois, m'a mené à favoriser l'éclatement de conservateurs et hommes de progrès, m'amène aujourd'hui à souhaiter qu'une sorte de hiérarchie soit établie et des précautions prises, car l'opinion nous pardonnerait mal de faire élire, au nom de la lutte contre le gaullisme, des hommes qui se hâteraient de le rallier.

Ceci dit, mes camarades du Puy-de-Dôme ont pensé qu'il n'y avait, rien d'opportuniste dans une tactique que le Parti Communiste appliquait au deuxième tour de 1962. Après tout, la formule des républicains de progrès, ce n'est pas nous qui l'avons inventée, mais eux, et il y a six mois encore, j'entendais à Clermont-Ferrand Jacques Duclos et Georges Marchais faire un appel très clair au MRP de gauche. J'aurais aimé qu'ils nous donnassent, l'un et l'autre, une définition de ce qu'ils entendent par MRP de gauche et des limites du recrutement des dits MRP de gauche.

Si, donc, en 1962, s'il y a six mois encore, ces formules étaient valables, d'où vient qu'elles cesseraient de l'être aujourd'hui ?

Nous pensons aussi qu'il n'y a rien d'opportuniste, comme je l'indiquais tout à l'heure, à adopter une tactique que l'intransigeance d'hier appliquait dans d'autres temps, faisant battre- il vous en souvient - des monarchistes au profit de républicains modérés.

Mais selon nos camarades, il serait bon d'aller plus loin et de reprendre l'initiative. L'opinion reste préoccupé des contours d'une majorité de rechange, et, devant notre légitime refus de choisir entre deux types d'exclusive, elle tend à croire, avec l'aide de certains commentateurs, que c'est nous qui refusons toute définition cohérente d'une éventuelle majorité.

Le Parti Communiste, laissant à penser qu'il suffirait d'un programme commun pour obtenir la majorité, oubliant nos 32% (même majorés par la dynamite électorale, ils ne font que 32 ou 35%), exploitent ce sentiment diffus d'insatisfaction. Aussi, devons-nous renvoyer la balle comme il convient, avec l'espoir, d'ailleurs, de la bien placer, et laisser au Parti Communiste, comme à d'autres, une chance de prouver sa sincérité.

C'est pourquoi la fédération du Puy-de-Dôme suggère ceci -c'est une formule provisoire qui pourra être adaptée - que la fédération de la Gauche propose aux formations démocratiques la discussion éventuelle d'un contrat de majorité, à la condition expresse que soit adoptée par tous la tactique électorale définie par la

fédération, seule susceptible d'assurer la défaite de l'UNR, défaite qui est la condition première de l'avènement d'une majorité de gauche.
Un mot de commentaire : il n'est pas possible, en effet, de réclamer un programme commun, en faisant tout, par ailleurs, pour que ce programme n'ait aucune chance d'être appliqué.
A ceux qui nous disent : "Que feriez-vous si vous l'emportiez ? Avec qui le feriez-vous ?", nous pouvons répondre certes : "Avec ceux qui auront accepté les points essentiels de notre programme".
Mais il peut paraître légitime, que nos partenaires éventuels ne se laissent pas imposer, pour des raisons de susceptibilité compréhensible, les termes d'un contrat de majorité et prétendent contribuer à sa définition, et cela, nous le comprenons, à la condition, bien entendu, qu'ils acceptent en retour une tactique qui rende plausible l'application d'un tel contrat de majorité, à la condition qu'ils acceptent d'être, non pas la Gauche étroite et sectaire qu'on voudrait nous imposer, mais la Gauche ouverte.
J'ai toujours souhaité- on le sait - que la France s'oriente vers une opposition Droite-Gauche. Je reste fidèle a cette conception, mais pour autant que la Gauche ne doit pas être un ghetto. Par la même occasion, il serait utile - s'agissant du Parti Communiste - que soit levée l'équivoque qui subsiste, que soient levées les équivoques qui subsistent dans les dernières déclarations de presse.
Glissons-nous, en effet, page 5 du Populaire du 18 octobre : "Après avoir envisagé- je cite- la participation à la direction des affaires à égalité, le texte Communiste remet cette égalité en question en ajoutant- je cite - : "La place et l'autorité de chacun dépendront de sa contribution à l'œuvre commune et de la confiance que le peuple lui accordera". Il y aurait donc les plus égaux et les moins égaux, si j'ai bien compris. Et qui décidera des oscillations de cette égalité en mouvement perpétuel ? "Tous les Français, nous dit-on - je cite encore - sont appelés en permanence à participer à l'élaboration et au choix des grands hommes". Comment s'effectuera cette délibération permanente ? Nous aimerions le savoir. Ne s'agit-il pas d'un activisme révolutionnaire qui nous conduirait à vivre sous la pression dictatoriale de l'organisation la plus habile à animer, comme on dit, les masses, la mieux structurée ?
"Quant aux libertés locales - je cite encore - liberté de pensée, de réunion et d'association, le droit de grève et l'ensemble des droits politiques", ils sont, si je comprends bien encore, réservés aux partis et organisations démocratiques. Que deviennent donc les droits de la minorité et par quels moyens définit-on la majorité, puisque, si je comprends bien encore, la minorité se voit privée des droits politiques accordés aux seuls partis et organisations démocratiques ?
Qu'est-ce que cette liberté de pensée et de réunion qui dépendrait de la bonne volonté des dirigeants, ou d'un mouvement pendulaire, d'une faveur populaire plus ou moins sollicitée ?
Toutes ces équivoques ne favorisent certainement pas la confiance de ces autres républicains auxquels on fait si souvent appel, mais auxquels on ne paraît plus guère s'intéresser dans la phase de glaciation actuelle.

Collection Jean Jaurès

Bref, un éventuel contrat de majorité devrait clairement préciser que les garanties républicaines sont et demeureront valables pour tous. Il devrait garantir contre tout glissement la démocratie populaire. Nous ne renions pas le Front populaire, nous ne voulons pas de la démocratie populaire dont il semble que le texte précité garde quelque nostalgie.
(Applaudissements)
Pour le reste, il s'en tiendrait à des objectifs simples et non démagogiques que tout démocrate, soucieux de progrès social, pourrait faire siens.
Si j'ai voulu terminer par le programme, c'est que, comme la plupart d'entre vous, j'ai le sentiment que nous disposons là d'une arme valable.
Sans doute, trouvera-t-on ici ou là que la politique sociale, notamment le problème des conditions d'existence des travailleurs, la politique agricole, pourrait être utilement précisée !
Sans doute jugera-t-on que les propositions, excellentes, de solution au Viêt-Nam, présentées par Guy Mollet, gagneraient à y être replacées et je me demande, - c'est ici une proposition que je formule avec timidité, connaissant assez mal les arcanes de l'Internationale Socialiste, - si elles ne pourraient pas être reprises, ces propositions par des partis qui, comme le Parti Socialiste scandinave, ont une position proche de la nôtre et les moyens gouvernementaux de l'exprimer ?
Je répète, c'est une simple suggestion, mais dont j'ignore la valeur.
Bref, disons que le travail est sérieux et qu'il constitue une plateforme d'action gouvernementale et je pense que si nous devions finalement nous battre pour cela et sur ces thèmes c'est ainsi que s'affirmera la cohérence de la fédération. Ce sont eux qui nous serviront à distinguer les hommes de progrès des conservateurs. J'aimerais assez, pour ma part, que nous soyons capables de faire valoir ce qu'il comporte de Socialisme en matière de logement ou de réforme de l'entreprise, que nous sachions exploiter l'amendement Vallon, non dans ses conclusions, mais en ce qu'il comporte la reconnaissance des droits du travail sur le capital accumulé et je pense que la conférence du général de Gaulle d'hier, si elle nous a prouvé que les gaullistes envisageaient d'utiliser ce thème, nous montre aussi quelles sont les limites de l'utilisation.
Le général, au fond, a trouvé une formule à peu près équivalente à la fameuse formule fiscale : demander moins aux contribuables et demander plus à l'impôt ! Il veut bien donner un peu plus aux travailleurs, à condition de ne rien modifier à la structure de l'entreprise. Il est évident que c'est une bonne plaisanterie, bonne plaisanterie d'autant plus manifeste qu'après tout de Gaulle a formulé ses propositions déjà en 1947, qu'il est au pouvoir depuis plus de huit ans et qu'il n'y a pas eu le moindre commencement d'exécution de tout ce qu'on nous annonce en cette matière comme en matière de modification d'impôt sur le revenu et bien d'autres choses où la formule revient à dire : on rasera gratis au lendemain des élections !
(Applaudissements)
Il nous faut également insister sur la place que le programme donne à l'impôt sur le capital.

Collection Jean Jaurès

J’aimerais aussi qu’on fasse allusion à l’Europe et que nous fassions largement valoir que l’Europe est le seul cadre possible d’indépendance qui reste possible aujourd’hui.
Et, puisqu’il est souvent fait appel à l’antiaméricanisme dans ce pays, nous dirons que nous n’avons rien contre l’Amérique en tant que telle, mais que nous aurions beaucoup à dire, nous, de certaines formes d’impérialisme économique en Amérique du Sud où le général de Gaulle avait fait une tournée triomphale mais où il n’avait fait guère allusion qu’à une influence politique plutôt qu’économique.
Nous dirons donc que nous n’avons rien contre l’Amérique, mais que nous aurions beaucoup à dire de ses formes d’impérialisme économique qui sont d’ailleurs le fait non de la seule Amérique mais d’un capitalisme puissant. N’oublions pas de faire remarquer à ceux qui sont particulièrement sensibles aux aspects positifs de la politique étrangère du gaullisme que le gaullisme n’a rien à envier. Vous avez remarqué que parmi les 3 voix abstentionnistes, il y a toujours la France au premier rang de celles qui considèrent qu’après tout cela n’a pas tellement d’importance, charbonnier étant, comme chacun sait, maître chez lui !
Le combat que nous avons à livrer, camarades, ne sera pas facile. Nous allons le mener, bien sûr, avec la volonté de vaincre, mais si nous n’y parvenions pas ou si nous n’y parvenions qu’à moitié, je souhaite que, d’avance, nous écartions de notre esprit l’idée d’un retour à des gouvernements dits de défense républicaine qui, finalement, seraient impuissants à défendre ou à réanimer la République comme à faire progresser le Socialisme.
De notre Congrès sortira, je l’espère, une clarification de la situation politique. S’il le faut, nous serons les seuls à combattre avec conséquence le gaullisme, mais peut-être les événements imposeront-ils, ou permettront-ils que nous adoptions enfin la seule tactique efficace, celle que nous préconisons. En tout cas, il faut mettre nos voisins, nos partenaires éventuels, au pied du mur, avec l’espoir de les convaincre, eux d’abord, ou sinon de convaincre l’opinion, que les arrière-pensées ne sont pas de notre côté. C’en est assez de ce concert d’anathèmes et d’accusations qui sont inlassablement lancées contre nous. Il est temps que nos positions démocratiques se délivrent des calculs et abordent la compétition électorale avec la claire volonté de vaincre et de succéder au gaullisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Penent, Seine-Saint-Denis. Prochain orateur inscrit : Fajardie, Cher.

Penent

Camarades, en effet, ce qu’il convient aujourd’hui, c’est de recréer l’esprit de l’élection présidentielle, c’est de remettre au combat les femmes et les hommes qui, un soir de décembre, virent, au loin - et pas si loin finalement, -le visage de leur victoire et la forme de ce qu’ils croyaient longtemps n’être qu’un rêve : l’unité.

Ce qu'il faut, en ce qui concerne la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, c'est bien sûr recréer cet esprit, mais au moyen de quoi ? D'abord, en précisant nos frontières politiques, les nôtres. Il ne faut pas que la fédération de la Gauche apparaisse comme une sorte de cartel vague, charriant ou ménageant des hommes décidés à rester tels qu'en eux-mêmes le gaullisme risque de les trouver et, à cet égard, je regrette l'attitude d'un certain nombre de leaders radicaux qui, formellement membres de la fédération de la Gauche, s'en vont multipliant, à la radio ou dans la presse, des déclarations ménageant les institutions, les expliquant, expliquant également que c'en est fait, que c'en est trop des vieux partis.

Alors, je dis : de qui se moque-t-on ? Alors, je dis qu'on n'a pas le droit de ménager, de continuer à ménager ces hommes-là qui, demain, seraient élus avec les voix de la Gauche, avec les nôtres, grâce à notre combat, alors que, peut-être, ils sont tout prêts déjà à jouer les Emile Olivier. De ceux-là, nous n'en voulons pas.

Ensuite, je pense qu'il est bon que la fédération de la Gauche, et particulièrement notre Parti, se définisse clairement sur le problème du Viêt-Nam et arrache ainsi au régime l'un de ses arguments favoris, l'argument de sa démagogie.

En ce qui concerne le Viêt-Nam, nous ne sommes pas, et nous ne voulons pas être un petit tribunal permanent de la conscience universelle ; nous ne sommes pas, nous, des profiteurs de guerre, des commerçants du sublime ; nous ne disons pas aux victimes : "Continuez de mourir, vous avez raison" et nous ne disons pas à ceux qui les frappent : "Continuez de frapper, nous sommes les plus forts". Nous ne le disons pas parce que nous sommes des Socialistes.

Nous voulons la paix au Viêt-Nam, et je souhaite, et j'espère que le Parti Socialiste dira, devant l'opinion nationale et internationale, clairement, sa condamnation d'un conflit de cette nature et arrachera au régime l'aspect théâtral de ses condamnations et, également, marquera ainsi la fidélité à son idéal Socialiste qui est d'être, avant tout, pour la paix.

C'est donc le combat, et le combat seul qui nous unira, qui fera la véritable fusion au sein de la fédération, non pas tellement une fusion organique que, d'abord, une fusion du cœur, une fusion des esprits, et cela c'est très important.

En effet, nous disons que nous voulons battre l'UNR, nous le disons parce que l'UNR est notre adversaire principal, mais nous voulons abattre l'UNR avec qui et comment ? C'est alors que se pose le problème de l'alliance avec notamment le Parti Communiste français.

Il faut que nous mettions le Parti Communiste français au pied du mur, que nous le mettions en demeure d'accepter ou de refuser l'unité qui était née lors de l'élection présidentielle, à une époque où l'on acceptait, - le camarade Quillot l'a rappelé, - de grand cœur les républicains de progrès.

Comment, en l'espace de quelques mois, ces gens, hier parfaitement admis, seraient-ils soudain, et en vertu de quoi, tout à fait haïs ?

L'unité, ce n'est, bien sûr, pas céder au chantage de François Billoux, dont les propos n'ont pas été démentis, ni confirmés d'ailleurs ; l'unité ce n'est pas,

comme il le demande, de signer ce que le Parti Communiste propose, et rien que ce qu'il propose ; l'unité n'est qu'une volonté, une volonté d'abattre le régime. Mais, l'unité s'exprime par un compromis. Il n'y a pas d'unité véritable sans un compromis, et nous devons mettre en mesure le Parti Communiste, en ouvrant une discussion publique, devant l'opinion, avec lui, de savoir si, oui ou non, il est prêt, pour les élections législatives, de continuer, dans l'esprit de l'élection présidentielle, le même combat, c'est-à-dire le combat qui vise à reconquérir la République, et alors, là, devant l'opinion, on verra se mettre en balance l'unité de la Gauche, d'un côté, et quelques républicains de progrès, de l'autre. Mais si le Parti Communiste ose prétendre ne pas vouloir l'unité à cause de quelques républicains de progrès. Eh bien, je me doute de la réaction des hommes et des femmes de ce pays qui se sont battus au moment de l'élection présidentielle. Je crois, et je suis sûr, que le Parti Communiste français n'osera pas prendre la responsabilité d'une telle attitude, mais pour cela il faut le mettre au pied du mur.
Camarades, enfin, le général de Gaulle a dit, hier, dans sa conférence de presse, que le choix était entre la 5ème République et une majorité inconditionnelle, - il l'a répété, nous le savions, les choses ne changent pas - et, d'un autre côté, les oppositions désunies.
Eh bien, nous, et cela doit sortir de nos travaux, nous devons dire à l'opinion publique, et surtout lui montrer, que le véritable choix reste toujours entre la Gauche unie et une Droite soumise, que le véritable choix reste toujours entre la République et la Monarchie et, plus tard, entre le passé du gaullisme et l'avenir du Socialisme, mais ce choix c'est aujourd'hui qu'il faut le montrer.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fajardie (Cher) et, après lui, le dernier orateur inscrit pour la séance de la matinée : Jean-Jacques Piette.

Roger Fajardie

Camarades,
L'expérience de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste dure maintenant depuis un an, elle doit être appréciée aujourd'hui dans son contexte et contexte semble comporter trois aspects essentiels :
- une constatation,
- une date,
- une certitude.

Une constatation, c'est que vingt ans de progrès scientifiques et techniques ont profondément modifié la psychologie et les centres d'intérêt des hommes. Il ne peut pas nous être indifférent que l'électricité se soit inclinée devant l'atome, que 1936 soit entré dans l'histoire, que le nombre des travailleurs littéraires ou scientifiques, dans notre pays, se soit accru de 55% au cours des dix dernières années, tandis que celui des salariés agricoles baissait de 28% que 40% des Français enfin aient aujourd'hui moins de 24 ans.

Fondation Jean-Jaurès

Une date, celle du 5 décembre 1965. Nous sommes, ce jour là, avec l'élection présidentielle, entrés dans un style nouveau de l'expression politique en France et nous nous sommes associés à une entreprise qui implique au terme d'une marche qui, certes, peut être longue, l'idée de la réintégration du parti Communiste dans la vie nationale.
Une certitude enfin, c'est que dans notre monde dur, inhumain, les principes Socialistes s'inscrivent plus que jamais comme une nécessité et un espoir : un but, libérer l'homme. Un moyen : briser le régime capitaliste. Le Socialisme se définit à la fois comme humaniste et comme révolutionnaire.
Cette constatation, cette date, cette certitude nous invitaient à refaire 1905, à dépasser les querelles d'école, entre nous, d'ailleurs un peu surmontées tout de même depuis que se sont rencontrées la rigueur de Marx et la générosité - j'allais dire la religiosité - de Jaurès.
Refaire l'unité des Socialistes, en tenant compte des expériences qui se sont développées, et notamment les plus récentes ; je voudrais préciser ma pensée en m'aidant de trois réflexions puisées dans les débats des colloques Socialistes en 1964.
La première est d'un militant de la CFDT : "le jour où l'on voudra qu'il y ait un dialogue réel entre les Socialistes et le parti Communiste, il faudra d'abord que le Socialisme soit considérablement renforcé et qu'il ait fait sauter le clivage qui empêche une partie des catholiques de rejoindre les rangs du Socialisme".
Voici la seconde, d'un responsable de club : "Si nous voulons une société Socialiste, il faut accepter qu'à l'intérieur d'un Parti Socialiste, il y ait pluralité des expériences spirituelles et sociales. Un parti socialiste et démocratique devra, en outre, se poser la question de ses relations avec les autres forces. En effet, le Parti, les syndicats, les mouvements n'ont pas la même fonction".
Et la troisième également d'un responsable syndicaliste CFDT vient compléter la précédente : "Le problème, pour le syndicalisme, c'est de participer sans s'intégrer, contester sans s'isoler".
Ce sont là des données qu'il faut avoir à l'esprit lorsqu'on parle de l'unité.
Il faut, en effet, mesurer l'importance que représenterait le ralliement d'une fraction de l'électorat chrétien - surtout catholique, car nombre de protestants ont depuis longtemps franchi le pas - qui, en séparant la foi de l'engagement politique, permettrait à la Gauche de l'emporter sur la Droite.
Car, dans ce pays, en règle générale, c'est le vote catholique qui, en oscillant finalement vers la Droite, selon le souhait généralement exprimé naguère encore par la hiérarchie, a fait constamment pencher la balance du côté du camp conservateur. La récente enquête sur le vote de l'électorat catholique, lors de l'élection présidentielle, en apporte une preuve supplémentaire.
Pour nous, l'effort d'explication est permanent et nous ne nous lassons pas de répéter que les problèmes de choix religieux n'ont pas à comporter d'interférence sur l'action Socialiste, parce que le Socialisme n'a pas prétention à répondre aux préoccupations métaphysiques. Et nous saluons ceux qui, dans la Gauche catholique, notamment parmi les clubs, à la CFDT, chez les jeunes

Fondation Jean Jaurès

agriculteurs, commencent à esquisser des gestes qui font entrevoir une prise de conscience.
Il faut aussi envisager les moyens qui permettront de réunir, pour les actions essentielles, les divers éléments qui chacun à leur place, concourent aux progrès de l'idée Socialiste : le syndicalisme, la coopération, la mutualité.
La tâche est difficile et il est toujours hasardeux d'appeler des militants ouvriers à s'interroger sur la valeur présente des dispositions de la charte d'Amiens. Et pourtant, une réflexion sur les expériences belges ou britanniques serait certainement un utile point de départ pour la recherche d'une solution originale applicable à la France.
Car le problème de l'unité des Socialistes devra, dans un proche avenir, très largement dépasser les structures traditionnellement politiques. Et il est vrai aussi qu'il nous faut actuellement, dans le cadre des difficultés que suscite le gaullisme, mais avec la volonté de proposer une alternance qui aille au delà de la conjoncture politique, rassembler tout ce qui peut l'être, c'est-à-dire tous ceux qui adhèrent aux principes Socialistes.
En effet, la clarté et l'efficacité, légitimement exigées par l'opinion publique, et notamment par la jeunesse, imposent la simplification de la vie politique française, et c'est la raison pour laquelle l'expérience de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, encore largement ouverte à tous ceux qui voudraient la rejoindre, est une expérience positive et qu'il faut continuer.
La force politique de gauche qui se construit actuellement au travers de la fédération, et qui débouchera sur le grand parti démocrate-Socialiste de demain, est déjà - et sera de plus en plus chaque jour, par la dynamique qu'elle va créer - l'un des éléments essentiels de la politique française, et le moteur du renouveau de la Gauche.
Il faudra, certes - et le dialogue actuellement engagé est utile - un jour aller plus loin. Il est souhaitable que l'unité des travailleurs se refasse, et la scission de 1920 ne doit pas apparaître comme un fait historique irréversible. Mais, pour en arriver là, il faudra que les Partis Communistes démontrent qu'ils sont attachés à la démocratie, en commençant par se démocratiser vraiment eux-mêmes. C'est pour eux une tâche de longue haleine mais cette démocratisation est la condition première de la marche vers une plus grande unité. Rien, dans ces conditions, ne justifierait que nous attentions que les Communistes aient parcouru ce chemin.
Il importait donc d'unir dans le présent ceux qui se réclament à la foi du Socialisme et de la démocratie, et offrent ainsi un pôle d'attraction à la Gauche.
Le caractère franchement Socialiste de la charte de la fédération est certain. L'orientation Socialiste du programme du 14 juillet, en dépit de faiblesses dues surtout au manque de temps, est indiscutable. Certes, il est vraisemblable que les gens qui participent actuellement à la fédération, mais qui peut-être ont oublié de lire la charte ou le programme, abandonneront en cours de route, mais l'important en l'affaire c'est que les Socialistes demeurent rassemblés.
Aujourd'hui, l'action unie, demain, l'unité du Socialisme, c'est pour la nouvelle génération l'immense chance d'une politique continue de progrès qui débouche sur l'avenir.

Mais, camarades, ce qui doit aussi être parfaitement clair entre nous, c'est que plus nous voulons fermement le succès de la fédération, plus nous devons avoir à cœur de renforcer le Parti Socialiste lui-même.
Renforcer le Parti parce que nous devons d'abord garder ce qui existe en toute hypothèse.
Renforcer le Parti parce que nous devons apporter la contribution la plus large possible au jour de la fusion.
Renforcer le Parti parce qu'enfin des hommes, et notamment des jeunes, qui nous regardent de l'extérieur, le tiennent pour le pôle d'attraction essentiel de cette Gauche en marche vers son renouveau.
Et renforcer le Parti, camarades, cela signifie accroître son effort d'éducation, accroître la formation idéologique de ses militants, donner aux stages - dont beaucoup peuvent être animés dans le cadre de l'organisation amie qu'est le CEDEP, -le plus d'ampleur possible.
Renforcer le Parti, cela signifie avoir conscience du poids du concret dans le monde moderne, c'est savoir que bâtir un organisme de crédit sans but lucratif, ou créer un foyer Léo-Lagrange, c'est aussi travailler pour le Socialisme.
Renforcer le Parti, c'est se montrer ouverts à l'appel à la culture, si sensible dans les nouvelles générations, et s'affirmer comme les défenseurs de la libre création artistique et littéraire.
Renforcer le Parti, cela signifie que nous allons refuser de nous laisser enfermer dans un ghetto politique, en attendant que les hommes et les femmes de notre pays trouvent leur satisfaction dans une société de consommation de type américain.
Renforcer le Parti, c'est avoir assez confiance dans le Socialisme pour faire effort sur nous-mêmes, pour le voir autrement qu'en image d'Epinal, mais s'inscrivant concrètement dans la réalité d'aujourd'hui et dans la perspective de l'an 2000.
Renforcer le Parti, en un mot, c'est préférer au confort de l'histoire le risque de l'avenir.
Cet avenir des hommes, Roger Garaudy, dans un de ses discours, disait que les Communistes "avaient à le bâtir". C'est finalement ce qui nous différencie d'eux. Nous, nous ne prétendons pas bâtir l'avenir des hommes, nous voulons que chacun ait les moyens de bâtir son propre avenir.
La fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, le Parti Socialiste qui en est le moteur et l'armature, rempliront l'essentiel de leur rôle s'ils sont capables d'ouvrir, à chaque moment du monde, des chemins pour les hommes, où chacun pourra se construire, à la fois sur le plan moral et sur le plan matériel, un avenir plus heureux.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Jacques Piette, fédération de Paris.

Jean-Jacques Piette

Mes camarades, d'entrée de jeu je voudrais dire que, pour moi, l'élection qui va se présenter à nous dans les six mois qui viennent est un peu une double démarche pour le Parti, une sorte de miroir à deux faces :

- d'abord, c'est le combat électoral classique de tout Parti Socialiste en régime capitaliste, c'est un combat pour faire avancer les idées Socialistes vers la transformation Socialiste, et cela nous ne devons pas l'oublier,
- mais ça doit être aussi - et c'est là le caractère particulier de cette élection - la volonté d'abattre un régime que nous considérons comme dangereux pour l'avenir de la démocratie française.

Ce caractère particulier, et peut-être contradictoire, de ces deux faces du même miroir, je crois que nous l'avons compris par un programme qui bien sûr, n'est pas authentiquement Socialiste, mais qui permettra de rassembler l'ensemble des candidats qui voudront bien défendre les thèses authentiquement non-gaullistes. Ces candidats - et pour nos militants de base, ce sera très difficile à comprendre parfois - devront être soutenus à tout prix par nous, et je crois que cela pourra favoriser le regroupement des démocrates Socialistes.

Ainsi donc, nous avons tenté, par la synthèse d'un programme non authentiquement Socialiste, d'une part, et de candidats qui ne sont pas tous encore Socialiste, d'autre part, de répondre à la phase gaulliste.

Le problème du deuxième tour, alors, se pose, et d'entrée de jeu, si on lit la presse, ce serait vers le centrisme que l'on tournerait nos regards. Je dois dire que les faits ne permettent pas, même si certains le souhaitent ici, de répondre positivement, car enfin le centrisme, par la bouche de Lecanuet, a tout de même accepté l'élargissement du pouvoir, en cas d'une victoire un peu difficile du gaullisme.

D'autre part, si l'on en juge par les différents votes qui se font à propos du budget actuel, que je considère comme un budget de classes - car quand un gouvernement, par exemple, propose d'augmenter les investissements productifs par une augmentation des marges bénéficiaires des entreprises, j'estime que c'est une politique de classes qu'on nous demande de pratiquer - et qu'on voit que des centristes acceptent de voter ce dont je viens de parler, alors que nous votons contre, il y a là, entre nous, des différences fondamentales que nous ne devons pas oublier.

Ensuite, dans ce centrisme, il y a aussi un certain nombre d'hommes qui sont soit des réactionnaires notoires, soit même des fascistes, comme à Paris Frédéric Dupont.

Je dois donc dire que le centrisme, un peu voué à un certain nombre de contradictions, découvre son vrai visage en choisissant, à la télévision, par M. Lecanuet récemment, de s'allier au gaullisme.

Alors, va-t-on se tourner vers une union de la Gauche ?

Là encore, malheureusement, à mon avis, je crois que les faits ne permettent pas actuellement d'espérer une telle situation. Le Parti Communiste, depuis longtemps, a présenté ses candidats, et annoncé qu'il désirait se compter. Il a même commencé, pour la région parisienne en tout cas, sa campagne, puisqu'il

a envoyé des publications aux délégués. Par ailleurs, il a officialisé la politique étrangère, il a officialisé l'approbation de la politique étrangère du gaullisme, et je pense que quand on commence à accepter un point d'une politique, on s'engage dans un système qui peut conduire à approuver l'ensemble des points de cette politique, et je me demande s'ils n'en sont pas déjà là en Corse, d'où nous viennent des échos laissant entendre qu'on votera pour un UNR plutôt que pour un Socialiste !

Aussi, si vous me permettez de résumer un peu schématiquement cette situation, je pense que le centrisme veut être du pouvoir personnel, et que le Communisme semble vouloir assurer la victoire de ce pouvoir personnel ; en conséquence ils sont tous les deux les alliés objectifs de ce gaullisme.

Alors, dans ce cas-là, nous avons peu de chance, nous fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, de l'emporter, ou du moins d'assurer un renversement de la majorité actuelle, et donc je crois qu'il ne faut pas envisager de compromis possible. Il faut se battre dans la clarté et essayer d'être nous-mêmes, car ce qui est important c'est d'assurer les victoires dans l'avenir, et non pas seulement une bataille dans le présent, l'essentiel c'est de ne pas compromettre notre avenir par des tactiques qui rappelleraient douloureusement certaines tactiques de la 4ème République.

Je dois dire qu'en régime capitaliste, pour moi le Parti Socialiste n'est pas une convention électorale ; je pense qu'il a pour tâche de faire avancer les idées Socialiste, et que le combat électoral n'est qu'une de ses actions ; une de nos tâches essentielles est de démontrer les carences d'un régime dont nous devons montrer chaque jour, quotidiennement, à travers ses actions, les contradictions.

En sommes-nous bien tous d'accord dans ce Parti ? C'est parfois la question que se posent un certain nombre de jeunes. Sommes-nous d'accord pour ne pas limiter nos actions aux épisodes purement électoraux, et agir aussi sur le terrain économique du régime capitaliste ?

Celui-ci, actuellement, est en structuration, et on peut dire que la déformation de la démocratie, sous le régime gaulliste, est en fait le produit du passage, essentiellement du moins, du capitalisme de crise à un capitalisme d'éducation ou d'organisation. Il faut savoir comment le Parti peut tirer réellement profit de cette situation nouvelle et des modifications apportées par le pouvoir gaulliste et les pouvoirs financiers privés à ce système économique.

Il nous faut en commun - je le demande, mes camarades - préparer un Congrès pour déterminer les modifications structurelles que le Parti devra subir pour répondre à cette nouvelle phase capitaliste, valablement, car n'oublions jamais que l'organisation d'un parti ouvrier n'est pas le produit artificiel de la propagande, ce n'est pas non plus - je le disais - un comité électoral, c'est le produit institutionnel de toutes les actions.

Nous ne renverserons les tenants du pouvoir actuel que si nous nous attaquons à leur cause même, à la cause profonde de leur existence, et je pense que c'est sur le terrain économique essentiellement qu'il faudra se battre. Une action Socialiste, telle l'action parlementaire, telle l'action électorale, ne sera gagnée que si nous sommes conscients de cet état de choses, que si nous sommes

conscients, par exemple, que la gestion de l'économie tend à devenir collective, et à "primer le politique", pour rappeler une formule que citait Guy Mollet dans un bulletin d'information.
Le Parti actuel est incapable d'agir ainsi, du moins c'est mon avis ; ce qui nous manque, c'est une éducation actualisée, c'est une réelle formation Socialiste de nos cadres et militants. Nos structures actuelles nous permettent-elles de trouver et d'éduquer les cadres capables de prendre en mains, sur le plan économique comme sur le plan politique, les intérêts des travailleurs ?
Moi, je pense que nous n'en sommes pas capables, parce que nous ne voulons pas voir la réalité dans laquelle nous vivons. Nous vivons encore sur les structures du Parti de 1905, qui répondaient à un capitalisme que j'ai appelé tout à l'heure de crise. Je pense qu'aujourd'hui il serait urgent que le Parti réunisse des Commissions, dans les sections, dans les fédérations, et au niveau national, pour déterminer les formes d'éducation, les formes de prise de responsabilités au sein de ce Parti, et à l'extérieur du Parti, afin que nous fassions avancer les idées Socialistes, car je pense que si nous voulons la démocratie à l'intérieur de ce Parti, ce n'est seulement que si nous avons une éducation réellement objective pour l'ensemble des militants ; dans ces conditions-là, je crois qu'un certain nombre de controverses du passé n'auraient jamais eu lieu.
Si nous voulons, dans le parti dit de la démocratie Socialiste, convaincre la masse des travailleurs que nous sommes là pour les entraîner et les préparer à une société nouvelle, il faut que l'ensemble de nos militants deviennent des responsables.
Dans le dialogue public récemment entretenu avec le Parti Communiste, je lisais, dans une phrase des socialistes, que compte tenu des effets émollients de la société dite d'abondance, il nous faut trouver un langage et une méthode appropriés au moment que nous vivons, pour permettre la prise de conscience des aliénations anciennes et nouvelles qui sont imposées au monde du travail.
Je crois, mes camarades, qu'à partir du moment où nous écrivons des choses semblables, il ne s'agit pas seulement de nous adresser à nos partenaires, mais c'est valable aussi pour nous.
Bien sûr, certains pourraient me dire que je propose une fuite en avant et que j'ignore l'élection qui se présente à nous actuellement. Ce n'est pas vrai, et je veux en particulier vous proposer une expérience, comme conclusion.
Je crois qu'on a trop souvent dit que le Parti Socialiste manquait de dynamique, et qu'il ne faisait pas de propositions, qu'il était à la remorque, soit des clubs, soit de propositions venant de notre extrême-Gauche.
Je pense, mes camarades, qu'il serait bon de mettre au pied du mur - pour reprendre une formule utilisée précédemment - les organisations de gauche, de leur proposer de se mettre d'accord, non pas sur un programme commun - pour moi les programmes communs sont forcément à court terme, et nous savons, en 36 et en 46, que dès qu'on en a rempli les clauses, il ne reste plus rien - d'une part pour essayer d'atteindre le gaullisme au pouvoir - c'est la campagne électorale - d'autre part sur les moyens, au cas où nous pourrions espérer être au pouvoir, pour agir en commun. Il faudrait aussi se mettre d'accord - et pour moi

c’est l’essentiel, car, je l’ai dit tout à l’heure, j’ai peu d’espoir sur cette campagne électorale - sur les moyens de travailler en commun dans l’opposition, et de préparer, par une pratique commune, ce rapprochement, cette réunion ouvrière, dont on parle un peu trop souvent, mais qu’on fait peu de choses pour approcher.
Je pense, mes camarades, que si nous sommes conscients qu’il faut faire comprendre à l’opinion publique que les uns et les autres, Socialistes, Communistes et hommes de gauche, nous voulons réellement travailler en commun dans le respect mutuel des uns et des autres, alors seulement le mot unité prendra sa pleine signification ; ce n’est pas par un programme que nous y aboutirons, mais peut-être par une unité réellement organique.
Mes camarades, une motion a été déposée sur vos tables, qui reprend ces idées exprimées peut-être un peu difficilement par un jeune orateur. Je veux vous dire qu’elle a été approuvée par certaines fédérations, qu’elle a reçu l’aval de certaines fédérations, telle la mienne. Je vous demande d’en tenir compte, et de penser que si nous voulons être demain la chance du monde du travail, c’est en partant que ces problèmes que nous y arriverons.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, une communication avant de lever la séance.
Pour les congressistes qui n’ont pas de voiture, un service de cars est prévu ; le départ des cars aura lieu à l’entrée de la salle Albert Thomas.
Néanmoins, compte tenu de ce que la capacité de ces cars - une centaine de places environ - est limitée, j’invite les camarades qui se trouvent en voiture à servir de relais et à emmener vers Paris ou le bas de Suresnes le maximum de camarades possible.
J’indique que ce service de cars fonctionnera également toute la journée de demain.
La séance de l’après-midi reprendra à 15h précises.
Président, Jacques Piette.
Assesseurs : Arnauld, Finistère, Cassagne, Gironde, Lods, Haute-Saône.
Premier orateur inscrit : Georges Lamousse, Haute-Vienne.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste - SFIO
Congrès national extraordinaire des 29 et 30 octobre 1966
Suresnes

Séance du samedi 29 octobre (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Jacques Piette, assisté de : Arnauld (Finistère), Cassagne (Gironde), Lods (Haute-Saône).

Fondation Jean Jaurès

Le président (Jacques Piette)

La parole est au premier orateur inscrit pour cet après-midi, Lamousse, de la Haute-Vienne, et ensuite à Gandilhon (Seine-et-Marne).

Georges Lamousse

Chers Camarades,

Je voudrais vous dire très brièvement comment dans notre fédération de la Haute-Vienne nous envisageons les batailles que nous allons avoir à soutenir.

Je pense en effet que la plupart des difficultés auxquelles nous sommes confrontés vous les connaissez aussi dans la plupart de vos fédérations et que d'un département à l'autre, les problèmes se retrouvent avec les mêmes aspects, et nous pensons, dans la Haute-Vienne, que nos difficultés viendront, bien sûr, puisqu'il y a bataille, de nos ennemis, elles viendront, bien sûr, de l'UNR, avec les moyens que vous connaissez, non seulement les moyens financiers, mais aussi les moyens de pression d'une administration qui ne recule devant aucune espèce de chantage auprès des maires, des conseillers municipaux, ou des conseillers généraux, les moyens de propagande qui sont énormes et auxquels nous ne pouvons pas répondre d'une façon égale, équivalente.

Avec la presse, avec la radio, et surtout avec la télévision, dont on est venu nous dire au Sénat avant-hier que c'était un office qui maintenant était complètement détaché du gouvernement, mais dont nous savons bien, et en particulier à Limoges où nous sommes malheureusement payés pour le savoir, que cet ORTF est aux ordres du gouvernement plus qu'il ne l'a jamais été, nous savons que le pouvoir aura les meilleures armes dans la campagne législative.

Donc, nous pensons que les difficultés viendront de nos ennemis, mais nous pensons aussi, et nous avons commencé à en faire l'expérience, qu'elles viendront je ne dis pas de nos amis, mais je dis de ceux qui disent qu'ils le sont, et de ceux qui, en tout cas, demandent à être nos alliés.

En effet, nous avons des demandes qui nous sont faites de gens qui ne sont pas toujours de bonne foi, d'abord, ensuite de gens qui ne représentent pas toujours ce qu'ils croient représenter, qui n'ont pas autant de tirant d'eau qu'ils le disent, qu'ils le croient, qui pèsent beaucoup moins dans un département auprès de la population qu'ils ne se le figurent eux-mêmes, et, bien entendu, dans la constitution des listes, qu'il s'agisse des titulaires ou qu'il s'agisse des suppléants, nous avons là des difficultés qui ne sont pas toujours faciles à résoudre.

Ces difficultés, il faudra, bien entendu, essayer de les résoudre au mieux sans prétendre que chacun a dans sa poche une solution qui puisse être la solution miracle ; ceux qui, dans les législatives, n'ont rien sur le plan parlementaire, devront tâcher d'acquérir quelque chose, ceux qui ont quelque chose devront essayer d'avoir davantage et ceux qui ont tout, comme c'est le cas de mon département, et il y en a quelques autres comme cela dans le pays, doivent faire en sorte de ne rien perdre de ce qu'ils ont.

Je crois que l'on ne peut pas parler de la FGDS sans rappeler brièvement, en un mot, que l'espoir qu'avait fait naître la tentative de Gaston Defferre - c'est du passé, il ne faut pas s'y attarder - était immense.
Nous sentions, par des signes qui ne pouvaient pas nous tromper, qu'il y avait un élan qui était créé dans la population ; une partie de la population jusque là hésitante, indifférente, en particulier la population jeune, les classes jeunes de l'électorat, venait à une formule dont elle sentait que c'était une formule nouvelle et d'avenir.
C'est pour cela que dans la Haute-Vienne, et je ne parle pas seulement pour moi, mais pour tous mes camarades, nous regrettons profondément que Defferre n'ait pas continué à pousser sa candidature à la présidence de la République ; nous sommes persuadés que s'il avait continué, les choses ne seraient pas ce qu'elles sont et qu'une partie des difficultés que nous sommes obligés d'affronter, nous auraient été évitées.
Ce n'est pas une critique que je fais, mais un reproche amical et j'en ai le droit dans ce parti où chacun peut dire ce qu'il pense.
Maintenant nous sommes dans la FGDS et il faut jouer la carte FGDS.
La fédération, d'ailleurs, elle-même, répond à un appel de la population, et son premier devoir est de ne pas décevoir cet appel.
Pour cela, je crois qu'il faut qu'elle évite de passer aux yeux de la population comme une coalition ayant un objet immédiat, celui de battre l'UNR, comme un objectif limité dans le temps.
En effet, cet élan qu'avait suscité la candidature de notre camarade Defferre ne peut se recréer que dans la mesure où la FGDS, aux yeux de la population, passera pour, non pas une coalition, mais quelque chose de structuré, de nouveau, qui prépare un avenir en général et pas seulement l'avenir immédiat.
C'est cela que le peuple attend de nous. Il attend de nous beaucoup moins de savoir avec qui nous serons, que de savoir ce que nous ferons si nous prenons le pouvoir.
Je ne crois pas qu'il y ait dans le pays une mystique de Gaulle, il y a une habitude de Gaulle, il y a une résignation à de Gaulle ; dans toute une partie de la population, on l'accepte simplement parce qu'il est là, c'en serait un autre, ce serait la même chose, il a l'avantage de celui qui est en place, et ma foi on se dit: si nous ne voyons rien d'autre de mieux que cela, nous nous en contenterons.
C'est pourquoi il est bon que la FGDS propose au pays d'une façon claire, précise, quelque chose de mieux.
Toutes les classes de la population, toutes les catégories de la population attendent de nous quelque chose. Les ouvriers, les paysans, les jeunes, attendent non pas un programme qui serait d'idées générales et d'abstractions parce que tout le monde fait des abstractions, et tout le monde promet la liberté, promet le progrès social, promet l'amélioration du niveau de vie, même l'UNR et elle le dira de plus en plus. Mais ce que la population attend, et ce que les jeunes attendent surtout, ce sont des idées qui sont des idées précises sur ce qu'on veut faire d'eux, sur ce que sera leur propre avenir.

Les ouvriers, par exemple, attendent de savoir ce que nous voulons faire au sujet des socialisations; les paysans au sujet de la réforme agraire qui s'impose, car ils sont en train de mourir, au moins en ce qui concerne les petits propriétaires paysans que je connais bien ; les femmes, les familles attendent de nous ce que nous ferons au point de vue du planning familial, les jeunes attendent une civilisation qui sera une civilisation de travail, une civilisation de création, mais aussi une civilisation de culture, de conventions sociales et une civilisation de loisirs.

Donc, je crois que la première chose que nous ayons à faire, du moins c'est ce que nous pensons dans la fédération de la Haute-Vienne, c'est de mettre sur pied un programme qui soit aussi précis que possible, qui descendra dans le détail aussi loin que possible et qui répondra, autant qu'il est possible de répondre, aux différentes catégories sociales dont je viens de parler.

Mais il semble évident, et ce n'est pas faire preuve de défaitisme que de dire cela, que la FGDS toute seule ne peut pas espérer pour demain une majorité pour prendre le pouvoir, une majorité de gouvernement et c'est là que les difficultés nous attendent, car, en effet, supposez, ce qui pourrait très bien se passer, que l'UNR perde la majorité, que les inconditionnels ne soient plus la majorité à l'Assemblée Nationale, c'est une chose probable, et que le Président de la République - qui a plus d'un tour dans son sac- joue le jeu, c'est-à-dire qu'il accepte d'appeler à la tête du gouvernement comme Premier Ministre quelqu'un qui sera le chef de l'opposition, et que celui qui serait appelé ne puisse pas, lui, constituer son gouvernement, c'est à ce moment-là qu'il y a un second danger après les législatives, car si la Gauche ou l'opposition, ayant remporté une victoire aux élections fait la preuve qu'elle ne peut pas s'unir autour d'un programme commun, il y aura un danger mortel non seulement pour la Gauche tout entière, mais aussi pour la République !

C'est pourquoi au-dessus du programme du Parti Socialiste et de la FGDS, dont j'ai parlé, je pense qu'il est utile de discuter d'un programme-contrat qui serait un programme-contrat pour la législature et qui servirait de base aux réalisations qui seraient faites pendant cette législature par le gouvernement que nous animerions.

Nous ne pensons pas, dans la Haute-Vienne, qu'il soit bon, qu'il soit sain, de lancer des exclusives dès maintenant contre qui que ce soit, nous pensons qu'il y a lieu de mettre sur pied ce programme qui serait un programme et de dire aux différents partenaires : Voici ce que nous vous proposons, est-ce que vous voulez accepter ce programme ? Est-ce que vous voulez venir avec nous participer au gouvernement de demain, à l'exercice du pouvoir de demain ?

Et là, je crois qu'il faut que nous nous gardions d'une double tentation :

- La première, c'est celle d'une espèce d'étroitesse ; on sait très bien que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste n'est pas purement Socialiste. Bien que nous ayons, chacun d'entre nous, les militants qui ont pris la carte du Parti Socialiste à 17 ou 18 ans, la fibre Socialiste avant tout, nous savons très bien que la FGDS ne sera pas purement Socialiste et, au delà de la fédération, si un gouvernement d'opposition au gaullisme voit le jour, nous savons très bien

Fondation Jean Jaurès

qu’il ne sera pas non plus, et encore moins, un gouvernement purement Socialiste.
Donc, il faut se garder de la tentation de sectarisme et d’étroitesse ; il faut essayer, dans la mesure où nous ne trahissons pas notre propre programme, de tenir compte des revendications que nous présentent nos partenaires.
- Mais d’un autre côté, je crois qu’il serait tout à fait malsain, et ce serait une erreur capitale, de diluer notre idéal Socialiste dans je ne sais quel magma plus général où nous ne le reconnaîtrions plus.
Je suis persuadé que cet élan dont je parlais tout à l’heure et qui va vers une formation qui est une formation plus jeune, plus nouvelle, cet élan a tout de même l’idéal Socialiste comme base et nous aurions tort d’oublier cet idéal pour nous jeter dans des formules dites nouveau style, mais qui ne sont pas solides, qui sont creuses et dont l’expérience montrerait très vite qu’elles détruisent tout le poids des faits.
Ce que nous pensons, au fond, dans la fédération de la Haute-Vienne, et je crois que c’est vrai dans presque toutes les autres fédérations, c’est que c’est dans la mesure où nous serons le plus profondément Socialistes, où nous serons le plus profondément fidèles à notre vocation, à notre doctrine, à notre idéal, c’est dans cette mesure que l’élan qui se marque dans la population se cristallisera autour de nous, et c’est dans cette mesure que nous préparerons l’avenir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gandhilon, Seine-et-Marne, ensuite à Gérard Jaquet.

Gandhilon (Seine-et-Marne)

Camarades,
C’est un militant de base qui vient ici vous faire part de son désarroi.
Certes, la fédération progresse et ses dirigeants peuvent se donner des "satisfecit", mais l’optique des états-majors n’est pas celle des militants qui, eux, se trouvent aux prises avec la réalité.
Comment définir la fédération ? Comment décrire son fonctionnement ? Comment envisager son avenir ? Autant de problèmes qu’il nous est difficile d’expliquer clairement à nos interlocuteurs.
La "Fusion", par exemple ! Nos dirigeants l’envisagent comme une possibilité à échéance lointaine... et ils se contentent de cette perspective.
Mais l’électeur, lui, ne l’entend pas ainsi. Il considère la fédération comme un parti nouveau prêt à fonctionner comme tel. En voulez-vous un exemple ? Quelqu’un me déclarait un jour qu’il était prêt à adhérer. Quant fait-on une réunion de section ? demande-t-il ! Alors, je m’efforce de lui expliquer que la fédération n’est pas un parti mais une union de partis, que toutefois un isolé a la possibilité de s’inscrire directement, mais que, dans ce cas, il n’aura que la faculté de payer une cotisation sans avoir le droit de voter ni celui d’exercer une fonction.. Je n’ai jamais revu mon interlocuteur.

Fondation Jean Jaurès

Alors, je pose la question : la fusion est-elle possible ? Si oui qu'on la fasse. Sinon, qu'on y renonce. Mais qu'on sache à quoi s'en tenir.
Tous ces atermoiements me font penser au chœur fameux des carabiniers d'Offenbach qui chantaient : marchons, courons, volons vers le combat, en restant tranquillement sur place.
Et maintenant, le programme !
Rassurez-vous, camarades, je serai bref. Je n'aborderai qu'un point : celui de la lutte contre le pouvoir personnel.
On proclame avec raison la nécessité de l'abattre. Mais, par ailleurs, on conserve pieusement la constitution qui a permis à la fois son avènement et sa durée, sous le prétexte que (je cite) : "l'élection d'une assemblée constituante risquerait, lors de l'arrivée de la Gauche au pouvoir, de détourner celle-ci de ses objectifs immédiats".
Alors, nous, les militants, nous ne comprenons plus. Vous parlez de l'arrivée de la Gauche au pouvoir, mais avec la constitution actuelle elle ne peut pas y arriver, la Gauche, au pouvoir, puisque celui-ci est détenu tout entier par le Président de la République (j'allais dire le roi).
Imaginez donc que, jouant tout à coup le jeu parlementaire, de Gaulle appelle Mitterrand pour lui dire : "Mon cher ami, prenez le pouvoir avec votre contre-gouvernement, et moi, j'irai inaugurer les chrysanthèmes".
Camarades, soyons sérieux. Abattre le pouvoir personnel, cela implique le remplacement de la constitution monarchique par une constitution républicaine.
C'est cela à mon sens qui doit constituer notre objectif.
Enfin, la question des alliances.
Vous connaissez, bien sûr, le problème-devinette du loup, de la chèvre et du chou, qu'il s'agit de faire passer de l'autre côté de la rivière, le batelier ne pouvant en embarquer qu'un seul. S'il laisse ensemble le loup et la chèvre, le loup mangera la chèvre, et s'il laisse ensemble la chèvre et le chou, la chèvre mangera le chou. Il en est de même des alliances que nous envisageons. Nous ne pouvons allier Communistes, Socialistes et radicaux, car les radicaux ne veulent pas des Communistes ; deuxième solution : alliance entre démocrates, Socialistes, radicaux, mais on ne peut pas faire cohabiter les Socialistes avec le centre-démocrate.
Alors, Camarades, quelle solution ?
J'avoue que je n'en vois pas.
Aussi, certains suggèrent-ils qu'abandonnant nos illusions électorales nous redevions... j'allais dire "nous-mêmes"... non, pas nous-mêmes, mais ce qu'étaient nos pères, c'est-à-dire des hommes qui, eux, avaient la foi dans le Socialisme !
J'en ai terminé, et je me tourne vers nos camarades du Comité directeur et je leur dis : il faut en finir avec les hésitations, les tergiversations, les incertitudes, il faut que le Parti prenne une attitude nette, sans équivoque ; il faut enfin qu'il nous donne à nous militants des directives claires et précises afin que nous puissions dès maintenant engager le combat.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Le Président - La parole est à Gérard Jaquet.

Gérard Jacquet

Camarades,
Le choix d'une tactique électorale pour une formation politique est évidemment essentiellement fonction de l'objectif qu'elle se propose d'atteindre, des conditions dans lesquelles elle doit lutter, et des perspectives qui s'offrent à elle.
C'est particulièrement vrai pour le Parti Socialiste aujourd'hui et pour la fédération de la Gauche.
Le rapport de la FGDS est d'ailleurs catégorique à cet égard-là. La fédération revendique la direction des affaires du pays et engage la bataille des législatives avec comme objectif la prise du pouvoir. La formule est excellente. Et elle reflète notre volonté commune. Mais elle pose aussitôt une question essentielle quelles sont les conditions qui nous permettront mieux d'atteindre le but que nous nous sommes fixé?
C'est une question qui n'est pas nouvelle pour nous et que nous avons souvent évoquée dans nos assises nationales, mais, à la veille d'une consultation électorale décisive, il n'est pas inutile d'y revenir.
Les dernières élections présidentielles ont été réconfortantes à bien des égards. Elles ont montré que l'opinion était loin d'être insensible à nos arguments et à nos appels. Le pays a semblé sortir enfin d'une longue et décevante période d'engourdissement et de somnolence. Notre satisfaction était donc justifiée, mais nous avons tenu pourtant à mettre en garde contre un excès d'optimisme.
La victoire sortait du domaine de l'impossible, mais elle n'avait pas encore cependant pénétré dans celui du probable. L'examen des chiffres électoraux le montre avec évidence :
32% au 1er tour pour le candidat de la Gauche,
45% au second tour, pour François Mitterrand, devenu le candidat de tous les républicains.
C'est bien, mais c'est insuffisant pour assurer une victoire.
Il me parait indiscutable que celle-ci ne sera possible que si nous parvenons à gagner à nos idées et à nos hommes une fraction notable d'un électorat qui vote encore gaulliste. Nous ne pourrons certainement pas entraîner et convaincre les hommes de droite qui suivent le général de Gaulle parce qu'il exprime mieux que d'autres leurs préoccupations fondamentales. L'ambition est toute autre. Elle est de ramener à nous ceux qui se considèrent encore comme des hommes de gauche et qui pourtant, donnent leur confiance aux candidats de la 5ème République. Leur nombre est appréciable. Et il suffit pour s'en convaincre d'examiner les statistiques des élections qui ont précédé le 13 mai 1958 et les statistiques de celles qui ont suivi.
Si nous parvenons à réintégrer dans la vie démocratique ces électeurs de gauche, qui nous ont échappé, nous avons toutes les chances de l'emporter. Si nous n'y parvenons pas nous risquons de rester longtemps dans l'opposition. Indiscutablement ces hommes se trompent. Nous devons donc nous efforcer de

redresser leur jugement. Mais pour réussir il faut faire l'effort suffisant pour les comprendre.
Pourquoi veulent-ils de Gaulle, après avoir voté pour la Gauche ? Posez cette question autour de vous et vous trouverez facilement la réponse. Ils n'ont pas une confiance suffisante dans les corps d'opposition. Ils redoutent la défaite du gaullisme car ils craignent le retour à l'instabilité d'autrefois. Certes, ce sentiment a été largement entretenu par la propagande du pouvoir. Mais nous aurions tort de méconnaître qu'il répond aussi à un besoin profond et ancien de stabilité et d'efficacité, Par réaction contre le passé, une grande partie de l'électorat français préfère aujourd'hui un gouvernement stable, même s'il ne donne pas satisfaction dans de nombreux domaines, à un gouvernement plus sympathique, mais constamment menacé et condamné aux compromis, aux équivoques, pour conserver une majorité.
Nous regrettons tous, bien entendu, cette réaction de l'opinion, car elle rend la Gauche plus vulnérable encore. Mais nous sommes bien obligés de la constater et d'en tenir compte dans notre appréciation de la réalité politique de notre époque.
Vaincre cette appréhension, vaincre cette méfiance, que nos affirmations répétées n'ont pour l'instant pas encore sérieusement ébranlée, telle est, selon moi, la condition première du succès.
Comment y parvenir ? Il est aujourd'hui communément admis que la stabilité dans la démocratie reste théorique et même chimérique dans un pays dont l'échiquier politique est profondément divisé, morcelé. Une simplification considérable apparait donc dans ce domaine une exigence préalable. C'est une exigence préalable nécessaire, mais pourtant insuffisante. Il est également indispensable que chacune de ces grandes formations politiques, que chacun de ces grands groupements, sache exactement ce qu'il veut, qu'il se soit sérieusement préparé à l'exercice du pouvoir, qu'il ait établi avec une minutie qui exclut la démagogie son programme gouvernemental, qu'il ait enfin choisi ses alliés, et passé avec eux un contrat loyal et durable. Si nous pouvions offrir cela au pays nous aurions rempli les conditions essentielles pour assurer le rétablissement de la démocratie en France, et c'est avec une confiance parfaitement justifiée que nous pourrions préparer les prochaines élections législatives.
En sommes-nous là, et plus particulièrement la Gauche en est-elle là ?
La Gauche démocrate Socialiste a préparé son regroupement. La fédération est l'ébauche d'une formation nouvelle, et c'est là un fait dont nous devons nous réjouir. Elle a également élaboré son programme, et nous sommes en droit d'affirmer qu'il est de loin, parmi tous ceux qui ont été élaborés à ce jour par les autres formations politiques, le plus sérieux, le plus cohérent, et le plus constructif.
Tels sont les facteurs positifs, et ils sont considérables. Mais à côté de cet aspect réconfortant, il y a des zones d'ombre qui ont un peu tendance à obscurcir l'ensemble.

Fondation Jean Jaurès

La fédération existe, c'est vrai, mais elle donne trop souvent l'impression qu'elle n'est encore qu'une coalition de partis et d'organisations qui restent toujours fort différents les uns des autres. Les propos tenus par les principaux leaders de la FGDS, nous révèlent parfois entre eux des divergences inquiétantes. Par ailleurs, lorsque la fédération s'est constituée, nous pouvions raisonnablement entretenir l'espoir que le stade fédéral ne serait que de courte durée, et que nous pourrions rapidement aboutir à la fusion, c'est-à-dire à la création de la grande formation démocrate Socialiste qui manque indiscutablement à notre pays.

Nous n'avons certes pas renoncé à cet objectif, mais il reste encore lointain, et certains le considèrent même comme bien problématique.

Nous avons un programme, c'est vrai, et je répète qu'il est bon. Mais avons-nous réussi à élaborer, sur la base de ce programme, un contrat de gouvernement avec les formations politiques voisines, et pouvons-nous ainsi apporter au pays la certitude que la victoire de la Gauche se traduirait par une action cohérente, efficace, dans une démocratie rénovée et stabilisée ?

Il faut évidemment répondre par la négative à cette question.

Quels sont nos alliés possibles ? Ceci pose évidemment en premier lieu le problème du Parti Communiste. Nous devons l'aborder clairement, sans passion, et avec le souci de faire le point le plus objectivement possible. Ce n'est pas une tâche facile car les polémiques actuelles dans un sens ou dans l'autre, et qui traduisent une poussée de fièvre d'ailleurs prévisible, risquent de fausser le débat en mélangeant plusieurs problèmes.

Il est tout d'abord une constatation évidente et qui devrait tous nous réunir : il n'y a pas de majorité de gauche possible en France si le parti Communiste n'en fait pas parti. Les chiffres sont éloquents. Et l'affirmation qu'ils nous apportent à cet égard est indiscutable. Mais nous sommes également unanimes à constater qu'un accord général de gouvernement entre la Gauche démocrate Socialiste et le Parti Communiste est difficile et même sans doute encore impossible à l'heure où nous parlons. Un accord général de gouvernement, avec le Parti Communiste, ne signifie pas seulement, en effet, un accord sur un certain nombre de mesures à prendre, il doit aller plus loin. Il suppose en particulier une entente fondamentale sur la notion de démocratie, et sur le problème de l'exercice du pouvoir. Cela signifie en fait qu'il suppose la disparition ou en tous cas atténuation considérable des divergences qui nous ont si longtemps séparés et qui ont entraîné deux ruptures brutales après deux réconciliations de courte durée chacune. Une entente de gouvernement prématurée, sans cet accord fondamental, nous exposerait à une nouvelle rupture plus grave et sans doute plus décevante que les deux premières.

Cet accord est-il possible aujourd'hui ? Je crois que nous le voudrions tous, mais bien peu en sont persuadés. Il faut donc pousser plus loin nos investigations, et à ce sujet le dialogue engagé dans la presse est certainement utile et doit être poursuivi.

Contribution Jean Jaurès

Mais jusqu'à présent j'avoue que je suis un peu resté sur ma faim, car les aspects les plus délicats et les plus difficiles des problèmes controversés n'ont pas été réellement traités par le Parti Communiste.
On a l'impression qu'à certains moments celui-ci est passé très près des questions les plus brûlantes, mais qu'à la dernière minute il a préféré bifurquer. Il faut donc poursuivre sans découragement, avec ténacité. Et je me demande s'il ne serait pas utile de donner à cette confrontation une forme plus directe et qui permettrait mieux d'engager le vrai dialogue.
Si la présence Communiste est nécessaire pour assurer une majorité de gauche, il est également évident que le simple tête à tête Parti Communiste / FGDS est insuffisant pour triompher et nous condamnerait à l'opposition à perpétuité. Les républicains de progrès dont on parle tant et dont la présence à nos côtés est indispensable, sont des hommes qui, selon moi, tout en étant en marge de nos organisations, partagent cependant nos préoccupations essentielles. Ils sont certainement nombreux, mais ils sont encore hésitants sur l'attitude qu'ils doivent adopter. Cela signifie que malgré nos appels nous n'avons pas encore réussi à lever leurs réserves et à les entraîner avec nous dans un combat commun. Voilà où nous en sommes.
Il reste donc beaucoup à faire. Mais cela ne doit en rien nous décourager. Ce sont en tous cas de telles constatations et de telles considérations qui doivent nous permettre de préciser notre comportement, et notre tactique pour les prochaines élections.
Les conditions qui nous semblent souhaitables ne pourront certainement pas être toutes réunies avant le mois de mars prochain, c'est vrai, je le regrette. Nous devons pourtant nous efforcer de nous en rapprocher dans toute la mesure du possible.
Alors, que faut-il faire ? En ce qui concerne la fédération de la Gauche, et si j'admets volontiers que nous ne pourrons pas réaliser la fusion avant les élections, nous devons cependant, avant le mois de mars prochain, nous efforcer de nous en rapprocher. Il nous faudra notamment profiter des perspectives électorales pour mieux structurer les organismes fédéraux à tous les niveaux, et pour amener les adhérents de nos différentes organisations, qui se connaissent souvent mal, à travailler en commun. Ce qui, aujourd'hui encore, empêche un rapprochement plus complet, c'est bien souvent une méfiance qui ne repose que sur des malentendus, sur des équivoques.
Le travail au coude à coude contribuera largement, j'espère, à dissiper tout cela. Et la prochaine campagne, si nous le voulons vraiment, doit créer le climat qui nous permettra de franchir l'étape décisive.
Notre tactique électorale doit, elle aussi, être définie en tenant compte des données actuelles de la vie politique française. Notre préoccupation n°1 est évidemment de combattre le gaullisme. A ce sujet il n'y a entre nous aucune divergence. Nous devons donc nous efforcer d'élaborer une méthode qui nous donnera le maximum d'efficacité pour atteindre notre objectif. Cela signifie bien entendu tout d'abord - et le rapport de la FGDS le dit en termes excellents - que pour le premier tour nous ferons le maximum d'efforts pour permettre à nos

Fondation Jean Jaurès

candidats de nous rapporter, ou en tous cas pour leur permettre de se placer en tête des candidats républicains. Dans toutes les circonscriptions où nous aurons une chance sérieuse de triompher, nous poursuivrons donc notre combat pour le scrutin de ballotage.
Nous poursuivrons notre combat, bien entendu, avec les mêmes perspectives que pour le premier tour de scrutin et en continuant à considérer que la lutte contre le pouvoir personnel reste pour nous une préoccupation majeure. Cela veut dire en claire que nos candidats sauront repousser toute tentation de se faire élire contre un Communiste ou contre un autre, avec le soutien, plus ou moins officiel, de l'UNR.
Ce que je viens de dire est certainement une évidence pour nous tous. J'espère qu'il en sera de même pour tous les candidats de la fédération de la Gauche.
Mais que ferons-nous dans les circonscriptions où nos hommes n'auront aucune chance de l'emporter au second tour ? Battre l'UNR à tout prix, disent certains. Cette formule ne me semble pas heureuse. Veut-elle dire que nous recommanderons à nos électeurs de soutenir, pour le scrutin de ballotage, un antigaulliste de droite ou d'extrême droite, si nous estimons que celui-ci, avec notre appui, a une chance d'être élu ? Si c'est cela le sens de la formule, je ne suis pas d'accord. Je ne suis pas d'accord précisément au nom de cette efficacité qui inspire ceux qui souhaitent que nous nous engagions dans cette voie. Croyez-vous, en effet, que notre corps électoral nous comprendrait et nous suivrait ? Je le disais, il y a un instant, ce qui éloigne aujourd'hui de nous encore une fraction notable de l'opinion, c'est la crainte d'un retour à certaines pratiques de la 4ème République, dont nous avons d'ailleurs souffert les uns et les autres. Les coalitions allant des Socialistes aux modérés, nous les avons faites parce que les événements les ont rendues nécessaires, mais nous les avons faites sans joie.
L'opinion française, quant à elle, les a condamnées. Elle n'a pas suffisamment compris la nécessité où nous étions d'agir ainsi. Par contre, elle a constaté que ces expériences qui ne pouvaient se dérouler que sur la base du compromis permanent, donnaient naissance à des gouvernements faibles, perpétuellement paralysés par leurs difficultés internes. Elle ne veut plus revoir cela, et nous pouvons comprendre ce sentiment.
Mais, nous dira-t-on, il ne s'agit pas de cela, il ne s'agit plus de gouverner ensemble. C'est une simple tactique pour amener la défaite, du plus grand nombre possible d'UNR. Oui, sans doute. Mais la différence est bien subtile pour une opinion qui a soif de clarté, de simplicité et de logique, et d'ailleurs, ne s'agit-il pas un peu de cela quand même ?
Supposons que cette tactique réussisse. Je n'y crois pas, mais je veux bien l'admettre un instant. L'UNR est donc battue, nous avons fait élire une majorité antigaulliste composée d'hommes de gauche, du centre et de droite... Qu'allons-nous faire ? Nous retirer en constatant que la Gauche est minoritaire et que, par conséquent, nous ne pouvons pas prendre nos responsabilités au gouvernement ? Mais ce ne serait pas possible car, à une première contradiction pendant la campagne électorale, nous ne pourrions pas ajouter une nouvelle contradiction

au lendemain du scrutin. Nous serions entraînés bon gré, mal gré, et si le retour à la démocratie se traduisait par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement impuissant, nous n'aurions pas sauvé la République.
Mais je le répète, je ne crois pas à cette hypothèse, car je suis persuadé que l'opinion se détournerait de nous si nous lui offrions cette perspective.
Si nous voulons, tout au contraire, conserver et accroître notre autorité sur la Gauche de ce pays, si nous voulons mobiliser les hésitants et retrouver ceux qui nous ont échappé, il faut que nous adoptions une attitude claire, logique, cohérente, positive. Il faut que nous montrions que notre tactique est fonction de la certitude qui est la nôtre, que nous vaincrons le gaullisme que si nous offrons une véritable alternative Socialiste. C'est non seulement au nom de la fidélité à nos conceptions, que nous devons agir ainsi, c'est aussi au nom de l'efficacité, car ce comportement est celui que le pays comprendra le mieux. C'est donc ainsi, au bout du compte, que nous porterons les coups les plus redoutables au gaullisme.
Alors, au nom de quoi allons-nous nous désister ? Nous n'avons pas d'associés liés à nous par un contrat de gouvernement et nous n'en aurons sans doute pas avant les élections. Mais nous devons, malgré cela, nous efforcer d'établir un certain nombre de critères qui devront nous guider dans notre action pour le second tour.
Le premier de ces critères, c'est, bien entendu, la lutte contre le régime du pouvoir personnel, et sur ce point, il faudra être intransigeant, car à quoi servirait de faire élire des hommes qui, plus ou moins rapidement, apporteraient un soutien plus ou moins officiel à l'équipe dirigeante actuelle ?
La lutte contre le gaullisme est donc le critère n°1, mais il ne doit pas être le seul. Sur le plan économique et social, en particulier, nous devons nous efforcer de préciser un certain nombre de grandes orientations, et c'est dans la mesure où elles seront acceptées par d'autres que nous pourrons expliquer et justifier notre appui au second tour. Ce sera vrai aussi bien pour expliquer notre désistement en faveur du candidat Communiste, lorsque celui-ci sera le plus qualifie pour battre le gaulliste, que notre désistement en faveur du républicain de progrès, si c'est celui qui possède le plus de chance de l'emporter au scrutin de ballotage.
Tel devrait être le comportement du Parti Socialiste et de la fédération de la Gauche. Nous avons tous la même conscience de la gravité de l'enjeu de la prochaine compétition électorale. Nous apprécions tous de la même manière le danger que fait courir au pays la poursuite de l'expérience gaulliste en cours. Nous avons tous la farouche volonté d'y mettre un terme le plus rapidement possible. Efforçons-nous alors, tous ensemble, de définir la méthode la plus efficace pour y parvenir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch, ensuite à Christian Pineau.

Jules Moch

Chers camarades, je viens à cette tribune en solitaire qui a été cloîtré pendant cinq mois par la maladie et je ne peux parler qu'en homme qui n'a pas suivi les travaux du Parti, de la fédération, de nos organes directeurs.

Je voudrais donc faire quelques réflexions strictement personnelles, en les groupant sous trois chapitres : d'abord l'attitude de la fédération vis-à-vis des autres formations, dans l'immédiat et aux prochaines élections ; ensuite le programme de la future législature, et enfin nos devoirs envers le Parti.

Attitude de la fédération : je crois que ce Congrès extraordinaire doit arriver à l'influencer par des propositions précises et nettes. La fédération - on me permettra de le dire - a trop souvent donné l'impression d'être ballotée au gré des réactions qu'elle suscitait. Elle a eu une attitude parfois flottante, hésitante, qui doit devenir claire et une. Elle ne doit pas oublier que notre but essentiel est de cimenter toutes les forces opposées au pouvoir personnel et de restituer le sens de la démocratie à un pays qui s'est abandonné et endormi. D'où plusieurs obligations :

D'abord, et je crois qu'il n'est peut-être pas encore trop tard pour le faire, s'adresser séparément ou simultanément à toutes les formations républicaines d'opposition :

PC, éléments de gauche du MRP, qui se cherchent derrière Bureau, jeune République, amis de témoignage chrétien, toutes les organisations unies dans le comité contre la force de frappe, en demandant à chacune de négocier un programme de législature, celui de la FGDS pouvant - nous le verrons tout à l'heure - servir de base de départ.

Ensuite déclarer à chacune de ces formations que nous voulons; établir un programme de gouvernement, que ceux qui l'auraient accepté, non seulement s'interdiront de lancer des exclusives contre d'autres l'ayant également accepté, mais encore s'engageront à l'appliquer ensemble, et il faudra dénoncer ceux dont la politique consiste à lancer des exclusives, c'est-à-dire, en fait, à favoriser le gaullisme en ayant l'air de le combattre.

(Applaudissements)

Je ne voudrais pas, ici, ouvrir une polémique et une controverse, mais tout de même nous pouvons nous demander si la démolition de l'OTAN, l'évacuation des bases étrangères de France, selon la terminologie soviétique, le voyage à Moscou, et celui, presqu'en campagne électorale, de Kossigyne à Paris, au mois de décembre prochain ... (applaudissements)... n'ont pas, comme contrepartie le désir d'assurer le maintien du régime et si certaines positions prématurées ou d'une trop grande rigidité verbale, ou encore comportant des exclusives a priori, ne sont pas dictées par ce désir lointain.

(Applaudissements)

Troisième point : une fois établi un accord précis sur le programme, et aussi large que possible en ce qui concerne ses signataires, nous pourrons préparer le gouvernement commun d'application de ce programme sous la forme, si on le désire, d'un contre-gouvernement plus large que celui mis sur pied, peut-être un peu prématurément, puisqu'antérieurement à tout programme et à toute alliance.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, quatrième point : la tactique électorale découlera, ou découlerait - car je crois que je suis obligé de mettre au conditionnel ce dont je parle maintenant - de ce programme commun.
J'avoue que, moi, je suis hanté par un précédent vieux de près d'un siècle, par les 363 en lutte contre l'ordre moral. Cela ressemble beaucoup à ce que nous voyons aujourd'hui, et les 363, au moment de la dissolution, ont présenté la candidature unique pour jeter bas l'ordre moral ... (applaudissements)... pour imposer au maréchal d'alors de se soumettre ou de se démettre.
(Applaudissements)
Et je pense que la même tactique, qui ne saurait être justifiée que par un programme de gouvernement commun, solennellement approuvé, serait un élément de victoire, tandis que la multiplicité des candidatures de l'opposition se comprendrait mal avec un programme commun, favoriserait les abstentions au premier tour, l'arrivée en tête du candidat unique gaulliste et, au second tour, le ralliement d'indécis à ce candidat arrivé en tête.
Ces quatre points, programme de législature offert à toutes les formations d'opposition, rejet de toute exclusive contre quiconque accepte ce programme, engagement de gouverner ensemble, unité si possible de candidatures entre défenseurs du même programme, devraient être les bases; des propositions de la FGDS dans les quelques semaines et mois qui vont venir.
Programme de gouvernement, maintenant : celui de la FGDS représente certes un effort très louable. J'ai le droit de le dire puisque je n'ai participé à aucune des réunions où il a été établi. Il est sérieux, Jaquet vient de le rappeler, mais il y a, comme il l'a dit lui-même, des zones d'ombre, et l'on nous permettra, sans critiquer ses rédacteurs, de dire que je trouve ce programme trop uni. Il manque de relief, il met tout à peu près sur le même plan, il n'accroche pas l'attention. L'option essentielle qui pourrait presque, seule, constituer tout le programme, tient en très peu de phrases. Les voici : "L'opposition, quand elle arrivera au pouvoir, renoncera, à la politique de prestige, d'isolement et d'injustice."
Elle renoncera à l'isolement, cela veut dire qu'elle tâchera de faire l'Europe, qu'elle négociera le désarmement qui doit se substituer à la sécurité collective. Elle renoncera au prestige, cela veut dire qu'elle arrêtera la réalisation de la force de frappe, les voyages autour du monde avec suite nombreuse en avions spéciaux et en bateaux, les réceptions fastueuses, les palais ouverts pour de nouvelles résidences, et elle dégagera ainsi un certain nombre de milliards... (applaudissements)... que l'on peut calculer.
Enfin, elle renoncera à l'injustice fiscale et elle démocratisera les impôts. Les nôtres, sont actuellement les plus anti-démocratiques qui soient, avec l'énorme proportion d'impôts indirects frappant selon les besoins et non pas selon les moyens.
Le total net ainsi économisé est chiffrable. Moi, je l'évalue très approximativement entre 6 et 10 milliards. Ces milliards seraient répartis par priorité entre l'enseignement, les subventions aux logis sociaux, les hôpitaux, en indiquant la fraction réservée à chaque poste.

C’est là, à mon avis, l’option essentielle à populariser, la divergence fondamentale. Tout le reste - excusez-moi de le dire - cela rappelle un peu trop toute la longue série des promesses électorales du passé.
Ces négociations, ce programme commun rendu percutant, l’entente sur la tactique électorale, sont d’une extrême urgence. On peut craindre- je crois qu’il faut le dire - que la FGDS et aussi le Parti Communiste aient perdu du terrain depuis le scrutin du 5 janvier. Or, il s’en fallait encore, ce jour-là, d’un million de voix à déplacer de de Gaulle sur Mitterrand, pour que notre candidat ait la majorité.
Notre objectif premier, nous en sommes tous d’accord, c’est d’obtenir cette majorité pour renverser le gaullisme. Cela nécessite l’entente aussi large que possible sur un programme précis, même s’il doit être limité.
Ne vous y trompez pas, camarades, l’effort actuel du gaullisme doit être mesuré par vous. Il est intelligent. En dehors des inconditionnels de l’UNR, il a l’apport des suffrages modérés de Giscard, celui de trop nombreuses voix de gauche -on l’a vu le 5 janvier - avec des renégats que nous pourrions tous citer, renégats du Communisme, du progressisme, du PSU, des amis de Mendès, du Parti radical, du MRP et, hélas, aussi de chez nous. Ajoutez-y l’influence de la radio et de la télévision, le désir général auquel Jacquet, tout à l’heure, faisait allusion et qui est fondamental, je crois, de stabilité dans le pays. Ajoutez-y encore les préjugés subsistant contre certaines formations, et largement exploités par l’UNR, les erreurs qu’elles commettent et nos propres discordances, etc.
Ces préjugés, le souvenir des erreurs, des discordances, des hésitations, s’atténueront avec le temps, mais il s’agit pour nous, n’est-ce pas, de préparer les élections de 1967 et non pas celles de 1972. En 5 ans de plus, quel mal supplémentaire nous apporterait le gaullisme ? Et pour vaincre avant 1972, un sursaut d’énergie, de volonté, de précision surtout est indispensable. Il appartient au Parti qui est le plus puissant et le mieux structuré parmi les fédérés, de tracer cette voie à la FGDS.
Vous avez lu et ceux qui n’étaient pas en voyage ont écouté hier soir la conférence de presse. Elle était pleine de parti-pris, de morgue, où le nationalisme le plus vétuste, la xénophobie, le contentement de soi voisinaient avec des erreurs évidentes, notamment sur la sécurité sociale qui a été fondée en 1928 et non pas en 1945... (applaudissements)... notamment sur le port de Djibouti où confusion a été faite entre les tonneaux des navires accostant et les tonnes de marchandises débarquées, etc.
(Applaudissements)
Mais elle était habile et vous pouvez être sûrs que sur un public non averti, elle pouvait porter. C’est ce nationalisme, ce faux sentiment d’une grandeur ressuscitée des temps passés, cet isolement qui en découle - voyez les comptes-rendus de presse étrangère ! Seul, à Moscou, il y en a eu de favorables - c’est tout cela qu’il faut vaincre en 1967 et non pas en 1972.
Pour y parvenir, je le répète, un sursaut d’énergie, de volonté, plus encore de précision, est indispensable.

Et enfin, camarades, le dernier point que je voudrais aborder est notre devoir envers le Parti.
Les amis de la fédération excuseront ma franchise : je dis qu'il faut que, plus que jamais, les militants se dévouent pour développer leur parti, qu'ils ne se laissent pas aller, qu'ils ne se disent pas surtout : "Nous militons déjà pour la FGDS", cela fut-il. Non, nous ne devons pas relâcher notre effort, pas même sous le prétexte que nous en fournissons un autre à la FGDS.
Le Parti reste une nécessité pour la démocratie.
(Applaudissements)
Nul, en effet, ne discerne encore l'avenir de la fédération. Comme vous tous, je souhaite ardemment son succès, mais pas plus qu'aucun d'entre vous je n'en suis assuré.
Nous devons donc envisager 3 hypothèses :
- Première hypothèse : la FGDS réussit et aboutit à cette fusion que Jaquet lui-même juge, aujourd'hui, lointaine.
A ce moment-là, la voix d'un fédéré vaudra celle d'un autre, ce qui n'est pas le cas actuellement. Nous avons donc un intérêt évident, dans cette hypothèse-là, la plus favorable, à ce que le Parti aborde cette fusion le plus fort possible pour influer au maximum sur l'évolution Socialiste de la fédération.
- Deuxième hypothèse : la FGDS réussit à demi, assez pour survivre, pas assez pour s'unifier. Les nuances de pensée persistantes ou divergentes de tactique interdiraient, dans ce cas, une unité rapide. Nous avons encore intérêt là à ce que le parti pèse sur elle d'un poids aussi lourd que possible.
- Enfin, troisième hypothèse, la FGDS se disloque, non pas de notre fait, certainement, mais sous l'action soit d'éléments hostiles au Socialisme et pour qui la charte n'est pas une réalité permanente, soit d'hommes étrangers à toute doctrine, soit encore d'ambitieux poursuivant des fins personnelles. Il y a de tout cela, un tout petit peu, à côté de beaucoup d'excellents éléments, dans la fédération. Dans cette hypothèse regrettable, que nous ferons tout pour éviter, mais qui ne peut pas être absolument écartée encore aujourd'hui, le Parti resterait le principal espoir de la démocratie et, le restant, sortirait renforcé de son association temporaire avec d'autres organisations.
Dans tous les cas, donc, notre devoir est de développer au maximum notre Parti, mais permettez-moi, pour terminer, une évocation personnelle :
- Il y a quarante-deux ans, à une semaine près, que j'ai donné mon adhésion à la 16ème section de la Seine du Parti.
Le Parti relevait alors de la scission de Tours. Il comptait 72 000 membres - moitié plus qu'en 1920. Je l'ai connu ensuite à près de 300 000 membres, à l'époque glorieuse de Léon Blum, et puis à 350 000, dans l'ivresse de la libération. Il est retombé aujourd'hui à un niveau plus bas.
Il faut, il faut absolument qu'il reprenne sa course ascendante aussi longtemps que ne sera pas réalisée la fusion intime, de doctrine, de pensée et de tactique, au sein de la fédération.

Contribution Jean-Jaurès

Mais, pour que celle-ci vive et prospère, il faut qu'elle ait le courage de parler clair et net, de prendre des positions précises et fermes. Tel doit être l'esprit de la motion, je l'espère unanime, que nous lui transmettrons.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Pineau ; ensuite, à Auzanneau.
Le Congrès me permettra de dire à Jules Moch, qui sort à peine de son lit, qui est encore convalescent, après une longue et douloureuse maladie, notre reconnaissance et toute notre amitié.
(Applaudissements)

Christian Pineau

Mes chers camarades, je ne veux pas me lancer dans une longue exégèse du texte qui vous est proposé par l'unanimité des composants de la FGDS. Il est d'ailleurs assez frappant de remarquer que, pratiquement, aucun amendement ou très peu aient été déposés à l'égard de ce texte. Il a seulement fait l'objet, au cours du débat, depuis ce matin, d'un certain nombre de notations ; on cherche, autant que possible, à le nuancer et certaines corrections sont, à mon avis, fort acceptables. Mais, ce que je voudrais tout de même souligner, c'est que ce texte est beaucoup plus clair que la propagande du pouvoir n'a voulu le dire.
Nous avons établi une hiérarchie des désistements qui ne permet pas de dire, comme on l'a peut-être un peu trop répété aujourd'hui, que nous sommes prêts à toutes les alliances et à accepter toutes les compromissions !
En fait, il n'y a qu'un seul cas, et il est difficile, qui reste imprévu dans le texte en question, c'est celui où le membre de la FGDS, arrivant en deuxième position, notre organisation aura à apprécier dans quel sens son désistement pourra se faire, soit pour les Communistes, soit pour un membre du centre, - je dis du centre républicain, si vous le voulez bien, - et, là, évidemment, il y a des questions très diverses qui vont se poser suivant les régions, suivant les cas et suivant le nombre de voix qui auront été obtenues par les uns ou par les autres.
Mais, je crois qu'il ne faut tout de même pas exagérer le danger que présenterait le désistement de l'UNR pour un candidat Socialiste.
Les choses ont évolué, depuis 1962 et je crois que s'il y avait, demain, une élection où les UNR, - je parle des militants, je ne parle pas de la foule des électeurs, - auraient à choisir entre un Communiste et un Socialiste, je dirai même que je suis convaincu, pour ma part, qu'ils voteraient Communiste.
C'est si vrai, - tout à l'heure, si vous me le permettez, je vous parlerai des élections municipales du Mans, - que, déjà, un certain nombre de militants UNR du Mans ont fait demander à leurs adhérents de voter pour la liste Communiste, contre la liste centriste, au 1er tour des prochaines élections.
C'est vous dire que le danger n'est peut-être pas tout à fait de la nature que celle qui a été évoquée jusqu'alors.
Une autre tendance s'est manifestée ce matin et j'ai entendu des camarades, comme Pierre Bloch, lancer l'idée que l'unité de la Gauche, - la Gauche étant

entendue dans son sens le plus restreint, - pourrait créer un mouvement dans le corps électoral susceptible de nous amener très près de la majorité.
Mais, je vous demande de vous rappeler les 2 tours des élections présidentielles : les voix de la Gauche, ce sont les 32 % du 1er tour, ce qui ne veut nullement dire qu'il n'y a que 32% d'éléments de gauche en France, mais ce qui veut dire qu'une très grande partie de la Gauche, et probablement les Communistes, ont voté de Gaulle au 1er tour ; quant aux 45% qui se sont manifestés au second tour, ils comportent peut-être des éléments dont nous ne voulons pas mais qui, tout de même, placés entre le choix de de Gaulle ou Mitterrand, ont tout de même voté Mitterrand.
Je crois que cette analyse simple est tout de même nécessaire si nous voulons éviter de voir se répéter un certain nombre d'erreurs qui n'étaient peut-être pas des erreurs en 1962, mais qui le sont devenues depuis.
Le texte qui vous est proposé est donc équilibré, même s'il n'est pas satisfaisant pour un esprit logique, et, en réalité, son analyse doit moins porter sur sa lettre que sur la nature des forces en présence et des problèmes posés.
Au lendemain des élections, ne nous faisons pas d'illusion, ce n'est pas le pouvoir exécutif qui est en jeu et, par conséquent, lorsque nous parlons d'un programme de gouvernement, nous nous imaginons, - et l'hypothèse a été émise par un camarade tout à l'heure, - que de Gaulle accepterait, éventuellement, de confier à l'un des nôtres le poste de Premier Ministre !
Mais, camarades, cette hypothèse est parfaitement invraisemblable ! Ce n'est absolument pas ainsi que les choses se passeraient et j'irai même jusqu'à dire que lorsque Lecanuet affirme que s'il y avait un nombre important de membres du centre démocrates à l'Assemblée Nationale, ils pourraient influencer la politique étrangère du général de Gaulle, il me semble que la conférence de presse d'hier a répondu très exactement à cette illusion.
Par conséquent, qu'est-ce qui est exactement en jeu ? C'est le pouvoir législatif et pas le pouvoir exécutif.
Et, la question principale qui se pose c'est celle de savoir si, dans la prochaine assemblée, il y aura ou non une majorité inconditionnelle. Car, que peut-il se passer ?
Nous avons envisagé l'hypothèse où de Gaulle, n'obéissant pas aux indications du suffrage universelle, continue à agir comme auparavant. Au bout d'un certain temps, il dissoudra l'assemblée. Il est même parfaitement capable d'invoquer l'article 16, sous le prétexte que les institutions ne fonctionnent pas normalement. Ce serait inconstitutionnel, mais ça ne serait pas la première fois que la Constitution serait violée. Seulement, il peut se passer aussi que de Gaulle disparaisse, au cours du mandat de la prochaine législature, pour quelque raison que ce soit. Mais, dans ce cas-là, est-ce que vous vous imaginez que c'est la même chose si, de Gaulle disparaissant, la majorité de l'Assemblée Nationale est composée de l'UNR, ou est composée de gens qui sont décidés à maintenir la République, même si un certain nombre d'entre eux ont des orientations vers la Droite ?

Collection Jean-Daniel

Je crois que c'est cette hypothèse de l'importance que pourra avoir le pouvoir législatif en cas de crise, à la suite du départ du Président de la République, que nous devons retenir comme celle où notre rôle pourrait être le plus important.
Mais alors se pose le deuxième problème.
On a dit, et c'est vrai, que si nous voulons obtenir, sinon une majorité au gouvernement, du moins une majorité de non inconditionnels, il nous fallait absolument trouver un terrain d'entente avec le Parti Communiste.
Mais, sur quoi porte exactement la discussion aujourd'hui avec le Parti Communiste ? Sur la nécessité de discuter ensemble un programme commun ! Je serai volontiers de l'avis de François Mitterrand : si vraiment le Parti Communiste désirait la discussion d'un programme commun il n'aurait certainement pas commencé par désigner tous ses candidats dans toutes les circonscriptions avant même que nous ayons donné une réponse sur l'éventualité de notre rencontre ?
(Applaudissements)
Par conséquent, ce n'est pas sur la discussion de ce programme commun que porte la divergence ; elle porte essentiellement sur les désistements du 2ème tour.
Or, en 1962, il avait parfaitement admis la possibilité d'un désistement éventuel, pour un républicain de progrès et on a fait très justement remarquer, ce matin, que c'était eux qui avaient employé ce terme, alors qu'aujourd'hui ils ne l'admettent plus. Comment se fait-il qu'ils n'admettent plus aujourd'hui ce qu'ils admettaient auparavant ? Je crois que poser la question c'est poser tout le problème des élections législatives et la réponse à cette question m'a été donnée par un diplomate d'un pays de l'Est que j'ai rencontré récemment et j'ai noté à peu près textuellement sa phrase :
- Pour des raisons sociales, l'alliance Communiste-Socialiste se justifie, encore que nous préférerions que vous votiez ensemble pour de Gaulle, mais pour des raisons de politique étrangère, nous préférons un homme de droite qui approuve la politique étrangère actuelle qu'un homme qu'un homme de droite partisan d'une politique européenne !
Voilà très exactement la position du changement survenu depuis quatre ans au sein du Parti Communiste.
Autrement dit, mieux vaut l'UNR, que le centre des démocrates et la franchise du propos a le mérite de nous faire comprendre le problème.
Par conséquent, à l'heure actuelle, pour le Parti Communiste, mieux vaut perdre les élections que de courir le risque de créer une majorité européenne au Parlement.
Bien entendu, cette explication est difficile à donner par le Parti Communiste à ses électeurs.
Aussi, son principal effort consiste, pour le moment, à affaiblir autant qu'il le peut la FGDS, pour que les candidats Communistes arrivent avant les autres au 1er tour. Ceci évidemment lui faciliterait beaucoup le règlement du problème du deuxième tour !

J’ouvre ici, car cela peut peut-être servir d’exemple à ma démonstration, une incidente sur les élections du Mans.
Je n’ai pas l’habitude, en tant que Secrétaire fédéral de la Sarthe, de venir exposer dans les Congrès nos problèmes locaux mais il se trouve qu’une élection dans une très grande ville, quelques mois avant les élections législatives a été l’occasion de commentaires par la presse, par la radio, et de commentaires qui ne se sont pas toujours inspirés d’une stricte objectivité.
Il faut bien considérer que nous nous sommes trouvés en face de problèmes locaux que, bien entendu, il est très difficile d’évoquer dans des organes nationaux qui ne savent pas toujours ce qui se passe dans les localités.
La vérité est la suivante :
- Aux dernières élections communales, en 1965, il y avait plusieurs listes en présence : il y avait une liste UNR conduite par le maire sortant, le député Chapalain qui avait fait contre lui une très grande majorité dans la ville du Mans, en raison de sa gestion municipale. Il y a eu contre lui une liste Socialiste, approuvée par la section du Mans, mais pas par la fédération de la Sarthe, seulement c’était la section du Mans qui était seule habilitée à donner son avis, et un certain nombre de radicaux, une dizaine, se sont présentés avec des MRP et des personnalités indépendantes de la ville, sur une liste centriste qui a battu l’UNR au 1er tour et a battu, de quelques voix, la liste Socialiste-Communiste au 2ème tour.
Les élections ont été cassées en raison de fraudes électorales sur le détail desquelles il est inutile d’insister et nous nous sommes retrouvés devant de nouvelles élections qui ont été particulièrement brusquées, puisque nous n’avons eu que quelques jours pour prendre une décision et ces élections se sont présentées dans des conditions extrêmement difficiles.
Il y a d’abord eu une pression des Communistes sur nous qui a revêtu un caractère personnel, parfois extrêmement désagréable. En particulier, notre malheureuse secrétaire de la section du Mans a été l’objet de véritables invasions de son domicile par des délégations qui y ont fait du chahut ; le secrétaire fédéral du Parti Communiste a traité odieusement le père, devant la petite fille de notre militant, qui a 12 ans, la femme, secrétaire de la section du Mans, s’est fâchée. Je vous passe les détails, mais cela évidemment créa un climat qui n’était pas excellent pour la suite des négociations.
Mais, nous nous sommes trouvés devant une bien autre difficulté, c’est qu’il restait une dizaine de radicaux sur la liste du maire sortant, et que le Parti radical est membre de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste. Cela nous mettait dans une position particulièrement difficile.
Bien sûr, ces 10 radicaux nous ont dit : "Eh bien, nous voulons bien quitter la fédération pour bien marquer que si nous sommes candidats, c’est par solidarité envers le maire qui vient de donner sa démission, ce qui, sur le plan personnel, était parfaitement acceptable si, sur le plan politique, cela nous mettait dans une situation particulièrement désagréable".
A ce moment-là, nous avons proposé aux Communistes une solution qui nous permettait encore de mettre un certain nombre de personnalités de la fédération

sur une liste, ce qui sauvait la fédération. Nos propositions n'ont pas été acceptées par le Parti Communiste qui exigeait la majorité absolue du nombre des conseillers municipaux et la place du maire. Or, je vous ferai remarquer, chers camarades, que la conception du Parti Communiste quant à ce que nous appelons une minorité n'est pas du tout la même que la nôtre et que, par conséquent, la majorité absolue dans un conseil municipal, cela veut dire très exactement la même chose que s'il n'y avait que des Communistes dans le conseil municipal et je me permets de rappeler qu'un certain nombre de journaux, même très sérieux, nous ont dit : "Mais, aux élections précédentes, les Communistes avaient plus de voix que le Parti Socialiste, - je parle de celles, non pas de 1965, mais de 1959 ; nous remontons déjà assez loin."

Mais, chers camarades, permettez-moi de faire une comparaison : imaginez, ce qui est bien improbable, mais pas absurde, que dans une élection législative, la Gauche et les Communistes réunis obtiennent 51% des sièges, que les Communistes en aient 26%, ils pourraient, en vertu de ce raisonnement nous dire : "Nous voulons la présidence du conseil, la majorité au gouvernement". Autrement dit, nous nous trouverions très exactement dans la situation de Prague et la France, le lendemain, deviendrait une démocratie populaire, alors que 74% des Français n'en voudraient pas !

(Applaudissements)

Or, ceci explique pourquoi nous discutons avec les Communistes d'un certain nombre de problèmes que pose la démocratie, parce que pour nous la démocratie c'est bien le gouvernement par la majorité, mais par une majorité qui tient compte de l'avis de la minorité ; il n'en serait évidemment pas de même dans l'hypothèse que j'ai soulevée.

C'est pourquoi nous avons tenu, nous, à ce que, même dans des propositions qui sont allées fort loin dans la voie de l'apaisement, il n'y ait pas de majorité absolue d'un parti ou d'un autre, et nous étions même allés jusqu'à accepter un maire, qui n'appartient pas au Parti Communiste, mais qui appartient à la CGT ! Je me demande vraiment ce que le Parti Communiste pouvait demander de plus! Eh bien, il ne l'a pas accepté, parce que ça ne l'intéressait pas du tout d'avoir la mairie s'il ne l'avait pas en majorité !

Et voilà dans quelles conditions nous avons dû rompre les pourparlers. Si nous avions d'ailleurs accepté les propositions Communistes, la FGDS était terminée dans la Sarthe, et à la veille des élections législatives, les conséquences en auraient été très graves.

Voilà, mes chers camarades, la vérité, réduite à des proportions peut-être plus modestes que celles qu'on lui a données, sur ces élections municipales du Mans.

Mais, ceci vous montre bien que les élections prochaines se présentent dans des conditions difficiles à comprendre pour l'électorat français.

Nous ne pouvons faire que deux choses : insister d'abord, et cela me paraît fondamental, sur le lien entre la politique sociale et la politique étrangère. Je dis cela parce que l'argument de politique étrangère joue sur un très grand nombre de Communistes, qui affectent de considérer que la politique étrangère du

Collection Jean Jaurès

général de Gaulle c'est une chose, et que sa politique sociale, c'en est une autre tout à fait différente.
Or, la politique étrangère détermine la politique militaire. La politique militaire, c'est la force de frappe. Et c'est la force de frappe qui oblige le gouvernement à sa politique économique et sociale actuelle. Par conséquent, la politique étrangère crée la politique économique et sociale du gouvernement, et il est parfaitement artificiel de vouloir séparer l'une de l'autre. Je crois que cela devrait être un des thèmes de notre campagne.
(Applaudissements)
Ensuite - et ceci peut vous paraître nouveau, et comme une concession qui surprendra peut-être certains - je ne serais pas ennemi d'engager des conversations entre la fédération de la Gauche et les Communistes avant les élections, mais pas sur un programme de gouvernement - les communistes ont le leur, démagogique à souhait, tous les impôts seront réduits, tous les avantages sociaux augmentés, nous avons le nôtre, qui a ses imperfections, comme l'a dit Jules Moch, mais qui est tout de même concret et réalisable - des conversations avec les Communistes sur les options tactiques du moment, et il faudrait leur poser ce problème-là - et pratiquement celui-là seul - qui est d'ailleurs très vivement débattu aujourd'hui au sein du Parti Communiste lui-même, et qui est de savoir : quel est, pour vous, le facteur prédominant ? Est-ce que c'est le gouvernement personnel ? Le danger fasciste, et une politique sociale rétrograde, qu'elle soit purement et simplement rétrograde comme celle de Debré, ou paternaliste, comme celle de Vallon, ou bien est-ce la satisfaction d'avoir rompu le Pacte Atlantique et d'entendre condamner tous les jours l'attitude américaine au Viêt-Nam ? Quel est l'objet des prochaines élections dans votre esprit, et qu'est-ce qui compte le plus ?
Je crois qu'une rencontre sur ce point aurait peut-être le mérite d'apporter un peu de clarté dans le débat qui aujourd'hui nous réunit.
Nous pourrions faire valoir, comme nous l'avons fait auprès de nos amis tchécoslovaques au cours d'un voyage récent, que l'attitude gaulliste est de pure circonstance, et que la politique étrangère du général, comme d'ailleurs celle de la Chine, tend beaucoup plus à retarder le rapprochement entre l'Est et l'Ouest, qu'à le faciliter, car en définitive nous savons bien que la coexistence pacifique passe par un accord, ou tout au moins une tolérance entre Washington et Moscou.
Nous sommes Socialistes et démocrates. Comme Socialistes, nous sommes libres d'approuver, ou d'accréditer, tel ou tel point de politique étrangère du gouvernement actuel, mais comme démocrates noue ne pouvons pas accepter le pouvoir personnel.
Il s'agit donc de demander aux Communistes, dans une conversation franche, s'ils acceptent ce point de vue. Et au fond, camarades, cette discussion ne sera pas nouvelle, elle ne nous ramènera guère qu'à près d'un demi siècle en arrière, depuis que se pose la question.
Je fais donc cette proposition, à titre purement personnel, en espérant tout de même qu'elle sera étudiée par la Commission des résolutions, car j'estime qu'il

serait peut-être maladroit de notre part de laisser le Parti Communiste, comme il l'a fait au cours de ces dernières semaines, poser lui-même le problème tout seul, et par conséquent y apporter tout seul la réponse, et que notre devoir est de l'enfermer dans ses contradictions, s'il y en a - et il y en a -, car lorsque nous aurons connu et lorsque nous aurons pu faire connaître à l'électorat français les véritables raisons de l'attitude du Parti Communiste, alors peut-être le Parti Communiste lui-même, tenant compte de la volonté des électeurs, sera-t-il amené à réviser certaines de ses attitudes. En tout cas, cela aura eu le mérite de la franchise, et je crois que la FGDS doit avant tout entreprendre ces élections sur la base de la vérité, et que notre principale force aujourd'hui est encore notre thème de défense de la démocratie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Auzanneau, ensuite à Mellick.

Georges Auzanneau

Camarades, je vais commencer par la conclusion de ce que je voulais vous dire, tant je crains que ce que je dirai après n'amène pas tellement cette conclusion ! Je m'explique : une conclusion, ça peut être un acte de foi, et ça peut être le résultat d'une démonstration ; les problèmes sont différents.
Je dis donc que nous tentons l'impossible pour que la fédération continue, pour qu'elle se développe, pour qu'elle aboutisse à ce qu'on appelle la fusion, ce que j'appellerai moi la création d'un grand Parti de gauche. Nous le faisons, parce que nous sentons qu'un certain nombre de jeunes misent beaucoup sur cette création, et que nous pensons aussi que notre Parti, qui est tout de même l'armature la plus solide de la fédération, ne se renouvelle peut-être pas suffisamment, si bien qu'à l'occasion de cette nouveauté nous pensons que notre idéal Socialiste pourrait attirer pas mal de jeunes.
Seulement, je dois dire que c'est plutôt difficile !
Personne n'a trop fait état des difficultés locales. Je ne dirai pas où ça se passe, ni comment ça se passe, je n'insisterai pas sur les détails, mais en gros de quoi s'agit-il ?
Eh bien, c'est une sorte de mariage à trois. Chez nous, il y avait un absent, ce qui était déjà grave, puis il y avait un état d'âme - ce n'est pas moi qui ai défini le Parti radical de cette manière, c'est un radical - et puis il y avait un parti politique.
Il s'agit donc de savoir comment tirer de cet amalgame, qui n'a pas de philosophie politique tellement commune, il faut le dire, quelque chose qui puisse galvaniser les foules et les amener à une réaction contre le pouvoir que nous connaissons à l'heure actuelle.
Je n'insisterai pas beaucoup, mais, je voudrais tout de même envisager deux aspects, qui ont été évoqués ici.
D'abord, l'aspect des alliances électorales.
Alors, permettez-moi de vous dire, camarades, que je ne crois pas que ce problème ait l'importance qu'on veut bien lui donner ; surtout, nous ne devons

Fondation Jean-Jaurès

pas lui attacher l'importance que d'autres lui donnent. C'est un piège dans lequel il ne faut pas tomber. La vérité, c'est que nous aurons affaire à un corps électoral absolument dépolitisé, qu'on le veuille ou non, car c'est ça, le triomphe du gaullisme, et vous aurez donc à recueillir les voix des électeurs, et non pas à traiter avec les organismes qui existent plus ou moins, sauf, bien entendu, avec le Parti Communiste.

Alors, pourquoi définir avant le premier tour d'une élection à deux tours les alliances qu'on sera amené à conclure ? Je crois qu'il ne faut pas le faire, camarades. Pourquoi ?

Oh, je vous citerai simplement un petit exemple personnel, il n'est pas méchant. Au cours d'une élection cantonale, je me vois traiter de salaud, de pourri, de vendu, etc., et d'autres épithètes intéressants par les Communistes, au premier tour, et au second tour, sans avoir absolument rien négocié, sans avoir rien promis, je deviens le républicain par qui la République sera indéfectiblement défendue... et je suis élu !

Eh bien, n'oubliez pas - et je crois que c'est encore une erreur à ne pas commettre - que quand vous comparez les élections de circonscription avec les élections présidentielles, vous commettez une erreur considérable, car vous ne pouvez pas établir de pourcentages, comme vous le faite entre ces deux élections.

L'élection est extrêmement politisée dans ces deux scrutins, mais n'oubliez pas que vous aviez une seule personne sur le plan national, ça a une valeur, et que vous aurez au moins une personne par circonscription dans les élections de circonscription, ce qui vous modifiera totalement la proportion des voix, vous pouvez me croire !

C'est pourquoi je ne crois pas, dans cette élection à deux tours, et par circonscription, qu'il faille trop tenir compte d'une élection à la Présidence de la République.

Je crois d'ailleurs que dans la période que nous vivons, il ne faut jamais trop compter sur les résultats du passé pour voir une élection dans l'avenir.

J'entendis dire ce matin que le combat serait très difficile. Et pourquoi, pour des Socialistes, camarades ? Je ne crois pas. Le Socialisme est tout de même essentiellement une doctrine économique et sociale.

Et alors ? Nous n'avons donc rien à dire, nous les Socialistes, sur les problèmes économiques et sociaux du moment ? Nous n'avons donc rien à dire sur la manière dont on est en train de déposséder les collectivités locales de toute espèce de pouvoir ?

Ah, croyez-moi, camarades, si le corps électoral sera sensible à quelque chose, c'est bien à cela. Il sera sensible au fait, par exemple, que bientôt, dans une commune, pour établir un budget, on sera tributaire simplement de la bonne volonté du ministre des Finances ! Et cela camarades, je pense, après avoir fait un certain nombre de campagnes électorales, que cela n'a jamais été plus facile à faire.

Dans ce domaine social, quand vous voyez dans les journaux qu'il y a augmentation de l'allocation logement, je suppose quand même que vous vous

êtes renseignés, ou alors je vis dans un monde à part ! Eh bien, sur 90 personnes à l'hôtel de ville chez nous, pour 80 l'allocation est diminuée, pour 3 elle est augmentée, et pour le reste elle est stable ! C'est simplement un moyen de répartir un volume global de crédits, de façon à favoriser les gens susceptibles d'acquérir un logement, ce n'est pas autre chose !
Lorsque, par exemple, on vous publie dans les journaux : vous pourrez emprunter pour acheter votre appartement, en dix ans, et à 10%, le calcul n'est pas trop difficile à faire ! Pour acheter un appartement de 8 millions, ce qui n'est quand même pas extraordinaire, il va falloir gagner plus de 400 000 francs par mois !
Et alors, vous n'avez rien à dire, vous les Socialistes, là-dessus ? Vous croyez que les gens ne sont pas plus passionnés par des histoires comme celles-là que par le fait de savoir si vous allez vous allier au deuxième tour avec telle ou telle formation ? Ah, décidément, camarades, je crois que pour faite de la politique il faut plus d'enthousiasme, et moins de calculs que nous en faisons !
(Applaudissements)
Je crois que la partie n'est absolument pas perdue, mais qu'il faut que nous nous disions peut-être que notre raison d'être n'a jamais été aussi impérieuse qu'aujourd'hui. Je dis - et Christian Pineau tout à l'heure le disait — qu'il n'est pas possible de différencier une politique internationale d'une politique sociale. Mais, bon sang, la propagande est toute faite !
Si je fais un reproche au programme de la FGDS, c'est celui qu'a fait Jules Moch. Je trouve que c'est trop compliqué !
Je crois que nous devrions trouver de façon très simple, de façon percutante, comme il le disait, un certain nombre de choses qui puissent vraiment toucher les masses.
Il reste qu'il ne faut pas tomber, comme on l'a dit, dans ce que craint le peuple, dans ce que craint la population, cette espèce d'instabilité chronique. Mais, là encore, est-ce que nous allons nous laisser prendre au piège ? Est-ce que nous n'avons pas, tout de même, un certain nombre d'arguments ? Est-ce que vous pensez que les gens sont insensibles aux changements de ministres ? Il faut exorciser cette espèce de mythe de Gaulle ; évidemment, peut-être ce n'est pas commode, et peut-être les élections ne viennent-elles un peu trop tôt... pas tellement.
Eh bien, je crois que tout cela est possible, et qu'en tout cas on pourrait le faire à la FGDS, à mon sens, et d'une façon très simple - c'est une suggestion que je fais - avec un contrat de majorité pour le Monsieur qui veut, si vous voulez, la bénédiction de la fédération, ou celui qui s'engage vis-à-vis de la fédération. Est-ce qu'il n'a pas existé autrefois, sur le plan du Parti, une démission en blanc qu'on remettait quand on était élu ? Enfin, il y a un argument précieux ! Le Monsieur qui démissionne, sauf erreur, il n'est pas remplacé par le suppléant ; croyez-moi, ça amènerait peut-être beaucoup de sagesse, ou au moins beaucoup de réflexion, pour celui qui solliciterait l'investiture.
Vous savez, je ne crois pas, moi, aux règlements aux grands engagements, car de même qu'une Constitution n'a jamais empêché les coups d'état, de même ce

ne sont pas les règlements, aussi bien faits soient-ils, qui vous empêcheront un certain nombre d'hommes, je ne dirai pas de trahir, mais de virer de bord, si vous voulez.
Par conséquent, je crois que dans ce domaine-là nous ne devrions pas être trop exigeants, sauf pour des mesures très précises comme celle que j'ai signalée tout à l'heure.
En tout état de cause, je crois que dans cette affaire qui vient, pour ménager l'avenir de la fédération, il ne faudra pas faire n'importe quoi. Nous ne sommes pas décidés, nous, sous prétexte de faire la fédération à tout prix, à la vider de tout contenu Socialiste. C'est une première chose.
La deuxième chose, c'est que les gens qui se recommanderont de la fédération devront avoir des engagements précis, du type de celui que je signalais tout à l'heure.
Et enfin, je dis que lorsqu'on va à une bataille comme celle-là, avec l'enjeu que cela peut comporter, eh bien je crois qu'il faut beaucoup d'enthousiasme, pas trop de calculs, et surtout rester, en tout état de cause, des Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mellick, ensuite à Fleury.

Jacques Mellick

Camarades, je ne pensais pas en rentrant ce matin au Congrès, intervenir ; cependant, deux choses m'y ont incité : d'une part, parce que les camarades ont parlé beaucoup de tactique électorale, mais peu ont parlé de la fédération de la Gauche, et, d'autre part, parce que, au fond, je suis persuadé que vous n'avez peut-être pas tout à fait conscience des responsabilités que vous avez entre vos mains.
Voyez-vous, camarades, cette législature qui va commencer en mars 1967 va jeter le pont entre deux générations. En effet, nous allons voir arriver, en 1972, ces jeunes des années 1951, ces milliers de jeunes qui vont, pour la première fois, voter et qui vont arriver sur le marché du travail. C'est dire la responsabilité que vous avez aujourd'hui entre vos mains.
C'est vous, camarades, qui avez dans vos mains notre avenir et je puis même dire notre sort.
Ou vous nous laisserez, camarades, un flambeau étincelant qui permettra d'aborder l'action dans les meilleures conditions, ou vous aurez manqué à votre rôle d'ainés et vous déclencherez par là même un conflit entre nos générations.
Ou vous remettrez en nos mains une Gauche puissante, moderne, généreuse et fraternelle qui sera l'outil indispensable pour construire la démocratie Socialiste que nous souhaitons, ou alors, nous hériterons d'une Gauche divisée, meurtrie, qui ne saurait être qu'un jouet dans la société industrielle d'aujourd'hui.
Voilà où se trouve, camarades, le choix que vous êtes appelés à faire.
L'enjeu est important, mais nous avons confiance en vous.
Camarades, si les Socialistes ne veulent pas apparaitre comme les descendants dégénérés d'une race en voie de disparition, il nous faut montrer notre vrai

Fondation Jean-Jaurès

visage et ne pas rester seulement entre nous. Il faut donc veiller à ne pas laisser estomper le caractère Socialiste de la fédération de la Gauche, mais il faut aussi sortir de cette tendance qui consiste à vouloir être les combattants de 1936.
Pour l'homme de 25 ans, 1936, dont nous sommes fiers, est aujourd'hui une page enthousiaste et glorieuse, mais au même titre que 1789 ou la Commune !
(Applaudissements)
Il ne faut pas que nous tombions dans des clichés historiques de l'unité, ce sont des clichés que la nouvelle génération ne comprend pas et qui, qu'on le veuille ou non, représente le passé.
Il faut tout d'abord construire une force de gauche non Communiste, puissante, et c'est la tâche ardue, mais combien exaltante à laquelle tous ensemble nous travaillons.
Il faut que la fédération donne aux citoyens de notre pays une vision attractive de l'avenir. Et je suis persuadé qu'elle est aujourd'hui engagée sur la bonne voie, avec un programme qui est une véritable alternative et qui ne se confond pas avec les formations voisines, car l'homme d'aujourd'hui veut être en mesure de choisir clairement entre différentes options.
S'il ne faut pas perdre de vue les repères doctrinaux qui jalonnent notre route, il faut savoir aussi que l'approche politique est parfois difficile avec un programme par trop doctrinal.
Il y a un an, nous étions rassemblés à Clichy pour ratifier la charte et les structures de la fédération de la Gauche qui venait de naitre et nous avons en même temps apporté unanimement notre soutien au candidat de la Gauche, notre camarade François Mitterrand.
Nous ne le cachons pas aujourd'hui, les plus optimistes d'entre nous ne croyaient pas aux résultats des 5 et 19 décembre ! Pouvions nous croire que dans l'état d'extrême confusion dans lequel se trouvait la Gauche non Communiste, un candidat issu de cette même Gauche recueillerait un nombre de suffrages supérieur à celui que le Parti Communiste, légitimement, est en droit de revendiquer ?
Quel chemin parcouru depuis ces jours qui compteront dans l'histoire de notre pays.
Les conditions de notre combat sont aujourd'hui différentes et la Gauche non Communiste n'est plus dans la situation post-présidentielle. Il faut nous en féliciter, car il était à craindre qu'après la tentative courageuse de notre camarade Gaston Defferre, la Gauche ne retourne à ses errements, à ses querelles et ne continue à faire le jeu des gaullistes et des Communistes.
La candidature de François Mitterrand et la création de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ont donc créé un climat tel qu'il n'est plus possible de décevoir l'espoir retrouvé par de nombreux citoyens.
La fédération de la Gauche doit aujourd'hui faire un nouveau pas dans le domaine de la fusion pour montrer aux hommes et aux femmes de notre pays qu'elle n'est pas un cartel électoral.
En effet, lorsque nous avons approuvé la création de la fédération, nous entendions par là qu'elle serait un moyen de créer une nouvelle formation

Fondation Jean Jaurès

démocrate-Socialiste, dynamique, attrayante, dans laquelle se fonderaient les Socialistes et les démocrates d'aspiration Socialiste qui, pour des raisons différentes, n'ont pas cru devoir donner leur adhésion à la SFIO.
Aujourd'hui, nous devons réaffirmer, dans la motion que nous voterons demain, la finalité de la fédération de la Gauche et engager le processus qui démontrera aux électeurs que perdants ou gagnants, les hommes qui se sont regroupés dans cette formation entendent continuer leur action sous le même toit au lendemain des élections législatives.
En effet, l'UNR, avec les moyens de propagande que nous connaissons ne manquera pas de clamer que nous sommes unis l'espace de cette élection ; si nous disons clairement aux électeurs que nous entendons rester dans la même maison quoi qu'il arrive, et en entamant le processus, croyez bien que nous aurons déjà démoli l'un des arguments du pouvoir.
D'autre part, une telle formation unique sera un pôle d'attraction pour des milliers d'hommes et de femmes qui cherchent à s'engager à condition toutefois que cette formation, sans rien renier des grands principes de la charte, adapte sa forme d'action à la société contemporaine.
Nous avons pris le chemin de la réussite avec la présentation du programme. La préparation de ce programme a montré que les familles politiques entendaient aller plus loin dans les pouvoirs transmis à la fédération. Cela personne ne l'a souligné.
Il faut continuer dans cette voie et si demain soir, dans la motion finale, nous affirmions unanimement notre désir d'aller dans ce sens, soyez persuadés que dans le combat que nous allons engager, nous aurions pris un excellent départ.
Et je suis convaincu que dans cet esprit le problème de la tactique électorale serait vu sous un autre aspect.
Avec notre programme et nos candidats, nous entendons être la première force de l'opposition. Si nous renions cela, nous montons à l'assaut du pouvoir comme des sacrifiés. Oh, nous ne sommes pas des sacrifiés ! A quoi servirait le contre-gouvernement si nous affirmions dès le départ que nous allons contracter des alliances ?
Nous devons dire que la fédération de la Gauche propose aux Français un avenir qu'ils choisiront clairement. Pour l'emporter, la Gauche moderne a besoin de toutes les forces, de notre peuple, de la sagesse des hommes expérimentés, du dynamisme de la jeune génération.
Avec notre programme, nous devons faire savoir que nous ne demandons pas un chèque en blanc et que nous ne promettons pas de miracles.
Nous ne devons pas déterminer notre position contre le gaullisme ou contre le parti Communiste ; soyons nous-mêmes ; voilà ce qu'attendent les Français !
Or, quel n'est pas notre étonnement d'entendre dans le lointain des voix que nous avons déjà entendues en 1962 ?
Sommes-nous à la veille d'une crise ministérielle ? Aussi, je demande si nous ne sommes pas à la veille de ressusciter le cartel des non, et j'en ai la crainte. Lorsque, voyez-vous, camarades, je lis le texte que vous avez en votre possession, qui émane du Comité exécutif et qui dit :

Fondation Jean Jaurès

"Au deuxième tour, nous nous retirerons au profit de tout républicain qui, dans son action politique et sa campagne électorale, aura pris nettement position contre le maintien de l'actuelle majorité".
Croyez bien que nombreux seront les hommes de droite qui auront cette attitude et qui, au lendemain du scrutin, rejoindront l'actuelle majorité. Alors, allons-nous dès maintenant favoriser l'avènement d'un gouvernement conservateur ?
Croyez, camarades, que ceci n'est pas notre affaire, et puis j'ai tellement peur que nous fassions le lit de ces conservateurs ! Des phrases de Lecanuet, je lis ceci:
"Lorsque M. Giscard d'Estaing et ses amis se présenteront, s'ils sont réélus, devant le général de Gaulle, ils ne pourront rien réclamer, rien discuter puisqu'ils se sont, à l'avance, déclarés soumis. Au contraire, si, comme tout le laisse prévoir, les forces du centre démocrate sont nécessaires à la stabilité, un contrat de majorité devra s'établir".
Le seul mot d'ordre : battre le gaullisme est une formule aujourd'hui dépassée. Les citoyens de ce pays veulent connaître la solution de rechange du gaullisme.
Or, il n'y a pas de réelle alternative au gaullisme dans la résurrection d'un front antigaulliste. Je puis vous dire dès maintenant que ce combat ne sera pas le combat des jeunes et que vous ne nous trouverez pas à vos côtés.
Le jeune homme ou la jeune femme de 30 ans, préoccupés par la mise en route de son foyer, s'engagera pour la formation qui lui offrira des choix clairs et précis.
Quand vous parlez en termes de démocratie à construire, de liberté à défendre, l'homme de la rue, l'électeur ne vous comprend pas. Il attend de vous que vous l'entreteniez des réformes de structures, du problème des logements, de l'école de l'université, de création d'ensembles sportifs et socio-éducatifs.
(Applaudissements)
Voyez-vous, ce langage, c'est celui que la fédération Léo-Lagrange tient et je crois que les résultats sont excellents, puisque maintenant nous avons 40 milliers de jeunes dans cette fédération !
Voyez-vous, camarades, ce langage nous le retrouvons chaque dimanche, lorsque, en ce moment, nous organisons la convention régionale de la jeunesse, car c'est celui qui est tenu par tous les jeunes venant de tous les horizons.
Ceci devait être précisé, même si cela vous occasionne de la peine.
Le combat que nous allons mener a, comme tous les combats, ses règles ; si nous ne les respectons pas, nous risquons d'aller alors à de sérieuses déconvenues.
La première de ces règles est de constater que huit ans de gaullisme pèsent sur la France, et que 1966 n'est ni 1936, ni 1956, ni 1958, ni encore moins 1962. Des cartes nouvelles ont été distribuées aux joueurs que nous sommes.
Depuis 1962, il y a eu 1965 et le redressement de toute la Gauche. En effet, les uns et les autres, convaincus que le pays souhaitait une profonde simplification de l'éventail politique, nous avons regroupé la Gauche non Communiste et mis sur pied cette fédération de la Gauche.

Dans le même temps, le président de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, notre ami Français Mitterrand, devenait le candidat unique de toute la Gauche et cela, nul ne peut le contester, avait provoqué un enthousiasme sans précédent dans les dix dernières années de la Gauche en France.
De nombreux citoyens, jeunes et moins jeunes, ont été séduits par cette formule qui a permis sur des options claires et précises de regrouper tous les hommes de gauche.
Loin d'être dans une position inconfortable, nous sommes, au contraire, sur l'offensive et nous ne devons avoir ni complexe face au gaullisme, ni complexe face au Parti Communiste.
Depuis un an, tous les hommes de bonne volonté au sein de la fédération, essayent, jour après jour, de reconstruire cette Gauche que nous appelons tous de nos vœux, et de lui assurer ses premiers pas.
Va-t-elle perdre déjà sa virginité, allons nous la marier avec des libéraux, tout cela pour sauver la République ? Non. Nous avons connu cette situation sous la 4ème République et cela nous a menés au régime que nous connaissons !
Non, vous n'avez pas le droit, camarades, de gaspiller un tel potentiel pour l'espace d'une élection ! Gardez à cette Gauche encore trop fragile le plus longtemps possible sa pureté. Nous ne sommes pas pressés d'assumer les responsabilités du pouvoir.
Je me souviens d'avoir dit, il y a un an, à Clichy, au Congrès national du Parti, lorsque, dans une analyse de la jeunesse de 1966, abordant les réaction du jeune de 25 ans face à la politique, que celui ci la considérait très souvent comme une affaire sale, où la combine est reine, et où la réussite tenait plus du louvoiement et du baratin que de tout autre chose !
Allons-nous encourager cette position en 1967 ? Oui, camarades, si au texte proposé par le Comité exécutif de la fédération, nous ne prenions garde de préciser qu'en aucun cas nous ne saurions être les alliés de la Droite pour battre un candidat de gauche arrivé au premier tour avant le candidat de la fédération.
Cela veut dire que nous ne cautionnerons en aucune manière des opérations contre un candidat de gauche mieux placé que nous. Cela montrera à l'opinion que nous ne sommes pas les revenants du passé, les fantômes de la 4ème ! Ce dont ne manquera pas de parler la télévision et la presse gaulliste !
Si le parti Communiste peut être certain que nous ne trahirons pas notre parole, il doit savoir aussi que lorsque ni la fédération de la Gauche, ni le parti Communiste ne pourront l'emporter, nous devrons ensemble nous retirer pour assurer le succès d'hommes qui auront souscrit à notre programme et qui apporteront leur voix à la constitution d'un grand mouvement de gauche.
Or, il ne dépend pas de nous que les rapports avec le parti Communiste s'améliorent. Certes, le parti Communiste n'est plus celui où Thorez régnait en tyran, mais il est encore loin d'être un parti démocratique et à cet égard nous devons être vigilants, prudents, je peux même dire intransigeants.
Il suffit de voir ces dernières semaines la gymnastique que l'Humanité pratique pour expliquer d'une part que le parti Communiste est contre le régime gaulliste,

Fondation Jean Jaurès

mais qu'il approuve le général dans sa politique extérieure. Quelle sera l'attitude du parti Communiste au lendemain du voyage des dirigeants soviétiques ?
Il faut qu'il sache que sans même espérer le renvoi de l'ascenseur, nous n'admettrons aucune manœuvre contre des candidats du Parti Communiste, mais nous ne manquerons pas de le dénoncer devant l'opinion et d'en tirer les conclusions s'il ne fait pas la même chose !
La Gauche, camarades, est aujourd'hui à un tournant de son histoire. Vous devez faire un choix entre la facilité et la difficulté, entre l'air pur du progrès et l'atmosphère étouffante d'une Gauche divisée.
La jeune génération, celle là même à qui vous allez transmettre, dans les dix prochaines années, le flambeau, attend votre décision.
Nous vous observons pour voir ce que vous allez faire et vous ne pouvez pas décevoir l'espoir immense que nous mettons en vous.
Avec votre aide, avec votre expérience, tous ensembles, nous irons au coude à coude, au combat avec la volonté de vaincre et de sortir du tunnel dans lequel nous sommes plongés.
Ce combat, camarades, sera celui de la République et de la Gauche nouvelle. Camarades, le passé nous guide, le présent trace nos tâches, l'avenir nous encourage.
A tous, je vous dis merci et je vous prie de vous dire que la jeune génération a confiance en vous !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fleury, ensuite à Jeanette Brutelle.

Jacques Fleury

Camarades, au cours des Congrès, on parle beaucoup des jeunes, on fait quelques reproches à la jeunesse, un peu de démagogie à son endroit aussi, on parle beaucoup pour les jeunes, contre les jeunes, c'est pourquoi je vous demanderai d'excuser une boutade : après avoir entendu Jules Moch, je me sens aussi jeune que lui !
(Applaudissements)
Les combats Socialistes, aujourd'hui, camarades, ne sont plus les mêmes qu'autrefois, nous ne sommes plus tout à fait au temps du Socialisme de la misère, même si de temps en temps on peut reprocher au système en place quelques défauts certains en ce qui concerne les matières sociales.
Mais vous le savez et vous en êtes persuadés, le combat d'aujourd'hui n'est plus le combat de 1920, il ne s'agit plus de combattre pour avoir un peu plus de congé, de sécurité, pour avoir même suffisamment pour vivre ou suffisamment pour se loger.
Notre combat est encore plus nettement que jamais l'opposition à la civilisation de la consommation, à cette civilisation que décrivait Huxley dans "Le meilleur des mondes", à cette société "robotisée" qui nous guette à chaque instant dans ce monde capitaliste que nous combattons. Ce combat est maintenant à la portée de toutes les consciences. Et il est à la portée de la conscience des masses, plus

Fondation Jean-Jaurès

encore que le problème de l'amélioration du niveau de vie, pour lequel les électeurs feront peut-être plus confiance aux tenants du capitalisme qu'à nous, en raison des succès évidents du capitalisme américain.
Mais, ce qu'il nous faut dénoncer, sans cesse, c'est que le capitalisme, lorsqu'il peut apporter un peu plus de bien-être, ne résout certainement pas le problème de la civilisation.
Or, si nous voulons porter ce combat du Socialisme, ce combat d'opposition entre deux conceptions de la civilisation, ce combat pour une société de démocratie totale pour une société de responsabilité et d'épanouissement de l'individu, il nous faut adopter un langage nouveau, il nous faut adopter des méthodes de propagande, des méthodes de travail nouvelles. Il nous faut ensuite, et pour cela, dans notre propre Parti, adopter une nécessaire formation des militants, rechercher une formation plus complète des militants pour leur combat quotidien. Il nous faut un langage nouveau, bien sûr, parce que l'énumération des routes, des hôpitaux, des écoles qu'il faut construire pour améliorer le niveau de vie, il faut la faire, mais ce n'est pas suffisant pour créer dans la conscience des masses cet appel du Socialisme. Il nous faut des méthodes de propagande nouvelles, parce qu'il faut aller porter chez chaque individu ce langage nouveau. Il faut que chaque militant du Parti Socialiste soit responsable devant la population de cette explication du Socialisme, de notre nouveau combat, ou du moins des nouvelles formes de notre combat.
Il faut qu'à chaque endroit de la société, à chaque niveau de la bataille, nous ayons des organismes de contestation. Il faut que les militants, où qu'ils se trouvent, apportent la contestation au régime capitaliste en place. Il faut qu'à chaque problème économique qui se pose, à quelque niveau que ce soit, le camarade Socialiste qui est présent, le militant, apporte une contestation globale du régime.
Pour cela il faut sans aucun doute une éducation nécessaire des militants, une formation politique et économique très approfondie. Il est difficile d'apporter la formation, dans ce Parti. Bien sûr, nous n'avons pas les moyens financiers, et surtout nous n'avons pas les structures nécessaires.
Il est nécessaire de créer un ferment animateur, capable d'animer nos sections selon les méthodes modernes de l'animation de groupes. Il est nécessaire de créer un corps d'instructeurs, capable d'entreprendre, d'apprendre à tout militant, de façon simple, les problèmes de l'économie, sans la connaissance desquels il n'est pas possible de faire un véritable combat Socialiste. Il nous faut donc à tous les niveaux un corps de propagandistes conscients des problèmes et capables de les expliquer.
Pour obtenir ces différentes formations d'animateurs, d'instructeurs, de propagandistes, il nous faut les structures nécessaires à l'organisation de l'éducation, des structures légères et non coûteuses.
Nous avons toutes les possibilités. Il faudra les étudier dans le détail, et c'est pourquoi un certain nombre de camarades et moi-même nous souhaitons qu'il y ait un Congrès qui se penche sur ce problème, et que les fédérations elles-

mêmes, ainsi qu'une Commission à l'échelon national, se penchent sur ces problèmes.
Nous avons ce qu'il nous faut, nous avons des jeunes qui sont à la disposition du Parti pour faire ce travail de propagande et d'instruction. Nous avons même des camarades qui, souvent, se morfondent dans les sections ou dans les Commissions nationales du Parti, et qui seraient capables, qui seraient volontaires pour faire ce genre de travail.
Développer la formation, développer l'éducation au sein du Parti, c'est non seulement la possibilité de favoriser le combat, l'explication du Socialisme dans les masses, mais aussi le seul moyen de réanimer la démocratie dans le Parti, de façon que chaque militant puisse participer en connaissance de cause à la décision politique qu'on lui soumet de temps à autres.
Par conséquent nous souhaitons qu'un Congrès se penche sur ces problèmes.
Mais tout ceci serait un travail difficile et sans doute inutile si le Parti n'adopte pas dans ses combats quotidiens un style clair, adapté aux nouvelles conditions du combat, ce combat qui oppose dorénavant, plus que jamais encore, le Socialisme au capitalisme.
Il nous faut refuser toute attitude équivoque, il nous faut aussi adopter une attitude positive en politique. Or, à ce sujet, l'orientation générale définie par la FGDS, ne nous enthousiasme pas. Le thème choisi "tout contre le pouvoir personnel", est un thème négatif. Je crains qu'il n'entraîne pas les foules, ou tout au moins qu'il les entraîne moins que le thème de "l'union Gauches". La raison du choix de ce thème, c'est la peur du fascisme, c'est la peur que le gaullisme glisse de plus en plus à un régime autoritaire, à un césarisme nouveau. Mais êtes-vous bien sûrs que c'est ce qui va se produire, d'abord ? Etes-vous bien sûrs que le fascisme est la solution évidente de l'après-gaullisme ? Etes-vous bien sûrs que dans un pays où la Droite est majoritaire, c'est évident, un pouvoir qui s'est installé depuis maintenant 10 ans aura besoin du fascisme et de méthodes coercitives pour se maintenir, alors que toute la population, du moins la majorité de la population, le soutient dans des votes populaires ? Je ne suis pas sûr que le fascisme soit évident, et Guy Mollet non plus n'était pas sûr, dans l'interview qu'il a donnée au journal "Les valeurs actuelles", il avouait ne pas beaucoup y croire. Et d'ailleurs, même si ce fascisme était le danger immédiat, êtes-vous bien sûrs de le combattre efficacement en demandant que l'on se retire au profit de candidats républicains dont vous savez fort bien qu'ils sont prêts à rallier le régime et dont on vous a dit clairement qu'ils étaient prêts à rallier le régime ? Je n'en suis pas sûr.
Etes-vous bien sûrs que le choix entre un gaullisme qui est la forme actuelle d'un capitalisme moderne, dynamique, et le conservatisme à l'ancienne de Lecanuet, soit un choix devant lequel les masses populaires adoptent une attitude sans équivoque ? Je n'en suis pas sûr non plus.
Et surtout, ce thème est un thème négatif, un thème négatif que les populations ont refusé, refusent carrément depuis une dizaine d'années.
Il n'y a pas de majorité de rechange proposée par la fédération, et c'est grave, parce que, lorsqu'on a subi pendant 10 ans cette propagande qui veut que la

Contribution Jean Jaurès

population désire une politique de stabilité, êtes-vous bien sûrs que le fait de ne pas offrir de majorité de rechange soit très populaire ? Je n'en suis pas sûr non plus. Et le fait de ne pas proposer cette majorité de rechange laisse planer l'équivoque, l'équivoque en ce qui concerne ce retrait au profit de républicains ! On nous demande de nous retirer au profit de républicains pour balayer le gaullisme ! Mais alors, si par hasard, dans le Parlement de demain, il y avait une majorité antigaulliste, ne nous demanderait-on pas de faire un gouvernement, d'accepter une coalition gouvernementale avec ces républicains, afin de balayer définitivement le gaullisme du Parlement ?

Je crois - et on m'en adonné confirmation - que ce n'est pas la pensée du texte fédéral, je crois qu'il s'agit au contraire de refuser tout accord avec le centre, de refuser tout gouvernement avec le centre.

Eh bien ! Si c'est cela, qu'on le dise, et qu'on le dise clairement, ce sera souhaitable, et surtout cela nous permettrait d'avoir une position beaucoup plus nette et beaucoup plus forte devant la population.

Et puis, cette attitude n'est pas conforme à l'élan populaire que nous avions suscité pendant la campagne présidentielle. Et, pour relancer cet élan populaire, il faut refuser clairement le gouvernement avec le centre. Il faut refuser toute équivoque vis-à-vis de la Gauche, et il faut proposer cette majorité de rechange.

Or, cette majorité de rechange, vous le savez bien, elle ne peut être qu'à Gauche, elle ne peut pas être au centre, le 54ème Congrès nous l'interdit puisqu'il nous l'a dit : nous ne reviendrons au pouvoir que pour faire des réformes de structures de caractère Socialiste. Vous savez bien qu'avec le centre ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible non plus parce que la population n'admettrait pas des renversements d'alliances. Nous nous sommes accordés avec le Parti Communiste, ou plus exactement nous étions ensemble dans un même combat, lors des élections présidentielles. Nous ne pourrions pas faire un combat nouveau avec des éléments de droite, demain, nous ne serions pas compris par la population. Et puis, ce n'est pas possible simplement parce que nous somme Socialistes.

Alors, que faut-il faire? Il faut négocier avec la Gauche, il faut négocier avec nos partenaires de gauche quels qu'ils soient, négocier sur l'avenir de cette Gauche. Il faut évidemment envisager un contrat de majorité, répondre à ce problème de la majorité de rechange. Il faut envisager le problème des élections, de la tactique électorale, tous ensembles. Et il faut l'envisager sans exclusive à l'égard du Parti Communiste.

Sans doute, le Parti Communiste commet un certain nombre d'erreurs actuellement. Ces erreurs, ce sont les équivoques actuelles du Parti Communiste vis-à-vis du gaullisme. Eh bien ! Il faut les condamner, et il faut discuter pour les condamner. Mais encore, il faut se mettre à la place des Communistes. Pourquoi voulez-vous qu'ils nous fassent des cadeaux, alors que nous ne leur apportons rien en échange ? Pourquoi voulez-vous qu'ils nous fassent des cadeaux alors qu'ils savent fort bien qu'en restant purs et durs dans leurs positions, lorsque le gaullisme tombera, ils seront les vainqueurs, ils seront la planche de salut ? Ils n'ont aucune raison de nous faire des cadeaux, alors que

vous savez en plus que la politique étrangère va dans leur sens, puisqu'il y a un certain nombre d'aspects positifs.
Eh bien ! Il faut dénoncer, bien sûr, cette collusion objective du gaullisme et du Communisme, et il faut aussi nous montrer unitaires pour deux - pour reprendre une expression de Maurice Thorez. Il faut faire voir effectivement que nous sommes unitaires pour deux, que nous acceptons de négocier avec le Parti Communiste sur les problèmes de la Gauche, que nous sommes capables d'envisager cette négociation et de rester ainsi fidèles au courant populaire de décembre.
Il faut donc montrer que nous sommes fidèles, et il faut en plus se battre sur le terrain des Communistes. Et vous savez que le terrain des Communistes, c'est le terrain de l'unité, parce que l'unité c'est un thème essentiellement populaire. Pour vaincre, pour affaiblir le Parti Communiste, pour apparaître comme un parti de gauche, comme une formation forte et puissante, à Gauche, il faut aussi se battre sur le terrain des Communistes.
Apparemment ce n'est pas la direction suivie par la FGDS. Et la seule justification que je trouve à l'adoption de cette orientation c'est la nécessité de maintenir la cohésion de la FGDS. Eh bien ! Camarades, je me demande si c'est effectivement une justification. N'y a-t-il pas une contradiction à vouloir maintenir la cohésion de la FGDS en abandonnant le cas échéant nos principes ou en abandonnant une tactique claire et nette à l'égard du capitalisme ?
N'est-ce pas une contradiction, cette politique, vis-à-vis de la FGDS, lorsqu'on veut réunir l'ensemble de la Gauche en discussion avec le Parti Communiste ? Ce serait une contradiction, et nous ne pouvons pas l'approuver.
La seule politique valable, aujourd'hui, c'est une opposition de la Gauche à la Droite, très nette, très claire. Sinon, méfiez-vous, camarades, demain, parce que nous nous serions engagés dans ce magma centriste, la seule solution opposable aux gaullistes - solution sans doute démagogique, mais solution qui serait populaire - serait le Communisme, et c'est ce que vous ne voulez pas, mes camarades.
Alors, pour conclure, je voudrais vous rappeler ceci : mieux vaut finalement une saine défaite qu'une victoire délicate ou qu'une défaite confuse, car la saine défaite serait finalement la seule solution pour l'avenir de la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jeannette Brutelle. Ensuite, Albert Gazier.

Jeannette Brutelle

Camarades,
Retrouvant récemment le rapport d'Irène Laume, alors Secrétaire nationale des femmes, j'ai été surprise d'y trouver déjà exprimées les préoccupations, les difficultés que nous rencontrons encore.
Au Congrès national d'août 1946, une certaine inquiétude et un certain mécontentement s'étaient faits jour parmi les délégués. Ils reprochaient aux organismes centraux du Parti leur carence en matière de propagande,

d’éducation et de recrutement parmi les femmes. Beaucoup redoutaient les effets de cette carence lors des campagnes électorales en perspective.
Qu’y a-t-il de changé ? Rien. Sauf que l’on ne proteste plus. Sans doute n’y aura-t-il pas de place dans les résolutions de ce Congrès extraordinaire pour des résolutions de détail, et je ne proposerai pas qu’on fasse aujourd’hui une référence particulière aux problèmes qui concernent les femmes, mais à la veille des législatives, ne soyons pas tout à fait négligents dans ce domaine, camarades. Je sais bien qu’il n’y aura pas beaucoup de femmes pour porter nos couleurs dans les circonscriptions électorales. Je sais aussi que trop peu de candidats voudront s’embarrasser de traîner des camarades femmes dans la campagne électorale, de réunions en réunions, afin qu’elles fassent leur expérience de la tribune. Au moins est-il nécessaire que tous nos candidats sentent bien nos problèmes, qui sont aussi les leurs, et fassent l’effort, quel que soit leur sexe, de les aborder amplement et sérieusement.
Le document présenté par Marie-Thérèse Eyquem, sur la promotion féminine, et que diffuse la fédération, doit apporter à chacun des éléments. Les travaux des Conférences nationales féminines de la SFIO en apportent d’autres encore, dont il sera nécessaire de reprendre à nouveau connaissance.
Les femmes votent. Ce sont elles qui, refusant de laisser aux seuls hommes le soin de gérer la chose publique, seront en mesure, en raison de leur majorité, si elles en prennent conscience, de faire pencher le fléau de la balance vers la Droite ou vers la Gauche.
De cette bataille pour les législatives, qui commence et va occuper les esprits pendant les années à venir, que va-t-il résulter ?
Prenons garde, camarades, "L’aurore" de ce matin publie la réponse de M. Sanguinetti à la question de Padovani, à savoir : ce que fera le Président de la république si la majorité sort diminuée des urnes :
"En ce cas - dit-il - si par le jeu d’oppositions nous nous trouvions en face d’une assemblée ingouvernable, la dissolution serait la dernière solution. Et si le pays s’obstine à envoyer siéger des minorités incapables de s’entendre, nous nous trouverions en face d’une situation révolutionnaire. Le gaullisme offre au pays une dernière tentative libérale".
Il est indispensable, camarades, de faire taire le désaccord, et de présenter, face au gaullisme, une Gauche démocrate et Socialiste unie et forte de l’apport de la majorité électorale des femmes aussi.
Si tous, nous tous, pouvons jouer dans cette bataille un rôle décisif, nous devons, je crois, connaître, afin de pouvoir convaincre les autres, ce que le Socialisme apportera aux femmes, ce qu’un militant Socialiste candidat juge indispensable de proposer au corps électoral féminin. Les lois sont faites par les hommes et pour eux. C’est à dire qu’elles ne tiennent pas assez compte de la mentalité féminine et des besoins des femmes et de la famille. Ce n’est pas, bien sûr, l’expression d’une mauvaise volonté, mais un même problème est vu sous un angle différent selon qu’il est considéré par une femme ou par un homme. Nous l’avons déjà dit, l’homme et la femme, en politique comme ailleurs, sont complémentaires.

Il est donc de notre devoir de militants de penser aux solutions concrètes que les candidats devront proposer aux femmes. Pour cela nous devons avoir conscience de ce qui forme pour elles la stabilité, la sécurité, l'amélioration des conditions de vie. Il est naturellement nécessaire sur une série de questions plus particulières, mais toutes importantes, d'examiner la situation particulière de la femme. C'est le moyen de lui faire sentir que l'on étudie ses problèmes et aussi le moyen d'établir le contact.

Les femmes sont apparues beaucoup plus récemment dans la politique. Elles ont, moins que les hommes, tendance à philosopher dans ce domaine, elles sont plus avides de choses concrètes. Habituées à faire face aux problèmes de la gestion du foyer, de l'éducation des enfants, à faire face souvent aussi à un travail extérieur, la plupart des femmes consacrent moins de temps à la réflexion, beaucoup plus à l'action. Leur suffrage ira donc plus volontiers à celui qui apparaîtra capable de réalisations concrètes.

Bien sûr nombre de problèmes que nous allons évoquer ensemble font partie du programme général. Par exemple si nous parlons du développement des crèches près des centres universitaires, d'accorder le présalaire aux étudiants, ce qui prend une importance considérable dans le cas d'un ménage d'étudiants, ou du développement indispensable des logements sociaux, il est évident que cela entre dans le cadre général de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la construction.

A l'heure actuelle, dans la presse, les articles, enquêtes, ouvrages sur la condition féminine se multiplient. Tous mettent en évidence les difficultés rencontrées par les femmes dans un monde en évolution rapide qui a bouleversé les conditions de la vie humaine. Les hommes, certes, sont aussi touchés par cette rapide évolution, mais plus profondément encore les femmes souffrent de ce bouleversement. La femme, en effet, est passée très vite d'un monde traditionnel où sa place et son rôle étaient strictement limités au foyer comme ménagère, épouse, éducatrice de ses enfants, dans une société où de plus en plus de choix lui sont offerts à la suite de son accession à la scolarité et à la culture universitaire.

Vite, en quelques années, la femme, la jeune femme surtout fait face, travaille au dehors mais ne néglige pas ses propres responsabilités Ainsi, la femme d'aujourd'hui se trouve dans une situation inconfortable. Voulant librement exercer une profession, elle doit aussi s'occuper de son foyer, de ses enfants et se surmène. Si elle est alors contrainte à renoncer de travailler au dehors, dans la plupart des cas elle se sent seule, brimée, et malheureuse.

De plus, la société se fait encore une idée toute traditionnelle de la femme, si bien que beaucoup éprouvent une sorte de sentiment de culpabilité à ne pas s'y conformer.

De plus en plus nombreuses, les femmes sont aussi de plus en plus nombreuses à s'éduquer. La scolarité féminine est récente puisqu'elle ne date que de 1850, et pourtant en à peine un siècle, les jeunes filles tiennent une place considérable dans la population scolaire, au-delà de la scolarité obligatoire : 52,8% dans l'enseignement secondaire et supérieur, contre 2% au début du siècle.

De plus en plus nombreuses à s'éduquer, les femmes sont aussi de plus en plus nombreuses à réussir aux examens : 2% en 1910, 50% en 1966.
Ce phénomène du développement de la scolarisation des filles et de leur égalité sur ce plan avec les garçons est extrêmement important et aura de plus en plus d'influence sur l'évolution même de la condition féminine.
Et en premier lieu, la conséquence directe d'une telle évolution se répercute sur l'activité professionnelle des femmes. Il est inadmissible, camarades, de donner aux jeunes filles des possibilités identiques à celles des garçons et de ne pas leur donner ensuite des chances égales pour entrer dans la vie professionnelle et pour progresser.
Nous ne sommes qu'au début d'une évolution dans les effets commencent à se faire sentir et qui se traduiront dans 10 ou 15 ans par un véritable état de crise.
Egalité des chances dans la vie professionnelle de la femme, voilà ce qu'en Socialistes, nous demandons. Nous rejetons les pseudo-solutions, le travail à mi-temps, le leurre du travail domestique professionnalisé, la théorie de la différenciation sexuelle de la profession. En vérité, ce n'est que dans la réduction générale de la durée hebdomadaire du travail pour tous, le développement de la journée continue, le développement d'un équipement social permettant systématiquement l'accueil des enfants en bas-âge, que des solutions raisonnables à ce problème interviendront.
Comment arriver à permettre à la femme de concilier ses tâches familiales et professionnelles ? Je ne reviendrai pas ici sur ces sujets que nous avons préconisés lors de le dernière Conférence nationale des femmes Socialistes du Pré Saint Gervais et je pense que nous pourrions conclure comme l'avait fait la Conférence internationale du travail féminin : "Tout être humain, homme ou femme, a le même droit à la vie, et par conséquent le droit de se procurer, par son travail, les moyens d'assurer son existence en toute dignité".
Tout être humain, ajouterons-nous, a droit à un salaire égal pour un travail égal. Si, sur le plan légal, en effet, la femme salariée est devenue l'égale de l'homme, il n'en est pas ainsi dans la réalité. Sur le plan juridique, la femme a-t-elle acquis une place égale à l'homme ? Non. Limitée encore dans la gestion de ses biens, l'autorité de la femme l'est aussi dans le rôle capital qu'elle exerce, celui de l'éducation de ses enfants. Il nous apparaît indispensable de rétablir l'équilibre des pouvoirs respectifs du père et de la mère et de substituer, en particulier dans ce domaine, l'autorité parentale à la puissance, paternelle.
Enfin, il est un problème auquel est liée intimement la promotion de la femme, c'est celui qui touche à sa fonction reproductrice, celle de la maternité. De Gaulle, dans son allocution radiotélévisée du 31 décembre 1962, affirmait que la France moderne pourrait compter 100 millions d'habitants. Nous n'avons pas ici le temps d'approfondir les thèses du planning familial, mais nous devons souligner la nécessité, pour tous les candidats, de les soutenir et de les divulguer dans leur campagne électorale.
Lutter contre l'avortement en essayant d'obtenir l'abrogation de la loi de 1920, voilà ce que nos camarades Dejan et Rigaudy essayaient de faire à l'Assemblée Nationale, déjà en 1953. Nous devons les aider de toutes nos forces en faisant

connaître largement à l'opinion publique qui s'y intéresse, au cours de la campagne électorale, les objectifs du planning familial et la ligne générale de son action. Ainsi, la femme délivrée de la peur d'aimer, se sentirait psychologiquement libérée.
Camarades, la femme moderne se libère peu à peu et dans tous les domaines. L'image de la femme de 1966 n'est pas la même, que celle d'il y a 20 ans. La jeune femme veut s'éduquer et souvent travailler, considérant que de sa libération économique dépend sa libération totale. Avez-vous songé à ce qu'il y a de dur, pour une femme, à vivre sur le seul salaire de son mari ? La femme d'aujourd'hui travaille parce que son ménage en a besoin. Elle travaille aussi parce que cela lui plaît. A la notion de femme entretenue par son mari, se substitue celle de compagne qui participe comme lui à acquérir les ressources, du ménage.
Une profonde transformation de la mentalité féminine s'opère doucement, mais sûrement, une transformation qui va vers le sens de la libération de la personne humaine, une transformation dont nous ne voulons pas nous apercevoir, que nous sentons pourtant, mais que nous repoussons du champ de nos réflexions comme si nous voulions la renier.
Les femmes votent, camarades, les femmes votent en France comme dans de nombreux pays, mais comparons les résultats obtenus chez nos frères socio-démocrates, par rapport aux nôtres.
En Angleterre, sur 562 parlementaires Socialistes, il y a 19 femmes.
Sur 191, 31 femmes en Suède.
Sur 64, 4 en Belgique.
Sur 74, 1 en Autriche.
En France, sur 63 députés SFIO et 3 apparentés, nous n'avons aucune femme, 1 seule au Sénat, alors que les autres familles politiques, ont toutes des femmes élues.
Les femmes représentent plus de la moitié du corps électoral, 54,3% ceci tout le monde le sait. Mais quels sont les responsables des Partis, clubs, courants de pensée, et des forces vives, qui se préoccupent vraiment du problème en direction des femmes ? Je sais bien que, dans 10 ou 15 ans, nombreux seront ceux - et ils arriveront d'ailleurs à le démontrer - qui auront été les premiers défenseurs de la promotion féminine.
A l'heure où, en France, la multiplicité des Partis et des formations fausse la vie politique du pays, une tentative de regroupement organique des forces de la Gauche démocrate et Socialiste s'accomplit par la voie, de la fédération. Serons-nous capables de faire appel aux femmes, en Socialistes, et dans la profondeur de toutes nos convictions ? Nous avons, certes, retrouvé, dans la charte de la fédération, l'essentiel de ce qui pouvait figurer à ce niveau, et si nous pensons que le programme de la FGDS, dans le domaine qui nous concerne, ne présente pas un caractère suffisamment concret, si nous considérons qu'il ne reflète pas une connaissance directe des conditions d'existence, des problèmes et des besoins réels des femmes ouvrières, au moins sommes-nous persuadés qu'il peut être précisé par chaque candidat.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes heureuses, de voir une femme, même si elle n'est pas des nôtres, et quelque soient les problèmes d'ordre secondaire qui nous séparent parfois, siéger au Comité exécutif de la FGDS, sur 54 membres.
Nous remercions sincèrement le candidat unique de la Gauche, aux élections présidentielles, non seulement d'avoir su ne pas négliger ce problème, à l'occasion de la campagne, de n'avoir pas hésité à consacrer un meeting à la mutualité plus spécialement destiné aux femmes et qui connut un grand succès.
Nous nous félicitons que se soit imposé à lui le besoin d'élever le débat qui nous concerne au niveau des principes, rejetant toute idée de démagogie électoral et ne laissant aucune place à aucun particularisme outrancier.
Mais aujourd'hui, toute la question est pour nous de savoir si à la veille des législatives, son exemple sera suivi, dans quelle mesure, dans quel esprit il le sera, et quel rôle le Parti entend jouer dans ce domaine.
A l'heure de la fédération, camarades, la femme sera-t-elle au rendez-vous de l'histoire ? Je l'espère.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Albert Gazier, ensuite à Nottebart.

Albert Gazier

Camarades, une grande bataille comme celle qui s'engagera au plus tard au mois de mars prochain doit être évidemment menée avec optimisme et confiance, mais il serait très dangereux de la préparer dans l'illusion. Or, c'est de la préparation dont il s'agit aujourd'hui.
C'est un fait que, depuis 1956, le total des voix Communistes, Socialistes, divers- Gauche et radicales a décliné, le point le plus bas ayant été atteint aux dernières élections, le 5 décembre, aux élections présidentielles, premier tour.
Il me semble difficilement contestable également que l'UNR et ses alliés ne se trouvent pas aujourd'hui dans une position plus difficile que cinq mois avant les dernières élections législatives. Cette situation peut changer, elle doit changer, mais elle ne se modifiera pas si, au départ, nous n'avons pas pleinement conscience de son caractère sérieux. Or, certains arguments gaullistes, on l'a dit à cette tribune, il faut le répéter, portent notamment sur le reproche fait à l'opposition de ne s'entendre que selon la critique et de paraître incapable, de gouverner avec efficacité, cohésion et stabilité, si le pouvoir lui échappe.
Il n'est pas de tâche plus importante que de détruire cette réputation.
Les élections de 1967 doivent être aussi un point de départ pour une remontée, et il ne serait pas bon de sacrifier l'avenir de la Gauche à des commodités passagères.
Il faut considérer avec, beaucoup d'attention les élections prochaines. Elles ont une importance essentielle, mais la vie politique ne s'arrêtera pas en mars 1967, et nous devons replacer ces élections; dans une vue plus lointaine et ne rien faire, en tout cas, qui puisse compromettre l'avenir.
Ne nous bornons donc pas à bâtir des stratégies habiles pour qu'au deuxième tour se rassemblent toutes les voix antigaullistes. Avant le deuxième tour, il y

aura le premier. Si une tactique de deuxième tour, même géniale, nous fait perdre des voix au premier, nous aurons fait du mauvais travail.
Dans l'électorat gaulliste, cela a été dit aussi et il faut le répéter, il y a des gens de gauche. Le jour où nous les récupèrerons, nous aurons la majorité, mais nous ne récupérerons pas au deuxième tour de scrutin ceux que nous n'aurons pas récupéré au premier.
A côté de ces éléments, donc, il y a des progrès incontestables du côté de la Gauche. Ils sont encore insuffisants, mais ils sont extrêmement précieux. C'est d'abord la création de la fédération. La vie de la fédération est parfois difficile, mais nous sentons bien que sa disparition nous reporterait très loin en arrière et devrait être considérée comme une véritable catastrophe.
Le contre-gouvernement est un progrès, parce qu'il correspond aux exigences de préparation, de spécialisation et de sérieux que l'opinion exige des hommes politiques. Le programme est bon, dans l'ensemble, il présente des parties excellentes. C'est probablement une coïncidence, mais ces parties excellentes sont justement celles dont Schmidt nous a dit tout à l'heure qu'elles avaient été rédigées essentiellement par les Socialistes.
Il y a des parties qui sont bonnes sans plus. Il y en a quelques-unes, pas nombreuses, auxquelles les Socialistes n'ont pas participé, mais qui appellent des révisions immédiates, notamment dans le domaine social.
Parmi les, progrès découlant de l'existence de la fédération il y a la présentation unique de candidats aux élections prochaines. Où en serions-nous si cela n'avait pas été réalisé ?
Enfin, parmi les points positifs, je veux placer le débat doctrinal avec le Parti Communiste. Le débat doctrinal est une œuvre de longue haleine. Il s'engage actuellement; il était inévitable au départ qu'on échange des généralités et qu'il apparaisse beaucoup plus comme deux monologues juxtaposés que comme un véritable dialogue. Mais l'heure du dialogue viendra et ses résultats, même s'ils ne sont pas immédiats, peuvent être extrêmement importants pour l'avenir du Socialisme.
Ces progrès donc sont considérables, mais il y a tant à faire et tant de retard à été pris depuis huit ans que l'opinion - je parle de l'opinion de gauche - est encore insatisfaite. Je crois qu'on ne la satisfera pas seulement avec un mot d'ordre purement négatif, par exemple, battre l'UNR, car il faut, répondre à la question de chacun, de nos électeurs et si vous y parvenez, qu'est-ce que vous ferez ensuite ?
Sur ce point, je partage ce que disait tout à l'heure Fleury à cette tribune. Il ne s'agit pas du tout de pureté, de vertu, il s'agit de logique et de cohérence. L'exclusive du Parti Communiste contre les démocrates de progrès est évidemment inadmissible. Plus d'un million cinq cent mille d'entre eux qui avaient voté pour Lecanuet au premier tour, ont voté pour Mitterrand au second tour. La plupart d'entre eux sont d'accord sur des réformes importantes de la société. Nous serions complètement fous de nous priver de leur concours qui, d'ailleurs, nous est indispensable.

Fondation Jean Jaurès

De même, l'exclusive de Lecanuet contre le Parti Communiste est également inadmissible. Le Parti, sans l'appui des Communistes, ou plus exactement la Gauche est impuissante. C'est vrai que l'attitude actuelle, provisoire sans doute, mais dangereuse du Parti Communiste ne favorise pas beaucoup les actions conjointes, mais nous devons tout faire pour hâter le jour souhaité dans les rangs du Parti Communiste lui-même, où la direction du PC voudra bien considérer que la priorité est à réaliser progressivement le Socialisme et non pas à faire de la France l'alliée provisoire de l'URSS, alliée qui, d'ailleurs, serait rapidement sacrifiée en cas d'accord entre les Etats-Unis et le bloc de l'URSS.
(Applaudissements)
Mais nous ne pouvons pas apporter nos voix à un candidat qui, en apparence, serait hostile au régime actuel et dont nous saurions que le lendemain du scrutin, il rejoindrait le camp UNR.
Comment trancher ces difficultés ?
Le moment est-il venu d'établir un contrat de majorité, comme le souhaitent Quillot et Jules Moch ?
Je le souhaite et tout le monde le souhaite avec eux, mais le moment est-il venu? Est-ce réalisable ?
Hélas, ce n'est pas encore possible ! Et si ce n'est pas possible, eh bien, il faut aller dans ce sens, parce que c'est la bonne voie, mais sans ambitions prématurées.
Nous devrions demander aux candidats pour lesquels le désistement serait envisagé, comme susceptibles de battre l'UNR, d'apporter leur accord sur un extrait de notre programme, fait non pour écarter mais pour unir, extrait voisin des positions, des options de François Mitterrand, mais plus simple, une sorte de programme "minimum", et cela ne me gênerait pas qu'on l'appelât un "mini-programme !"
Par exemple, et c'est purement indicatif, pourraient figurer dans cette liste des principes fondamentaux, sans détail : la démocratie, ce qui veut dire l'hostilité au pouvoir personnel - la liberté de l'information - les priorités à l'enseignement - la justice fiscale, - le progrès économique et social et la volonté de coopération internationale.
J'insiste sur ce point : si nous voulons établir un programme commun en matière de politique internationale aujourd'hui, nous n'y parviendrons pas et, pourtant, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de commun dans les vrais opposants au régime ? Ce qui est commun, ce n'est pas l'accord sur telle ou telle structure de l'Europe – nous savons bien que cet accord n'est pas encore réuni, - mais c'est de remplacer une politique égoïste de nationalisme par une volonté de coopération internationale et il faut faire sortir ce qu'il y a de positif dans cet accord sur une formule qui n'est pas du tout une pure et simple généralité.
Certes, cet ensemble de points fondamentaux, ce n'est pas encore un programme de gouvernement ; c'est un effort pour rassembler sur des notions positives et non pas sur une seule opposition au régime.
Et, ensuite, sur ces bases, il faudra aller plus loin.

Fondation Jean Jaurès

Ce n'est pas, camarades, un artifice de présentation, mais l'expression d'une volonté de construction, encore modeste, mais réelle.
Si nous sommes d'accord, nous présenterons cela au candidat qui, au deuxième tour, sera le mieux à même de battre celui de l'UNR ou des Giscardiens. S'il l'accepte, il aura nos voix et nous pourrons facilement expliquer notre décision à l'opinion.
S'il ne l'accepte pas, nous ne voterons pas pour lui, parce que nous aurons la certitude que, le lendemain, il rejoindra l'UNR, que c'est peut-être un républicain, mais que c'est un homme de droite avant d'être un républicain.
A la veille de la grande bataille qui va s'engager, dans des conditions certes difficiles, le Parti doit manifester, je ne dirai pas son unité, je dirai son unanimité.
Un certain nombre de camarades qui, depuis plusieurs années, ont déposé des motions, n'en ont pas présentées, à la veille de ce Congrès extraordinaire, de manière à ne pas cristalliser les positions ; ils feront beaucoup pour aboutir, au sein de la Commission des résolutions et à la séance de demain, l'unanimité mais, dès maintenant, nous voudrions convaincre le Congrès qu'il est essentiel de replacer les élections prochaines dans une vue à long terme, de se battre, pas seulement avec des mots comme : anti, contre et non, mais avec une sérieuse et efficace volonté d'action.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Nottebart ; ensuite Thibault.

Arthur Nottebart

Camarades, l'ordre du jour du Congrès se situe, en vérité, entre : le Parti, rapport de l'exécutif, FGDS, élections législatives.
Personnellement, je me limiterai à parler des élections estimant que, dans le rapport de la FGDS, des camarades ont trouvé, je pense, satisfaction à leurs espérances.
Mais, je voudrais, au départ, introduire une notion de procédure qui sera, sans aucun doute, importante dans la campagne électorale, en raison de la délégation qui a été donnée à l'exécutif pour le deuxième tour, il se posera, dans l'ensemble des fédérations, des questions d'ordre pratique, à savoir qu'il aura pour mission de veiller à l'exécution de la politique définie par l'exécutif, concernant le deuxième tour.
Nous avons pensé, à la fédération du Nord, qu'il aurait été bon de demander à l'exécutif national que délégation soit faite aux fédérations départementales, compte tenu du délai relativement court entre le dimanche soir et le mercredi minuit, dernière heure pour le dépôt des candidatures. Nous pensons qu'il y a là un point pratique qu'il serait bon que le Parti soulève à la prochaine réunion exécutive, après le Congrès national.
Puis-je en venir alors à l'objet de mon intervention, plus exactement au problème de la tactique, à savoir : comment nous aborderons aussi les élections législatives, et vous me permettrez de constater, avec vous, le curieux pas de

danse qui se déroule à travers le pays, un pas de danse qui ressemble un peu à un quadrille, c'est-à-dire quelques pas en avant, quelques pas en arrière, tantôt de nos partenaires, tantôt de nos adversaires et tantôt du gouvernement. Cependant, la chose n'est pas plus compliquée que d'habitude ! Une élection, ça suppose un programme, cela suppose des candidats et, en fonction des résultats du 1er tour, essayer d'en tirer le meilleur profit que l'on peut, au lendemain de la consultation électorale ! Est-ce qu'il n'en a pas toujours été ainsi depuis que le Parti existe et depuis que la République existe dans ce pays, comme dans d'autres ?

Alors, pourquoi essayer de transplanter cette campagne électorale autour d'un seul sujet : qu'allez-vous faire au deuxième tour ?

J'aurais cru, personnellement, qu'on allait mettre plus l'accent sur la bataille électorale elle-même, ce qui veut dire qu'on s'occuperait du 1er tour, de la campagne électorale, de la diffusion du programme du Parti, en essayant de déclencher, dans l'opinion publique, un courant de volonté, un courant de passion qui nous permettrait de triompher au lieu, par avance, d'anticiper sur un échec éventuel qui, tout naturellement, porte préjudice à la volonté de combat du 1er tour !

Je crois que c'est là une erreur et je dis, après d'autres, que le problème n'est pas seulement, peut-être, de battre l'UNR, mais, qu'on le veuille ou non, une campagne électorale s'engage contre une formation politique qui détient le pouvoir et, si nous voulons triompher au 1er tour, il faut bien envisager de battre l'UNR et prendre, en conséquence, toutes les dispositions nécessaires à ce sujet, et se pencher sur le programme.

Gazier en a parlé, tout à l'heure, du programme et je suis d'accord avec lui pour dire que, parfois, sur certains points, il peut y avoir des insuffisances, mais je voudrais que les camarades du Parti, qui ont reçu le programme, se soient penchés sur celui-ci et le comparent seulement avec le programme des élections de 1963 car ils y verront qu'il y a peu de retrait, je dirai même qu'il y a souvent des précisions supplémentaires, dans le domaine du programme de la fédération.

Donc, un programme, le faire connaître, bien entendu et, aussi, essayer de définir une tactique, voir dans quelle mesure nous avons raison d'envisager la bataille de telle ou telle façon.

Dans le catalogue des priorités qui a été établi par l'exécutif, nous voyons, bien entendu : partout où les candidats de la fédération sont en position de mener le combat contre le pouvoir personnel, ils seront maintenus, - c'est une vérité de la Palice qui n'est pas nouvelle, - mais enfin qu'il faut rappeler, parait-il, dans les résolutions.

Ensuite, il y a quelques points parmi lesquels on déclare : ils feront le combat de tout candidat qui se sera engagé à, soutenir, durant son mandat, les choix essentiels de la fédération.

Nous pensons, nous l'avons examiné, que peut-être ce point ne se place pas bien en numéro 3, que peut-être nous pourrions le décaler en troisième ou quatrième position, étant donné que nous savons, - et cela j'en parlerai tout à l'heure, - que

Collection Jean Jaurès

cela ne vise que le cas de quelques hommes qui, je le souhaite, ne seront pas plus gênants qu'encourageant dans la bataille électorale !
Et puis, la priorité devrait être, à mes yeux : "ils se désisteront partout pour tout candidat de la Gauche en mesure de battre les tenants du pouvoir personnel".
A la suite, nous essaierons de faire triompher ceux qui seront les moins mauvais.
Y a-t-il là quelque chose de nouveau ? Y a-t-il là quelque chose qui prend le caractère d'être spécifique ? Je ne le crois pas, cela a toujours été la position des républicains : au 1er tour, on choisit, au 2ème tour on élimine.
Puis "si évidemment on ne peut éliminer, on peut simplement engager la campagne sur nos candidats strictement".
Vous me permettrez de rappeler que, cela, c'est la politique du pire, d'une certaine façon, et qu'il manque sans doute un complément, dans le programme, c'est la création d'un monastère : "dans la mesure où nous n'avons pas la majorité pour diriger le pays" ! Je ne crois pas que ce soit sérieux et comme il faut bien envisager de changer la position politique de ce pays, il faut bien que le Parti accepte de faire la politique du choix au 3ème tour, avec un ordre de préférence qu'on s'obstine à ne pas vouloir comprendre autour de nous.
Et, bien entendu, il arrive que le Parti Communiste en particulier, pose, dans l'intervention du citoyen Marchais, au dernier comité central qui s'est tenu à Romainville, les 18 et 19 octobre, quelques questions dont les suivantes : "Sans doute, les dirigeants de la fédération envisagent aussi de réaliser certaines ententes avec les Communistes, mais une question mérite de leur être posée : ils disent "partout où nos candidats pourront être élus, nous les maintiendrons", est-ce que cela veut dire que lorsqu'ils pourront y parvenir avec tout le soutien de la Droite contre un candidat Communiste arrivé en tête au 1er tour, ils le feront ? "
Cette question mérite réponse et je crois que, là-dessus, le Parti doit être très net, à savoir qu'il n'est pas possible de laisser, comme arbitre, dans ce cas-là, l'UNR disposer de la volonté ou non de faire élire un candidat du Parti, mais je crois qu'il nous faut, nous aussi, poser la question au Parti Communiste de la même façon, c'est-à-dire : "lorsque vous aurez à choisir entre un républicain, fut-il même républicain modéré, et un candidat UNR, est-ce que vous choisirez de battre l'UNR, ou est-ce que vous permettrez purement et simplement d'assurer le succès de l'UNR ? "
Ce serait peut-être la réponse du berger à la bergère, mais en tous les cas c'est le complément indispensable qui manque au rapport.
Et encore plus loin, on dit : "En tout cas, à la fédération, les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti radical envisagent des alliances à Droite".
Je dis qu'il est dommage qu'on ne sache pas lire car, dans le texte de l'exécutif, nulle part il n'est question d'alliances avec qui que ce soit ! Il est question d'un programme de la FGDS, il est question de maintenir nos candidats et, au deuxième tour, sans poser aucune motion, d'assurer la défaite de l'UNR !
Alors, rendons à César ce qui appartient à César et faisons dire à ceux qui le veulent, qu'il n'y a pas d'alliance de notre part avec la Droite, pas plus d'ailleurs, jusqu'alors, avec le Parti Communiste lui-même.

Collection Jean Jaurès

Puis, on nous a dit, un peu plus loin toujours : "Les dirigeants de la fédération prennent de lourdes responsabilités en décidant de réaliser les alliances à Droite".
Je dis qu'il faut absolument crever cette fausse vérité, obliger le Parti Communiste à prendre ses responsabilités et arriver à lui poser, nous aussi, des questions précises :
- Est-ce que M. Billoux, oui ou non, en Corse, a prononcé ce discours dans lequel il déclare qu'il faut s'attendre à ce que les candidats Communistes se maintiennent au second tour ?
- Est-ce que lorsque M. Waldeck-Rochet, dans la brochure diffusée au travers du pays, reprend la critique, la critique véritablement presque systématique, du programme de la fédération, pense que c'est là une opération constructive pour arriver rapidement, ensemble, à, un programme commun, quand on voit, dans ces pages, la dénonciation quasi automatique du programme et quand nous trouvons, à la dernière page, le paragraphe suivant : "Eh bien, non, nous ne voulons pas revenir à ces combinaisons politiciennes du passé, nous voulons en finir avec le régime du pouvoir personnel, mais pas pour livrer la France à un homme au pouvoir réactionnaire".
Nous posons la question très simplement : Est-ce que parce que de Gaulle a maintenant dénoncé l'OTAN, est-ce que parce que de Gaulle maintenant mène politique antiaméricaine, il aurait gagné la bénédiction du Parti Communiste français ?
Je crois qu'il faudra bientôt poser la question nettement au Parti Communiste et aussi rappeler qu'en 1963 -beaucoup de camarades l'ont dit, mais il faut le répéter encore, - le Parti Communiste s'est retiré pour plus de 20 candidats qui n'étaient pas des hommes de gauche, mais des MRP et parfois des indépendants. Alors, est-ce que ce qui était bon en 1963 serait mauvais en 1966 ou, plus exactement, est-ce que c'était bon en 1963 parce qu'a un moment donné ils ont pensé peut-être qu'il fallait agir ainsi et qu'aujourd'hui, M. de Gaulle ayant dénoncé le Pacte de l'OTAN, alors il faut voter pour les candidats UNR ?
Je voudrais dire, après Christian Pineau qui a relaté tout à l'heure la réponse d'un diplomate des pays de l'Est, qu'étant alors à Moscou, avec notre camarade Raust, cette affirmation nous a également été donnée par les principaux responsables à Moscou, en disant très nettement qu'ils regrettaient que le peuple français ne soit pas unanime derrière de Gaulle ! Cela, il faut le dire et il faut arriver à démontrer à la classe ouvrière française qu'on ne craindra pas, chaque fois où l'intérêt soviétique sera en jeu, de piétiner les intérêts des travailleurs, voire même les intérêts de la République, parce qu'à un moment donné il y aura concurrence entre les intérêts des uns et des autres.
Je pense aussi qu'il faudra que le Parti, à travers la fédération, lance un appel par avance en vue d'assurer la bataille du 2ème tour, à savoir qu'il n'est plus possible, qu'il n'est plus pensable, dans le moment où nous sommes, que des formations qui se prétendent des forces d'opposition au régime gaulliste, tels que les syndicats, par exemple, telle que la ligue de l'enseignement, d'autre part, se contentent de rester muets et silencieux dans la bataille du 2ème tour.

(Applaudissements)
Il faudra qu'ils rejoignent, eux aussi, les combattants de l'antigaullisme en prenant leurs responsabilités.
Il faudra qu'on arrive à savoir si véritablement on veut faire un jeu d'apolitisme ou si l'on veut se débarrasser du régime gaulliste.
Puis, on a parlé un peu du PSU, ce matin, d'une longue lettre reçue du PSU.
Nous avons appris, à l'exécutif de la fédération, que M. Mendès-France, - et nous l'avons appris par la presse, comme vous-mêmes, - que nos camarades de l'Isère auraient, paraît-il, approuvé la candidature de M. Mendès-France comme candidat de la fédération.
Personnellement, je n'ai rien contre M. Mendès-France jusqu'alors, mais j'ai le droit de dire qu'il n'est pas possible que la fédération accorde son patronage à un homme du PSU, fut-il même M. Mendès-France, si, dans le même temps, nous ne prenons pas des précautions si nous ne voulons pas de candidatures PSU dans les autres circonscriptions... (applaudissements)... pour parfois faire le jeu du Parti Communiste et, tout naturellement, nous mettre en position de retrait !
Il faut qu'il y ait là, des engagements précis et j'ajoute qu'il serait assez contradictoire et assez curieux que M. Mendès-France soit le candidat de la fédération dans l'Isère et que, dans le même temps, au nom du PSU peut-être il prenne la parole sur les ondes de la radiodiffusion française en demandant aux électeurs de voter pour son Parti bien qu'étant le candidat de la fédération !
Je crois que, là, la question méritera d'être posée à l'exécutif !
Et alors, quand nous voyons, depuis quelque temps, le Parti Communiste reprendre ses slogans, à la fois par la presse nationale et par la presse régionale : "Doit-on recommencer...", et bien, c'est nous qui devons nous dire : "Veux-t-on recommencer l'opération de 1938, veux-t-on rejouer la politique du pire, classe contre classe ?"
Je crois que ce sont des questions, à notre tour, à poser au Parti Communiste !
Eh bien, mes camarades, nous disons, nous, très simplement, même si le Parti Communiste veut faire le jeu, même si le Parti Communiste veut refaire la tactique de 1938, de la même façon que nos camarades, en 1938, ont joué le jeu, le Parti et la fédération devront jouer le jeu à l'égard des candidats Communistes, les travailleurs n'auront qu'à juger et essayer d'en tirer des conclusions.
Pour moi, les jeux sont clairs, ils le sont depuis longtemps, et je pense que pour l'ensemble des républicains et pour l'ensemble des Français, ils devraient l'être encore beaucoup plus, depuis l'interview de M. Pompidou et depuis le discours de de Gaulle d'hier car, maintenant, nous le savons, les uns et les autres : si, demain, la campagne électorale faisait que la majorité des parlementaires ne soit pas constituée d'inconditionnels, M. Pompidou nous a prévenus, quelles que soient les espérances du peuple de ce pays, eh bien il faudrait que le gouvernement de demain continue la politique de de Gaulle, envers et contre tout, ce qui veut dire, en termes clairs, aux Français : "Votez comme vous le voudrez, mais nous ferons ce qu'il nous plaît !"

Je crois qu'il y a là une opération à dénoncer dans le pays, une opération à mes yeux très grave, qui nie le respect de la liberté et de la démocratie.
Et, il y a les affirmations d'hier de de Gaulle, qui reprennent, en somme, les mêmes termes. Je crois, personnellement, que les républicains devraient apprécier les conclusions de cette prise de position politique et engager la bataille comme il convient.
L'engager au 1er tour, l'engager certes sur le programme de la fédération, l'engager avec courage, avec bonne volonté et avec une volonté très nette d'agir contre le régime actuel en dénonçant le régime gaulliste.
De Gaulle disait, hier, à la télévision : "régime de la continuité" ! De Gaulle a raison ! Depuis qu'il est au pouvoir, c'est le régime de la continuité, c'est le régime de la continuité du mensonge permanent, à tous les stades et dans tous les domaines ! Là, il y a continuité !
(Applaudissements)
Il y a continuité dans la violation de la Constitution et dans la façon dont il l'interprète !
Il y a continuité du mensonge à l'égard du problème de l'Algérie, et là je crois ne pas avoir besoin de rappeler les raisons, mais il y a aussi peut-être pour nous un excellent terrain électoral, si des camarades voulaient reprendre son discours de Phnom-Penh qui a trait à l'opération du Viêt-Nam, où l'on trouve alors la démonstration la plus évidente d'un culot monstre d'un homme qui ne craint pas de mentir en permanence lorsqu'il déclare : "Faites comme nous, en Indochine, faites la paix, respectez les accords de Genève comme nous le faisons avec l'Algérie" !
Voyons, camarades, essayons un peu de nous souvenir, les uns et les autres !
Qui a approuvé, qui a écrit : "Je vous félicite", à l'Amiral Thierry d'Argenlieu, quand il tirait dans la baie d'Along ?
(Applaudissements)
Pourquoi ne pas dire aussi et répéter : "Qui a interdit à, Leclerc de remplir une mission d'information en Indochine quand Léon Blum l'avait mandaté, sinon encore le même de Gaulle.
Et quand de Gaulle prêche la paix au Viêt-Nam, qui a combattu et a condamné l'accord de Genève, sinon encore le même !
Et alors quand il déclare qu'un grand peuple n'est pas diminué quand il quitte un terrain étranger au sien, qu'il cite l'exemple de l'Algérie, celui qui est venu au pouvoir au nom de "l'Algérie française", celui qui a déclaré à ce moment-là : vous êtes tous des Français à part entière, de Dunkerque à Tamanrasset !", je trouve qu'il a un certain culot, et le pire c'est qu'il s'en sert et que l'opinion publique n'a pas le courage et la volonté de réagir contre !
(Applaudissements)
C'est là, peut-être, qu'il faut montrer la vérité !
Et puis, quand j'entendais à un moment donné mon camarade Mellick dire que les jeunes ne seraient peut-être pas de ce combat, parce qu'il y a là des points qui ne permettent pas, d'après lui, d'encourager, d'entraîner la jeunesse, quand j'entendais des camarades dire qu'il faut retrouver ceux qui nous ont

Fondation Jean Jaurès

abandonnés à un moment donné, parce qu'ils ont trouvé de Gaulle et voté pour l'UNR, je dirai que le problème, pour nous, n'est pas de savoir s'il faut retrouver ceux-là, entraîner les jeunes, le problème est simplement d'expliquer la position du Parti, de l'expliquer en clair, de se battre sur tous les terrains, en disant qu'à l'heure actuelle, ce qui est capital dans la bataille politique, que vous le vouliez ou non, mène sans contrat de majorité - je suis de ceux qui le pensent -c'est de tout faire pour restaurer dans ce pays ce qu'il convient d'appeler un régime démocratique véritable, c'est de tout faire pour que la République fonctionne normalement, en un mot c'est de tout faire pour nous débarrasser de ceux qui faussent le jeu, de de Gaulle et de son équipe, en permettant à ce pays de retrouver un fonctionnement normal.
Il y a cela, et puis peut-être que nos camarades devraient dénoncer avec un peu plus de volonté, un peu plus de courage, les scandales de ce régime, les scandales dans tous les domaines, et ils sont nombreux !
Enfin voyons, camarades ! Quand nous nous rappelons, à quelques-uns, ce que représentaient à l'époque de 1934 les scandales de Stavisky, la banque Oustric, Mme Hannaud, ils étaient bien minces à côté des scandales du régime actuel, que nous pourrions prendre dans tous les domaines et que nous pourrions illustrer en quelques formules : cour de justice, cour de sûreté de l'Etat, acceptation par les Français de "mettre à l'ombre" pendant trois jours des hommes, sans contrôle et sans moyen de se défendre... Quand on pense que dans ce pays on a été capable à un moment donné, à l'époque de Zacco et Venzetti, de mobiliser des centaines de milliers de personnes parce qu'on avait porté atteinte à la vie d'un homme, et que dans le scandale Ben Barka - qui n'est pas de savoir si M. Ben Barka doit être considéré aujourd'hui d'une façon ou d'une autre - il a été permis qu'en France, qui était jadis terre d'asile, on enlève un homme purement et simplement. Quand on pense au dernier scandale de l'Intra-Bank, sur lequel nous pourrions parler beaucoup... Est-ce qu'il n'y a pas là, pour le Parti, moyen de déclencher une campagne d'action ?
Et si nous y ajoutons, alors, les rancœurs de ce vieillard qui essaye de rattraper ce qu'il n'a pas pu faire il y a aujourd'hui vingt ans, j'ai l'impression, camarades, qu'il y a là, pour nous, de quoi nous battre avec confiance, nous battre avec volonté.
Et pour le reste, alors, qu'on nous fasse confiance ! Au premier tour, si on veut bien, nous serons les gagnants, et si l'on ne veut pas, nous ferons tout, tous ensemble, pour que les perdants soient l'UNR, De Gaulle et toute son équipe !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, la parole est à Pierre Thibault, ensuite à Peyrassol.

Pierre Thibault (Loiret)

Chers camarades, les expressions de programme, alliance, majorité, tactique, reviennent constamment dans les déclarations des leaders politiques ou dans les comités des organisations et des partis. Cependant, un fait est certain : le corps électoral attend le maximum de clarté dans la vie politique française.

Or, certes, divers éléments brouillent aujourd'hui les cartes, que ce soit le phénomène gaulliste - des électeurs de gauche ou d'extrême-Gauche ont dû voter pour le général de Gaulle lors des élections présidentielles -ou la multiplication des chefs de file du centre, Lecanuet, Giscard d'Estaing, Edgar Faure, Pisani ; le centre est bien vaste, il a l'air d'un marais.
La fédération de la Gauche démocrate et Socialiste est une étape vers la simplification et la clarification de la vie politique française, mais la fusion des groupes fédérés, dont nous sommes partisans, devra être la seconde phase.

Le président - Camarades, je vous prie de faire silence et d'écouter l'orateur qui est à la tribune !

Pierre Thibault - Au moment où il est question de programme, d'alliance et de majorité, cette clarification doit être, à notre avis, la première et même la principale étape dans la recherche de la voie à suivre au cours des prochains mois. Ajoutons tout de suite que clarté va de paire avec efficacité. L'électorat donnera son appui massif à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste si les positions sont définies sans équivoque, et à moyen terme ou à long terme, ces nettetés seront encore plus payantes.
Pour certains, l'objectif est de battre les candidats gaullistes ou leurs associés. Pour d'autres, il est aussi de constituer une majorité qui se voudra efficace et durable. Le premier élément est du ressort de la tactique seule. Le second pose le problème du programme et des fins à plus long terme.
Si l'on se contente du premier but, il était presque inutile de discuter et de mettre sur pied un programme. La tactique devient simple : battre à tout prix les candidats de l'UNR, ou assimilés, peu importe qui sera élu, des groupes de l'opposition, les accords ne sont pas nécessaires, il sera temps de juger entre le premier et le second tour.
Si, au contraire, on veut dépasser cette simple arithmétique et constituer dans un proche avenir une majorité cohérente, durable, au gouvernement et au Parlement, les accords et les désistements deviennent un problème venant dans un second plan. Ce qui compte, ce sont le programme et la manière de l'appliquer, c'est-à-dire l'engagement à le respecter et à le réaliser.
Cette seconde notion me semble personnellement plus valable, car répondant précisément à ce souci de simplification et d'efficacité.
Or, le programme adopté par la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste est positif sur de nombreux points. Il est nettement d'esprit de gauche, ca n'est pas un catalogue irréaliste ni irréalisable, chaque point du programme est, au contraire, très détaillé, l'ensemble est cohérent. En d'autres termes, le programme ne prête ni à la démagogie, ni à la confusion. Il faudrait simplement sortir quelques éléments clés - là je suis d'accord - comme le propose notre camarade Jules Moch, mais je crois que c'est déjà un objectif de la FGDS.
Les désistements et les retraits doivent donc être déterminés à partir de ce programme, qui tiendra lieu en même temps de contrat. Inutile donc, au départ, de lancer interdits et exclusives, car si le programme est marqué par des idées de

Fondation Jean Jaurès

progrès économique et social et comporte des réformes de structures, s'il est accepté comme tel par tel ou tel Parti ou telle ou telle personne, il n'a, certes, aucune raison de le rejeter a priori. Mais l'accord sur le programme devrait être complété par un engagement solennel de le faire appliquer.
Deux autres règles devraient encore être posées pour éviter la confusion : ce programme ne pourra être détaillé. Il n'est pas possible de laisser sous silence une partie de cette charte, car en ne s'engageant pas sur un des points, ne serait-ce que le 1/10ème de l'ensemble, la future majorité serait vite en péril. Cela devrait être proclamé avant l'ouverture de la campagne électorale, afin d'éviter les tractations entre les deux tours.
La question des alliances et des désistements devient alors plus simple. Il y aura accord, désistement ou retrait avec les partis et les hommes qui se seront engagés sur ce programme et sur la méthode en vue de son application. Il ne pourra s'effectuer de désistement qu'entre ceux qui auront souscrit à ces deux engagements, sans ambigüité, en faveur de celui qui sera le mieux placé et aura le plus de chances pour battre le candidat du pouvoir gaulliste.
Alors, quelle tactique en définitive ? On sait que pour le premier tour, la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste présentera des candidats dans chaque circonscription, et là je suis d'accord avec Nottebart, il faut se battre au maximum dans le premier tour pour avoir le maximum de voix. Mais, pour le second tour, des désistements s'imposeront, car la FGDS ne peut agir de manière isolée.
De quelle manière pourraient s'opérer ces éventuels désistements ?
La règle posée par la FGDS, ni exclusives ni interdits, peut être retenue comme première approche, car ceux qui accepteraient ce programme et s'engageraient à le défendre en cas de succès ne pourraient évidemment être rejetés, mais ce critère de programme exclut une tactique trop floue, et la règle : battre les candidas du pouvoir personnel à tout prix ne nous paraît pas satisfaisante, car elle est trop négative, et l'opinion actuelle la comprend de moins en moins.
Ainsi, une tactique, à nos yeux, est élaborée à partir de ce que le récent comité exécutif de la FGDS a approuvé au cours des élections présidentielles, c'est-à-dire le regroupement des voix de la Gauche et celles des républicains de progrès. Certes, on peut dire : que sont ces républicains de progrès que le PSU et le PC refusent d'examiner, et qui pourtant existent en dehors des formations de gauche ? Les électeurs républicains de progrès seront ceux qui voteront pour un candidat de la FGDS, personne ne discute sur ce point ; les candidats républicains de progrès concernent le second tour, puisqu'à ce second tour s'opéreraient des désistements pour battre le candidat UNR ou du pouvoir personnel.
Comment reconnaître ces républicains de progrès ?
Il doit d'abord être antigaulliste et en conséquence ne pas envisager d'entrer dans la majorité gaulliste, et il faut bien admettre ici que les récents propos de M. Lecanuet ne répondent pas du tout à cette condition. Il n'y a donc pas équivalence entre camp centriste et républicains de progrès. Cependant, les centristes pourraient bénéficier de désistements s'ils sont mieux placés, mais à

certaines conditions : ce sera à ce candidat de mériter l'appellation de républicain de progrès, et plusieurs critères pourraient être retenus : son comportement passé, prouvant clairement son antigaullisme, son programme lors du premier tour, qui ne s'éloignerait pas des principales options de la FGDS, et enfin son engagement précis à ne pas rallier l'UNR et ses alliés en cas d'élection, car il nous paraît inadmissible qu'élu grâce au désistement d'un candidat FGDS, quelqu'un puisse passer ensuite dans l'autre camp !
Le renouveau et le progrès de la Gauche passent par une attitude de clarté et de simplification, mais pas dans la confusion.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je demande au service d'ordre de faire respecter le silence dans la salle ! Vous avez été jusqu'ici très attentifs, il reste trois orateurs inscrits et je vous demande de persévérer dans votre application.
Le camarade suivant, Peyrassol, m'a fait connaître qu'il renonçait à la parole pour éviter des répétitions.
La parole est donc à Thalleux, et ensuite à Blanquart, dernier orateur inscrit cet après-midi.

Thalleux

Mes chers Camarades, venant après tant de ténors de notre Parti Socialiste SFIO, j'ai conscience probablement de n'apporter que peu d'éléments nouveaux dans cette discussion, que j'ai suivie avec beaucoup d'attention. J'ai ressenti, comme le président l'a dit tout à l'heure, à quel point les délégués étaient attentifs jusqu'à présent ; peut-être sont-ils maintenant fatigués, mais je veux dire toutefois que j'ai été frappé par le calme, le sérieux et la réflexion qui régnaient dans cette salle.
Militant de la base, non choisi pour mes mandats électifs, puisque je n'en ai pas, je tenais quand même à dire ce que je crois devoir dire, au nom d'une fraction importante de militants de la base.
À vrai dire, on observe que l'ordre du jour de nos travaux, qui comportait l'examen de la vie de la fédération, est largement dépassé, et qu'en fait la discussion s'est instaurée dès ce matin sur le problème capital qui est le fait électoral de 1967. Toutefois, en militant discipliné, je vais procéder à quelques réflexions sur la vie de cette fédération.
Si on en a peu parlé, est-ce à dire que tout est pour le mieux dans cette fédération ? Eh bien, personnellement, je ne le pense pas, et tout d'abord je voudrais dire que je regrette, et un certain nombre de camarades de la base avec moi, que le texte qui comporte le rapport sur le bilan et les orientations de la fédération soit parvenu très tardivement dans les sections, ce qui n'a pas permis, je crois, une discussion approfondie sur des problèmes aussi graves.
Autre point faible de la fédération, c'est la prolifération et l'anarchie des déclarations des ténors et de ceux qui le sont moins, et qui saisissent toutes occasions pour déclarer des choses définitives, qu'ils remettent en question le lendemain ! Cette anarchie apparente me paraît dangereuse.

Fondation Jean Jaurès

Anarchie apparente parce que, quand même, il y a des points positifs dans l'action de la fédération, mais je dois dire que les réticences et la méfiance qui étaient miennes à la création de la fédération n'ont point complètement disparu, parce que je pense qu'existe au sein de la fédération un certain lot de personnes qui, délibérément, essayent d'orienter la fédération vers le centre, vers la Droite, et c'est ce que, je crois, nous ne pouvons tolérer. La fédération sera Socialiste, ou bien elle ne doit pas être !

Certes, il y a des points positifs dans l'action de la fédération. Par exemple, le programme qui a été réalisé et dévoilé le 14 juillet dernier comporte des éléments qui sont intéressants, et je suis d'accord avec les orateurs précédents qui ont souligné que pour le populariser, il convenait de le clarifier, de le résumer, et de lui donner une allure percutante et démonstrative.

Le rapport qui nous a été fourni, nous en approuvons très largement les 3/4, et je dois dire que le seul point qui suscite de la part d'un certain nombre de militants des réserves, c'est ce qu'on appelle la tactique électorale qui est définie à la fin de ce texte.

Certes, dans ce texte, le premier tour, pas de problème, on l'a déjà dit, mais en ce qui concerne le deuxième tour, je le faisais remarquer à notre Congrès fédéral du Pas-de-Calais, il y a tout, dans cette tactique, tout est prévu, et par conséquent, j'en tire la conclusion que finalement, il n'y a rien dans cette tactique, puisque tout est permis !

Je crois que ce qui est ici en question, et cela a été déjà débattu plusieurs fois au cours d'interventions précédente, c'est cet alinéa qui dit que les candidats de la fédération se retireront au profit de tout républicain, qui, dans son action politique et sa campagne électorale, aura pris nettement position contre le maintien de l'actuelle majorité.

Eh bien, c'est dans cette formule que nous voyons se lever les vieux fantômes qui ont fait tant de mal à notre Parti. Est-ce qu'on va oublier tout le mal, depuis la libération, que les cléricaux ont fait à notre Parti, et par conséquent à l'avenir du Socialisme et à notre pays ?

Je dois dire que j'ai été plusieurs fois frappé aujourd'hui encore par ce terme souvent employé de républicain de progrès. Quels sont-ils, ces républicains de progrès ? S'ils sont des républicains soucieux du développement d'une meilleure condition de la classe ouvrière, en tout cas de ceux qui travaillent, je pense que tout naturellement ils peuvent trouver leur place maintenant au sein de la fédération ; par exemple, l'existence de clubs leur permet de s'intégrer à un mouvement qui serait - et qui est d'ailleurs d'inspiration Socialiste. Mais je crois que l'action des cléricaux n'est pas encore assez ressentie, et que nous devons affirmer que leur action, au cours des gouvernements depuis la libération, s'est traduite partout où ils sont passés. Je veux relever en particulier leur action dans les territoires d'Outremer, dès la libération, et ce que disait tout à l'heure notre camarade Nottebart au sujet de Thierry d'Argenlieu prend toute sa valeur. Il y a aussi leur influence qui est toujours persistante dans de nombreux ministères, et en particulier au ministère de la Santé, qui est un des ministères les plus conservateurs et les plus rétrogrades.

Et puis, il y a toutes les désillusions que nous avons eues depuis cette libération.
C'est pourquoi je demande que l'on supprime ce passage dans le texte final qui sera voté. Cela nous apporte un relan de toutes les erreurs dont nous supportons aujourd'hui le poids, c'est à-dire les erreurs qui, au moment où elles se sont produites, apparaissaient comme des moyens de sauver la République, je veux parler des apparentements, de la réalisation d'une troisième force, et plus récemment du cartel des non. Je ne veux pas dire qu'il y a assimilation complète, mais je veux dire que le peuple, les citoyens, y voient une relation, et finalement une continuation de cette politique que nous considérons comme ayant été négative.
Certes, je comprends fort bien que le gaullisme doit être mis à terre, et sa majorité en même temps, mais quelle confiance peut-on accorder, encore une fois, je vous le demande, au centre des démocrates, qui, à moins que je ne m'abuse, constitue l'essentiel du rassemblement des démocrates de progrès ?
Pense-t-on que ces gens vont suivre autre chose que leur inclination naturelle, c'est-à-dire rejoindre tout naturellement les tenants du nationalisme, du cléricalisme, du capitalisme international et national, national étant bien suffisant en la matière ?
Et puis, serait-il possible qu'ils acceptent d'appliquer le programme de la fédération de la Gauche ?
Voyons, camarades, n'oublions pas que la tentative de Gaston Defferre d'une large fédération a capoté en partie parce que M. Lecanuet et les MRP ont refusé d'adhérer au Socialisme, ils l'ont tout bonnement récusé !
Alors, comment peut-on admettre qu'avec eux ou avec ceux qui sont dans la nouvelle traduction de ce mouvement, on puisse faire, par exemple, la nationalisation des industries d'armement et de l'industrie pharmaceutique que j'ai trouvée dans le programme de la fédération ?
L'application, camarades, de la règle qui a été rappelée : "à l'école publique, fonds publics, à l'école privée, fonds privés", croyez vous que jamais les cléricaux et M. Lecanuet pourront l'accepter ?
D'ailleurs, je souligne au passage que dans le programme de la fédération, je n'ai pas trouvé le rappel nécessaire de la restauration de la laïcité de l'école et de l'Etat ; c'est une lacune et je demande qu'elle soit corrigée.
(Applaudissements)
Notre camarade Jeanette Brutelle a fait allusion à la nécessité de réviser la loi de 1920. Croyez-vous, camarades, qu'en allant chercher du renfort du côté de notre Droite, nous puissions faire adopter la révision de la législation sur la liberté contraception et sur la régulation des naissances ?
Je ne le pense pas puisque le concile n'a pas encore donné le feu vert et qu'il n'est pas près de le donner.
Alors, voyez-vous, dans ce texte, cette phrase est dangereuse, elle recouvre toutes les erreurs du passé ces erreurs dont nous ne voulons pas.
Et puis, il y a encore un petit mot qui m'a accroché, c'est lorsqu'on dit : "il faut assurer la victoire d'une majorité nouvelle axée sur la fédération".

En effet, je pense que "axée" n'est pas le bon mot, parce que lorsqu'il y a axe cela veut dire que c'est le milieu et que, par conséquent, il y a quelque chose à Droite. "Inspirée" par la fédération me paraîtrait nettement plus heureux et plus authentiquement galvanisant pour les jeunes et pour les électeurs de ce pays.
Alors, y a-t-il possibilité de s'engager dans cette direction, non pas d'alliance, mais de faire reporter les voix Socialistes au second tour sur des gens qui n'auraient pas approuvé le programme de la fédération ?
Je ne le pense pas, ce serait une opération fallacieuse et nous retomberions inéluctablement dans l'instabilité, parce qu'il n'y aurait pas une majorité cohérente pour appliquer le programme que nous avons approuvé.
Or, ne nous y trompons pas, et on l'a souligné plusieurs fois à cette tribune, les français ont besoin de continuité, de stabilité. Donc, il faut à tout prix battre le gaullisme, mais ce n'est pas suffisant, il faut également prouver que l'on peut lui succéder d'une façon efficace et d'une façon cohérente.
Il ne faut pas, mes chers camarades, décevoir à nouveau les citoyens. Il ne faut pas, en particulier, rompre cet espoir que les jeunes ont dans le Socialisme.
Le Socialisme reste à faire, le Socialisme reste à construire, les jeunes en sont conscients et nombreux avant moi sont ceux qui sont venus le dire à cette tribune.
Je pense, voyez-vous, qu'il faut une solution radicalement opposée au gaullisme, mais dans la clarté. Cette clarté suppose la netteté des attitudes et la pratique d'une politique qui permette l'espérance. Soyons donc résolument des hommes de gauche, et rien que de gauche. C'est notre seule chance d'attirer à nous les nombreux jeunes qui sont anxieux quant à leur avenir et qui espèrent en nous.
Est-ce à dire que nous devions nous jeter dans les bras des Communistes ?
Mais non, il faut tout simplement, par notre attitude, hâter leur évolution, et je pense, en particulier, que ce qu'a dit Christian Pineau sur la politique étrangère est très valable et qu'il faut démontrer que la politique étrangère du gaullisme n'est pas du tout favorable à une détente et à la paix, mais que c'est tout simplement la réalisation du rêve gaulliste de la poursuite, d'une recherche d'un nationalisme, et dans ce nationalisme, la bombe atomique est, évidemment, quelque chose qui a tout son sens et que nous devons combattre pleinement. C'est cela que nous devons dire aux Communistes.
J'attire votre attention sur le fait que vous allez trouver dans vos dossiers une motion du Pas-de-Calais qui, dans son dernier alinéa, semble ouvrir une porte à des négociations, à des éclaircissements qui seraient profitables à toute la Gauche.
Bien entendu, ce que nous devons continuer de défendre, c'est la valeur du Socialisme, sa pureté, cette pureté qu'il faut retrouver, afin que les jeunes soient séduits par ce Socialisme duquel ils attendent tant, mais je crois que c'est en étant nous-mêmes que nous arriverons à les retrouver et c'est là le sens de mon intervention.
J'ai dit, lors d'un précédent Congrès, que l'avenir du Parti Socialiste ne me semblait pas être dans la recherche des voix sur notre Droite, mais que l'avenir du Socialisme et du Parti Socialiste, que je continue de servir, c'est de faire un

effort pour que l'électorat qui est situé sur notre tranche Gauche soit reconquis par nous, alors que nous n'aurions jamais dû le perdre.
Dans la conjoncture présente, il est évident que l'on doit tout faire pour abattre le pouvoir personnel, mais il faut faire tout ce qui est compatible avec le maintien des chances du Socialisme.
Mieux vaut forger dans les difficultés l'arme socialiste que de l'émousser encore et pour longtemps dans une opération circonstancielle dont je continue de croire qu'elle ne peut nous apporter que désillusions et discrédit.
Mes chers camarades, au nom des jeunes que je pense encore pouvoir représenter et que j'ai entendus avec plaisir, je pense que le Parti Socialiste peut leur apporter des solutions aux nombreux problèmes qui vont se poser, mais je vous en supplie, et je vous mets en garde : pas de nouvelles combinaisons avec le centre des démocrates, c'est-à-dire avec des gens qui, en tout état de cause, sont décidés à être contre nous.
(Applaudissements)

Le président - Pour gagner du temps sur la séance de demain matin, je vous propose d'ajouter un camarade à la suite de Blanquart.
En effet, je puis vous dire que Pierre Giraud m'a donné l'assurance qu'il en avait pour très peu de temps ; c'est donc Giraud qui clôturera nos travaux ce soir.
La parole est à Blanquart.

Blanquart

Chers camarades,
Je remercie d'abord les camarades qui ont bien voulu rester pour écouter les derniers orateurs et j'essaierai, évidemment, d'être bref pour ne pas ajouter au désagrément de l'heure tardive.
Le Congrès extraordinaire que nous vivons aujourd'hui est en fait dominé, même si l'ordre du jour n'en fait pas mention, par deux préoccupations :
- l'une tactique,
- l'autre fondamentale.

Et je suis un peu surpris que dans beaucoup d'interventions que j'ai entendues aujourd'hui, on ait mêlé, comme à plaisir, ce qui est tactique et ce qui est fondamental.
Je pense que la préoccupation tactique est celle de faire échec aux prochaines élections aux candidats de la 5ème république, aux candidats du gaullisme, alors que la préoccupation fondamentale est la suite à donner à la création de la FGDS, il y a seize mois, et qui peut, soit se désintégrer après les élections, soit être le point de départ de la création d'un grand Parti Socialiste qui serait, en quelque sorte, vu dans l'optique française, ce qu'est aujourd'hui la réunification des partis Socialistes italiens que, je crois, nous devons saluer.
La préoccupation tactique domine, évidemment, aujourd'hui et on essaie de placer l'alternative suivante : ou alliance à Gauche, c'est-à-dire avec les Communistes, ou alliance avec le centre, et là on tombe directement dans

Fondation Jean-Jaurès

l'optique qu'essaie de nous imposer la tactique actuelle du Parti Communiste français.
Le Parti Communiste français, aujourd'hui, a lancé une grande campagne de puritanisme en disant en quelque sorte : voilà, nous nous sommes des gens de gauche purs, durs et agressifs, et nous nous trouvons face à une fédération de la Gauche qui essaie par ses atermoiements, par ses indécisions et quelquefois par sa veulerie, de faire prendre sa part de responsabilité dans la lutte des travailleurs contre le pouvoir personnel.
Alors, je vous en prie, regardons les choses en face et ne considérons pas les Communistes comme plus purs hommes de gauche qu'ils ne le sont.
On l'a déjà dit, mais je crois qu'il convient de le préciser, la tactique, aujourd'hui adoptée par la fédération de la Gauche, est en tous points semblable à celle adoptée par le Parti Communiste français lors des élections de 1962.
A cette période, il s'agissait de faire battre le pouvoir personnel et pour cela au besoin de se désister en faveur de candidats du centre, du MRP ou des indépendants.
Quelle différence y a-t-il dans la politique gaulliste entre 1962 et aujourd'hui, si ce n'est un renforcement du pouvoir personnel, une diminution des libertés publiques et une manière générale, une marche certaine vers une dictature technocratique ?
Nous sommes, par conséquent, étonnés de voir que le Parti Communiste fait aujourd'hui une analyse différente de celle de 1962, une analyse différente qui dit : nous nous désisterons uniquement pour des candidats de gauche, c'est-à-dire pour la FGDS, dans la mesure où ceux ci nous rendront la pareille, à condition qu'ils acceptent un programme commun, et en aucun cas, nous ne nous désisterons pour eux s'ils permettent à un candidat qui ne soit pas de gauche de battre un candidat de l'UNR par leur désistement.
Nous sommes incontestablement devant cette position en droit de dire que cette tactique obéit uniquement au problème de politique étrangère et que l'action des ambassades de l'Est a une certaine influence sur la direction du Parti Communiste français.
Ceci dit, je ne dis pas que le Parti Communiste soit aujourd'hui stalinien comme il l'était en 1934, par exemple, ou en 1946, car si la même situation qu'aujourd'hui s'était trouvée à cette époque, le Parti Communiste aurait aussitôt adopté, sur l'ordre de l'Est, la tactique du Front National, il aurait dit : il importe avant tout de mettre fin à la guerre du Viêt-Nam, il importe avant tout de renforcer l'indépendance nationale et pour cela il aurait rallié purement et simplement l'UNR !
C'est cela la différence entre le stalinisme et la situation actuelle du Parti Communiste qui n'ose pas envisager la tactique du Front National qui aurait été la sienne il y a quelques années.
D'un autre côté, il importe de ne pas montrer à l'opinion publique que nous voulons, en quelque sorte, établir un cartel électoral du type cartel des non de 1962. Cela non plus les Français n'en veulent plus et il faut que nous soyons clairs.

Collection Jean Pulas

Alors, que dit la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ?
Elle dit d'abord : nous allons combattre avec notre programme, un programme qui est un programme de gouvernement. Elle dit ensuite : nous essaierons de faire passer le candidat de gauche le mieux placé, c'est-à-dire éventuellement le Communiste.
Le seul point obscur, c'est le cas d'un candidat arrivé avec quelques centaines de voix de moins que le candidat Communiste, mais je pense que là-dessus l'accord sera facile : si nous avons des chances de faire passer un camarade arrivé eu deuxième position qui peut être élu sans le concours des voix de droite, je ne vois pas pourquoi nous irions systématiquement à l'hara-kiri.
C'est donc, je crois, une tactique de gauche qui est appliquée par la fédération, mais cette tactique de gauche, il convient de la préciser, il convient aussi de montrer que nous voulons être, que nous avons une vocation vers l'unité de la Gauche et que cette vocation est contrariée actuellement par les positions fondamentales et par les positions tactiques du Parti Communiste français.
Venons ensuite à la préoccupation fondamentale de ce Congrès, la construction éventuelle d'un grand Parti Socialiste sur la base de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
Je crois que là-dessus il sera très important que les choses soient très claires sur les points fondamentaux et les choses étant très claires, les gens qui ne les aiment pas nous quitteront ... il y aura ainsi une décantation.
Autrement dit, si l'unité de création du nouveau Parti Socialiste a lieu, il faudra que ce soit fait sur des bases fondamentales Socialistes tournées contre le capitalisme et aussi sur la base de la discipline, car il est évident qu'actuellement nos camarades se trouvent en face de certains hurluberlus qui n'étaient pas radicaux, mais qui le deviennent et qui demandent l'investiture de la fédération, qui sont souvent dans des conseils municipaux UNR et qui disent : "si vous ne me présentez pas, je me présente en face, etc."
Je crois que la fédération de la Gauche doit observer la même discipline que celle qui régit le Parti Socialiste actuellement, à savoir qu'en aucun cas on ne peut remettre en cause une décision prise par la majorité du Parti.
Cela dit, nous pensons que ce nouveau Parti sera ainsi écrémé et que les gens qui ont une vocation de droite retourneront à leurs foyers... qu'ils n'auraient jamais dû quitter !
Nous pensons que la création de ce grand Parti Socialiste est subordonnée à des actions communes avec ceux qui, actuellement, sont avec nous à l'échelle nationale et départementale.
Ces actions communes en contiennent une qui nous intéresse particulièrement actuellement, c'est la préparation de la Convention nationale de la jeunesse, convention qui, nous l'espérons, aura lieu à Suresnes le 11 décembre et qui verra, côte à côte, des jeunes des trois familles de la fédération et des jeunes de nombreux mouvements de jeunesse venus se joindre à nous pour mettre sur pied le programme jeunesse de la fédération.

Cette manière de travailler ensemble pour un avenir commun donnera aux militants et à ceux de nos partenaires qui le voudront la possibilité de créer demain le grand Parti Socialiste que nous souhaitons.
St je terminerai, camarades, en faisant un appel.
Il y a actuellement un vent de défaitisme qui souffle dans les rangs de nos militants, c'est incontestable. On sent actuellement une certaine crainte pour les batailles futures, on se dit que nos positions ne sont pas claires et que, par conséquent, nous risquons fort d'aller à la défaite. Mais n'entendiez-vous pas ces mêmes propos durant l'été 1965 après que notre camarade Gaston Defferre ait renoncé à sa candidature et avant que soit connue celle de François Mitterrand ?
Eh bien, nous sommes un peu dans cette situation, nous sommes au creux de la vague et c'est à nous, au sein du Parti et au sein de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, de reprendre l'initiative, de redonner courage aux militants, de repartir à l'assaut des bastilles, à l'assaut des bastilles que nous devons conquérir.
Ce n'est pas avec du défaitisme que nous gagnerons, ce n'est pas avec des responsables qui prétendent que la conjoncture se présente mal que nous battrons le gaullisme en 1967 !
Je crois que cette bataille qu'il nous faut mener nous ne la gagnerons que si nous nous serrons les coudes, si nous expliquons notre politique au peuple français, mais dans cette mesure, je suis sur que nous pouvons reprendre l'initiative et triompher.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Pierre Giraud de la fédération de la Seine, dernier orateur et je remercie notre camarade de Sète d'avoir renoncé à la parole.

Pierre Giraud

Camarades,
Prenant pour la première fois la parole comme secrétaire de la fédération de Paris, je voudrais faire mentir une longue tradition du Parti qui veut que les représentants parisiens soient longs, et abordent des problèmes abstraits. C'est pourquoi je me bornerai rapidement à vous énoncer un certain nombre de points précis sur lesquels je suis mandaté par ma fédération.
Premier point : le problème de la fusion.
Tout le monde semble d'accord pour dire que la situation actuelle ne peut pas durer longtemps après les prochaines élections. Et ceux d'entre nous qui ont le privilège ou la charge de participer à l'action de la FGDS ne pourront pas me contredire.
Ceci dit, si nous voulons que la FGDS ne soit pas seulement un cartel électoral, il faut que nous affirmions d'ores et déjà sa vocation à la fusion.
Mais le parti qui doit naître de cette fusion doit répondre à un double objectif :
- D'abord, être démocrate,

Fondation Jean Jaurès

- Et, d’autre part, être Socialiste.
Quand je dis que ce parti doit être démocrate, cela signifie que le principe de "une voix = un homme, ou un homme = une voix" doit être accepté.
(Applaudissements)
Ce qui signifie que nous n’acceptons pas le vote comme plural et que nous sommes démocrates, nous pensons que les responsables de la nouvelle organisation, qu’ils soient des dirigeants ou des élus, devront être responsables devant leurs mandants.
Ce n’est pas une politique de cadres, c’est une politique d’organisation démocratique.
Le deuxième point, c’est qu’il s’agira d’une organisation Socialiste, c’est-à-dire qui restera fidèle à la doctrine, tout en comprenant le réel, c’est-à-dire tout en l’adaptant à la réalité d’aujourd’hui. C’est cela, pour nous, la démocratie Socialiste.
Le deuxième point, c’est sur le programme. Il a été largement critiqué. Nous croyons que ces critiques sont injustes, parce que ce programme est honnête, et parce que ce programme a le mérite d’exister.
Ceci dit, au nom delà fédération de Paris, je pense qu’il serait souhaitable de le présenter à l’opinion publique sous une forme plus directe, plus ramassée, plus percutante, et qui fasse porter l’attention du public sur les deux priorités que nous pensons indispensables de mettre en avant : l’éducation nationale, bien sûr, mais aussi le problème du logement qui, que vous le vouliez ou non, préoccupe actuellement des couches extrêmement nombreuses de la population.
Le troisième point, c’est celui de la tactique électorale. Je crois, comme l’a dit à l’instant Blanquart, qu’actuellement l’opinion publique est déconcertée, est déboussolée, et nous pouvons seulement espérer quelque chose : c’est que la violence même de la campagne électorale de l’année prochaine réveille le peuple français, comme l’a fait la campagne présidentielle. Et c’est à ce moment-là que nous retrouverons dans l’action une certaine cohésion que nous semblons peut-être avoir perdue.
Et pour faire maintenant allusion aux problèmes directs qui sont évoqués à l’occasion de l’article 10, je voudrais faire trois observations :
La première, c’est que nous nous sommes fait piéger, nous nous sommes laissés entraîner dans le piège qui consistait à définir 6 mois à l’avance, 6 mois avant la date des élections, non pas les grandes lignes de notre tactique électorale, mais ses plus infimes détails. Nous aurions souhaité nous arrêter à la vieille formule des listes et pratiques du Nord : au premier tour on choisit, au deuxième tour on élimine. Cela dit peut-être peu de chose, mais cela le dit bien. Mais, puisque nous sommes entrés dans les détails, il faut malgré tout que nous soyons précis et corrects avec nous-mêmes. Je pense par conséquent que la fédération de Paris a eu raison de demander quelques précisions complémentaires dans le texte qui nous est soumis, et ce sont des précisions que je m’en vais me permettre de vous lire :
D’abord, entièrement d’accord sur la tactique du 1er tour. C’est donc sur la tactique du second que nous avons les observations à faire.

La formule "qui feront leur le combat de tout candidat qui se sera engagé à soutenir pendant son mandat les choix essentiels de la fédération", ne doit pas venir en tête. Tout au plus pourrait-elle compléter la phrase qui est actuellement au deuxième plan et que nous voudrions voir au premier. On dirait : "Faisant leur le combat", mais en deuxième plan. Et nous pensons que par conséquent il faudrait dire, tout simplement :
"Ils se désisteront pour tout candidat de la Gauche "en mesure de battre le tenant du pouvoir personnel".
Ceci en priorité ajoutant :
"Faisant leur le combat de ... etc. "
Deuxième point : ajouter, entre le 1er paragraphe et le second, les mots : "à défaut", qui signifierait qu'il n'y a pas un choix sur un pied d'égalité entre un désistement à Gauche et un désistement vers ce qu'il est convenu d'appeler "les républicains de progrès". Et la formule serait la suivante :
"A défaut, ils se retireront au profit de tout républicain qui, dans son action politique et sa campagne électorale aura pris nettement position contre le maintien".
Et nous ajoutons : "ou l'élargissement de l'actuelle majorité".
Ce qui ferme immédiatement la porte à tous ceux qui ont fait discrètement savoir au pouvoir qu'ils étaient prêts à former pour lui une majorité d'appoint dans une nouvelle chambre.
Cela signifie que tout candidat qui accepterait à quelque titre que ce soit un compromis avec les tenants du pouvoir personnel serait automatiquement exclu de cet accord.
Enfin, nous souhaitons, et c'est la fin de notre texte que je déposerai à l'instant sur le bureau du Congrès, qu'on ajoute, au sujet de cette tactique électorale, la formule suivante :
"Aucune de ces décisions" (c'est-à-dire de celles qui pourraient être prises à l'occasion du 2ème tour) "ne pourra être prise sans l'accord du Comité exécutif national de la FGDS."
Je sais qu'un certain nombre de camarades vont nous dire que le délai qui s'écoule entre les 1er et 2ème tours est très bref et qu'il faut faire confiance aux fédérations locales pour résoudre leurs problèmes. Ce que je veux dire c'est que le nombre des cas contestés sera réduit, et que par conséquent dans ces trois jours le Comité national aura parfaitement le temps d'étudier ces quelques cas contestés. Et c'est justement sur ces cas contestés et contestables que la fédération de Paris ne fait pas automatiquement confiance aux fédérations locales qui se laisseraient quelquefois entraîner par des considérations locales et qui risqueraient, par des décisions locales, de compromettre le succès d'ensemble de la fédération de la Gauche.
Et ma conclusion sera la suivante : c'est que nous devons d'abord nous battre au premier tour sous notre drapeau, au deuxième tour faire triompher ceux qui accepteront de mener le combat commun, c'est-à-dire pour faire prévaloir, après les élections, la volonté du peuple contre la volonté des inconditionnels.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Camarades, la séance de cet après-midi est terminée. Prochaine séance demain matin à 9 heures, sous la présidence de Christian Pineau.
(La séance est levée)

Coll. Fondation Jean-Jaurès